

Loi de Finances pour 2021

26 janvier 2021

21epc36.ppt

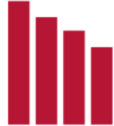
SOCIÉTÉ D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants-finances.fr

Siège : 16, rue de Penhoët – 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - rennes@ressources-consultants.fr

Direction Sud : 8 rue Jules de Rességuier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - toulouse@ressources-consultants.fr

Antenne Paris : 55, rue Boissonade – 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - paris@ressources-consultants.fr

S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81

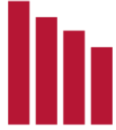


PARTIE 1 : LE CADRAGE ECONOMIQUE NATIONAL	03
PARTIE 2 : LA REFORME DES IMPÔTS DITS DE PRODUCTION	13
PARTIE 3 : RETOUR SUR LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION	23
3.1 : LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION VUE DU COTE DES CONTRIBUABLES	24
3.2 : LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION VUE DU COTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : 2021 L'ANNEE DU BIG BANG FISCAL	31
3.3 : COMMENT CELA VA-T-IL FONCTIONNER A COMPTER DE 2021?	44
PARTIE 4 : LA RÉPARTITION DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL EN 2021	50
PARTIE 5 : LES PROPOSITIONS DE RÉFORME DES INDICATEURS DE PÉRÉQUATION	63
5.1 : LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES EPCI	66
5.2 : LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES COMMUNES	79
5.3 : LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX	97
PARTIE 7 : LES DIVERSES MESURES AYANT DES CONSÉQUENCES POUR LE BLOC COMMUNAL	107
TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	118



PARTIE 1

LA CADRAGE ÉCONOMIQUE NATIONAL



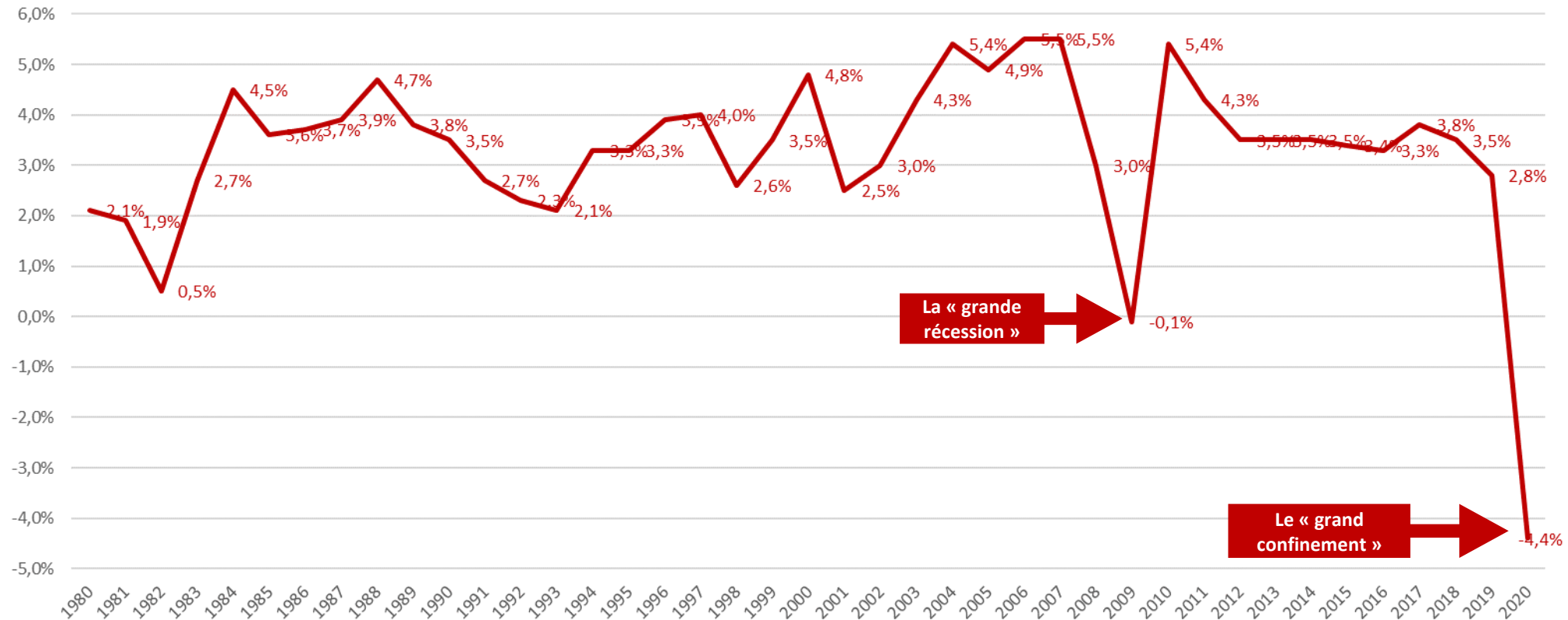
Le « Grand confinement » : la pire récession économique depuis la grande dépression à l'échelle mondiale

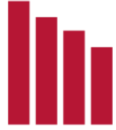
Gita Gopinath, chef économiste du Fonds monétaire international :

- « Cette crise ne ressemble à aucune autre et une grande incertitude règne quant à son incidence sur la vie et les moyens d'existence des populations. »
- « Il s'agit d'une véritable crise mondiale, car aucun pays n'est épargné. »
- « Pour la première fois depuis la Grande dépression, aussi bien les pays avancés que les pays émergents et les pays en développement sont en récession. »
- « Le « Grand confinement » constitue ainsi la pire récession depuis la Grande dépression et est bien plus grave que la crise financière mondiale [de 2009]. »

Croissance annuelle du PIB mondial 1980-2019 et prévision pour 2020

Source: FMI, World Economic Outlook (Octobre 2020)



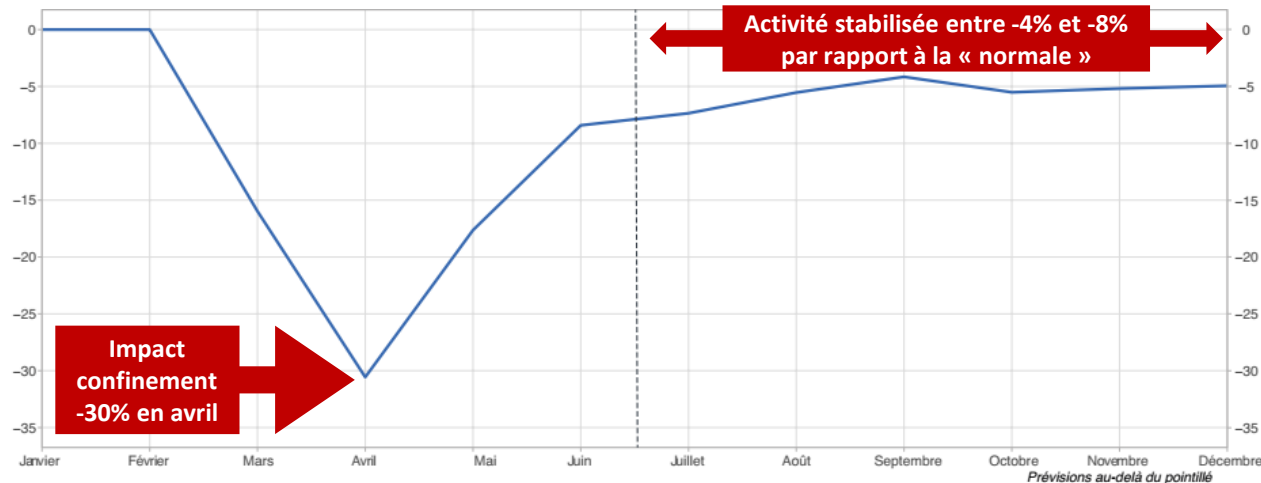


En France, une récession d'ampleur inédite depuis la création des comptes nationaux en 1948

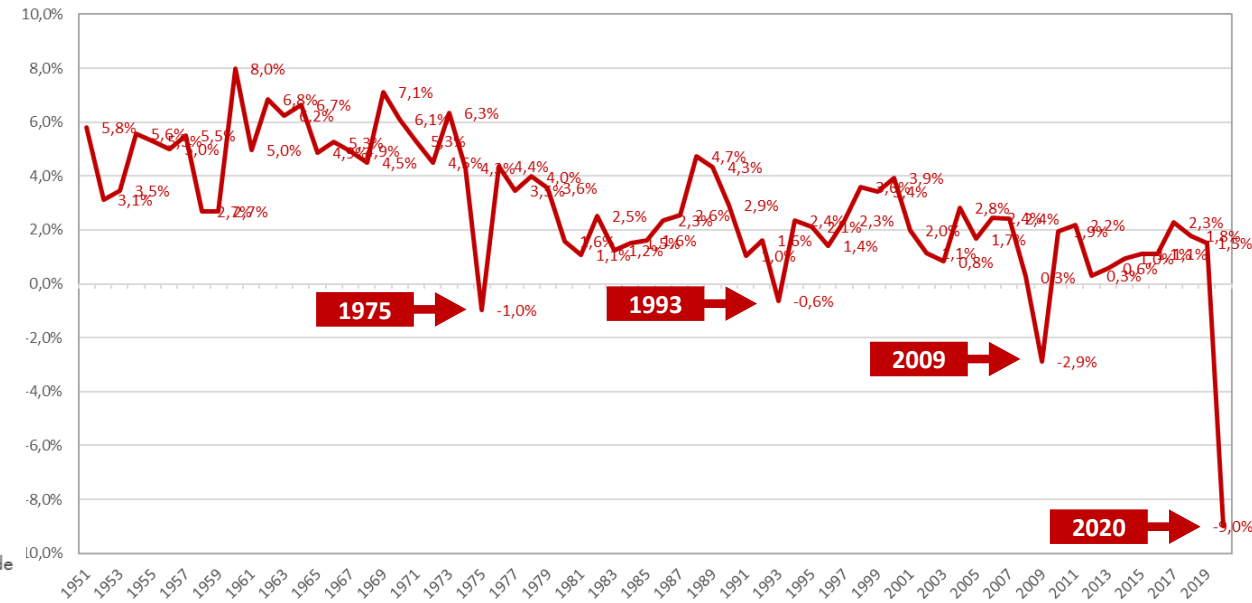
Dans sa dernière note de conjoncture datant octobre, avant l'annonce du nouveau confinement, l'INSEE estime la perte de PIB à -9% en 2020, soit la plus forte contraction annuelle depuis la création des comptes nationaux en 1948 :

Après le vif rebond associé au déconfinement (+ 16 % prévu au troisième trimestre, après - 13,8 % au deuxième et - 5,9 % au premier), l'activité économique pourrait ainsi marquer le pas en fin d'année sous l'effet de la résurgence de l'épidémie. Dans un scénario où, au quatrième trimestre, les services les plus affectés (hôtellerie-restauration, services de transport, activités récréatives et de loisirs) reviendraient, après une embellie durant l'été, à leur niveau d'activité de juin dernier et où l'investissement resterait, par attentisme, à un niveau proche de celui du troisième trimestre, la croissance serait nulle en fin d'année. Dans ce cas de figure, le PIB français resterait, en fin d'année, 5 % en deçà de son niveau d'avant-crise, comme en moyenne pendant l'été. Cette prévision pour l'automne reflète la grande incertitude qui caractérise les prochains mois. Un durcissement durable des restrictions sanitaires pourrait ainsi provoquer une nouvelle contraction du PIB au quatrième trimestre. **Inversement, si la situation sanitaire se stabilisait, l'évolution du PIB pourrait être positive en fin d'année. Au total sur l'année 2020, la prévision de contraction du PIB reste de l'ordre de - 9 %.** »

Pertes d'activités mensuelles résultant de la crise COVID-19 estimées puis prévues (INSEE, note de conjoncture d'octobre 2020)

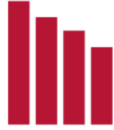


Croissance du PIB français 1950-2020



Lecture : en septembre, l'activité économique serait en retrait d'environ 4 % par rapport au niveau d'avant-crise. En fin d'année, elle s'établirait autour de -5 %.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses



Des secteurs d'activité très inégalement touchés

Les pertes d'activité telles qu'évaluées par l'INSEE dans sa dernière note d'octobre s'avèrent très différentes d'un secteur à l'autre. Les branches les plus touchées par la crise, c'est-à-dire dont l'activité serait toujours inférieure de 5 % ou plus par rapport à « la normale » au 4^{ème} trimestre 2020, sont les activités « fabrication de matériels de transports et autres produits industriels » (- 12 % au 4^{ème} trimestre), « construction » (- 5 %), « transports et entreposage » (- 20 %), « hébergement et restauration » (- 31 %), « activités scientifiques et techniques et services administratifs et de soutien » (- 6 %), et les « autres activités de services » (- 17 %). **Ces branches d'activités représentent un tiers du PIB (de 2019).**

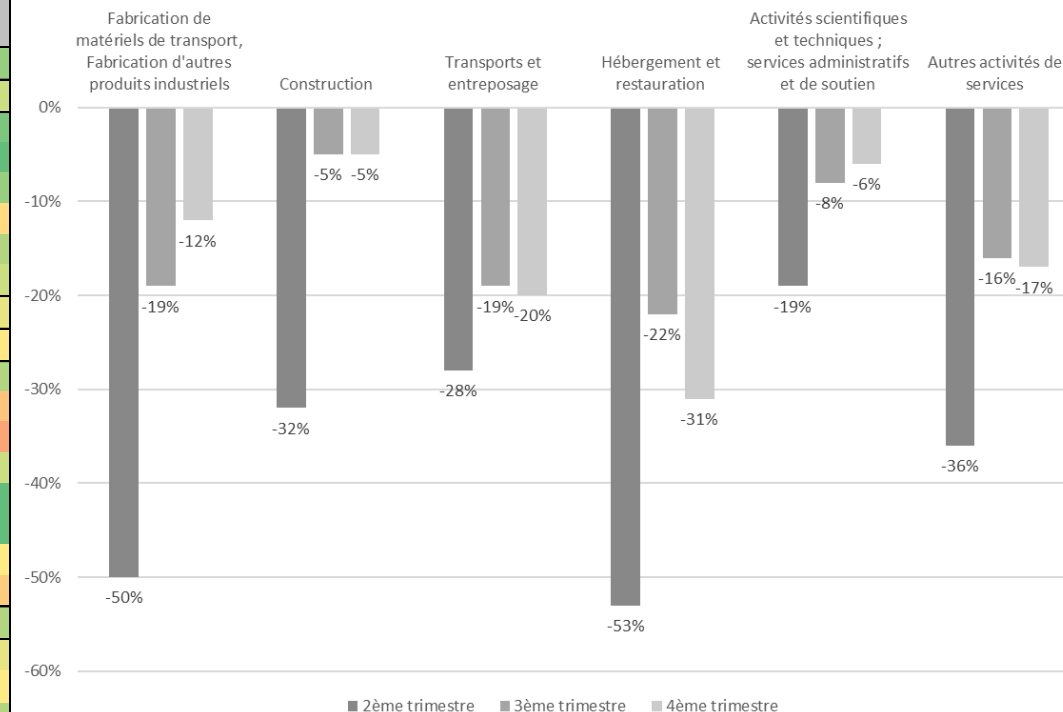
A contrario, les branches « activités financières et d'assurance », « activités immobilières », « cokéfaction et raffinage » auraient retrouvé un niveau d'activité « normal ».

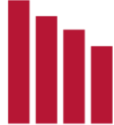
Pertes d'activités trimestrielles par rapport à la « normale » (2019) par branche d'activités

Source : INSEE, Octobre 2020, estimations 2nd trimestre, prévisions 3^{ème} et 4^{ème} trimestre

	Part dans le PIB	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Agriculture, sylviculture et pêche	2%	-6%	-3%	-2%
Industrie	14%	-23%	-6%	-4%
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2%	-9%	-3%	-1%
Cokéfaction et raffinage	0%	-1%	-1%	0%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, de machines	1%	-23%	-4%	-2%
Fabrication de matériels de transport, Fabrication d'autres produits industriels	1%	-50%	-19%	-12%
Fabrication d'autres produits industriels	6%	-25%	-6%	-3%
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2%	-15%	-5%	-4%
Construction	6%	-32%	-5%	-5%
Services principalement marchands	56%	-17%	-7%	-7%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10%	-20%	-4%	-3%
Transports et entreposage	5%	-28%	-19%	-20%
Hébergement et restauration	3%	-53%	-22%	-31%
Information et communication	5%	-9%	-4%	-4%
Activités financières et d'assurance	4%	-8%	-3%	0%
Activités immobilières	13%	-3%	0%	0%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14%	-19%	-8%	-6%
Autres activités de services	3%	-36%	-16%	-17%
Services principalement non marchands	22%	-17%	-3%	-3%
Total	100%	-19%	-5%	-5%
dont principalement marchands	78%	-19%	-6%	-6%
dont principalement non marchands	22%	-17%	-3%	-3%

Les pertes d'activités des 6 branches affichant une perte d'activité supérieure à la moyenne au 4^{ème} trimestre





Scénarios 2021-2022 (et non prévisions) : des écarts très importants en fonction des hypothèses concernant l'évolution sanitaire

Banque de France – Projections macroéconomiques – septembre 2020

« Dans ce contexte, les années 2021 et 2022 seraient des années de redressement net mais graduel, avec un retour au niveau d'activité de fin 2019 qui s'effectuerait désormais dès le premier trimestre 2022 contre mi-2022 dans nos projections de juin. Au bénéfice d'un rebond plus rapide qu'anticipé fin 2020, la croissance annuelle 2021 est revue légèrement en hausse (7,4 % vs 6,9 %). Celle de 2022 est revue légèrement en baisse (3,0 % vs 3,9 %) car le rebond plus important sur 2020 et 2021 réduit l'effet de rattrapage en 2022, même si la croissance resterait à cet horizon supérieure à son potentiel. »

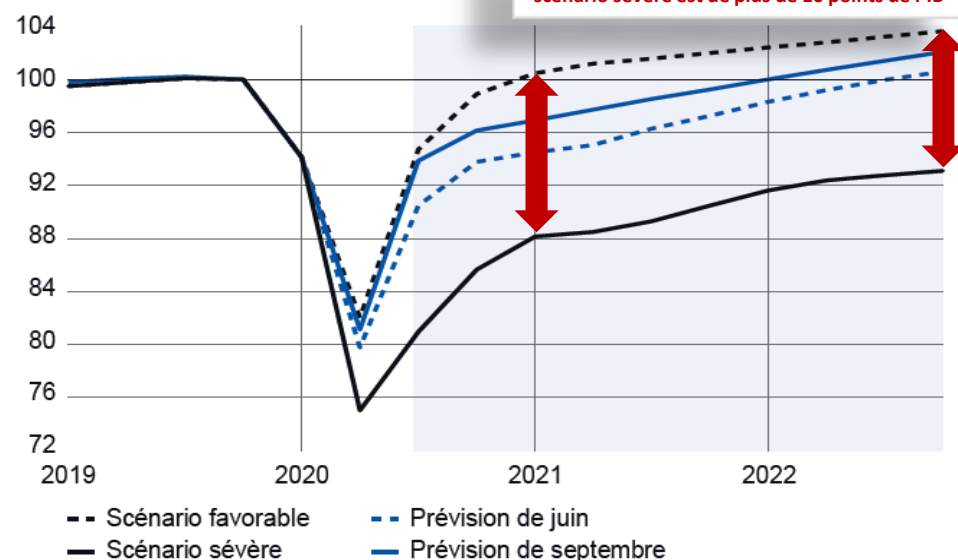
« **Dans le scénario « favorable » de maîtrise de l'épidémie**, l'activité retrouverait dès la fin de l'année 2020 son niveau d'avant-crise, avec un recul du taux de croissance du PIB limité à - 7 % en 2020 suivi d'un rebond marqué de l'activité en 2021 (+ 10 %). À l'opposé, **dans le scénario « sévère » de circulation intense du virus**, avec les contraintes fortes, sanitaires puis économiques, qui pourraient alors s'ensuivre, le niveau d'activité demeurerait significativement inférieur au niveau d'avant-crise sur tout l'horizon de prévision, avec une croissance en chute de - 16 % en 2020, suivie d'un rebond en 2021 assez modeste (+ 6 %) au regard de l'ampleur du choc subi par l'économie. »

La situation sanitaire en France s'étant nettement dégradée depuis le mois de septembre, se rapproche-t-on du « scénario sévère » que la banque de France établissait en septembre ?

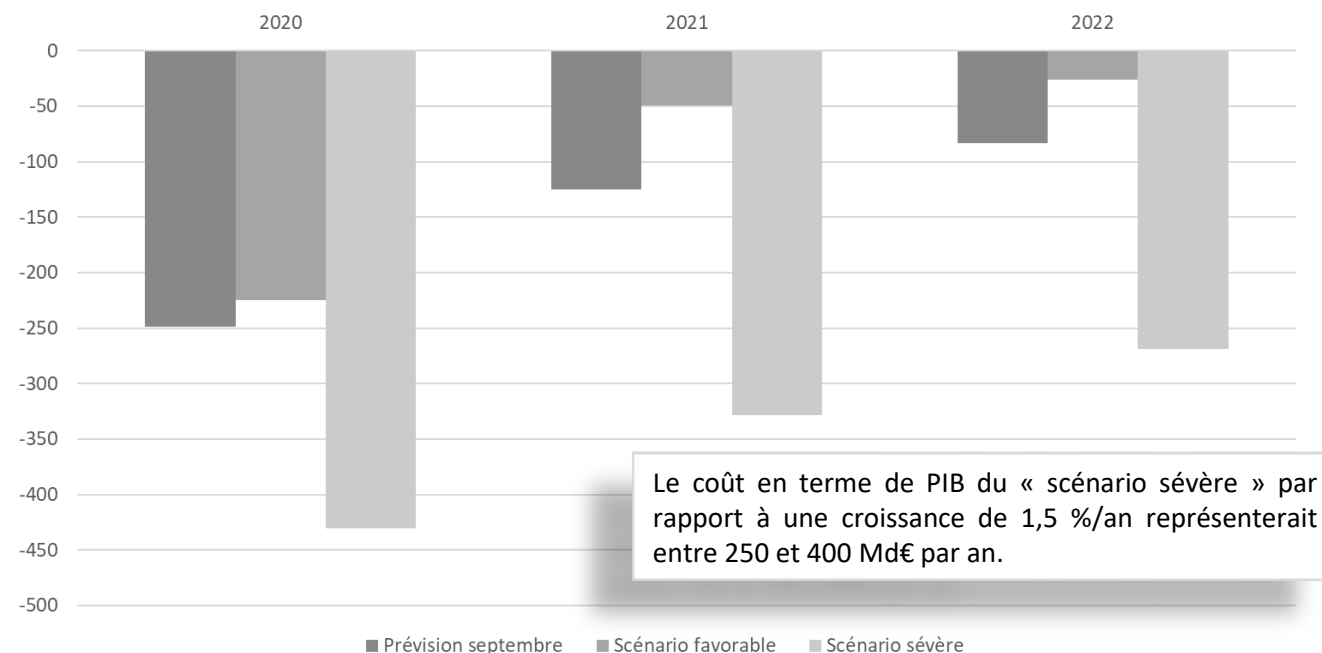
Les 3 scénarios de la Banque de France (septembre 2020)

(Niveau, base 100 = T4 2019)

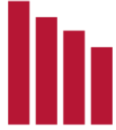
L'écart entre le scénario favorable et le scénario sévère est de plus de 10 points de PIB



Les pertes de PIB en milliards d'euros résultant des 3 scénarios de la banque de France par rapport à un scénario de croissance annuelle de 1,5 %/an



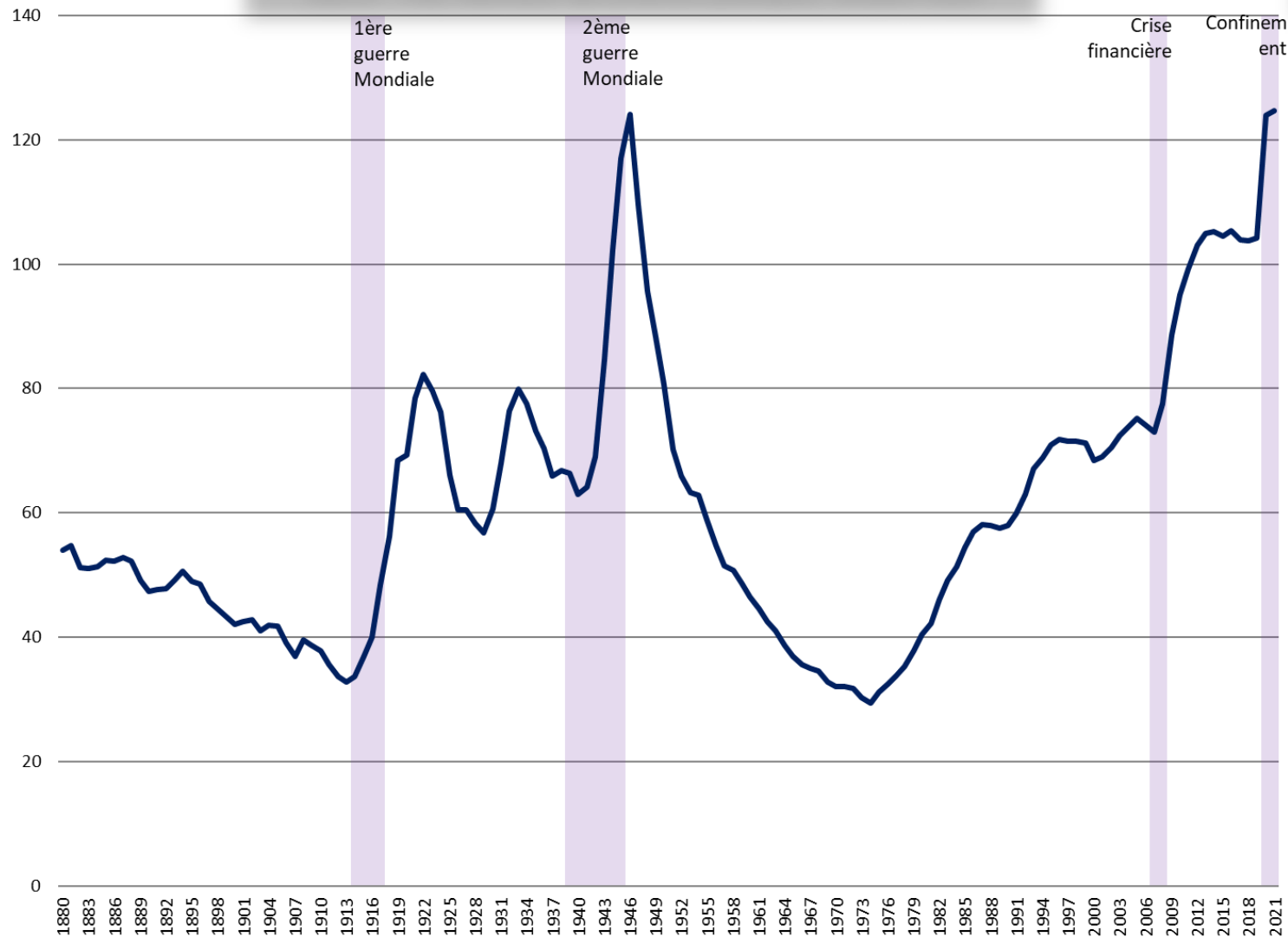
Le coût en terme de PIB du « scénario sévère » par rapport à une croissance de 1,5 %/an représenterait entre 250 et 400 Md€ par an.



Une crise de la dette souveraine derrière la crise économique ?

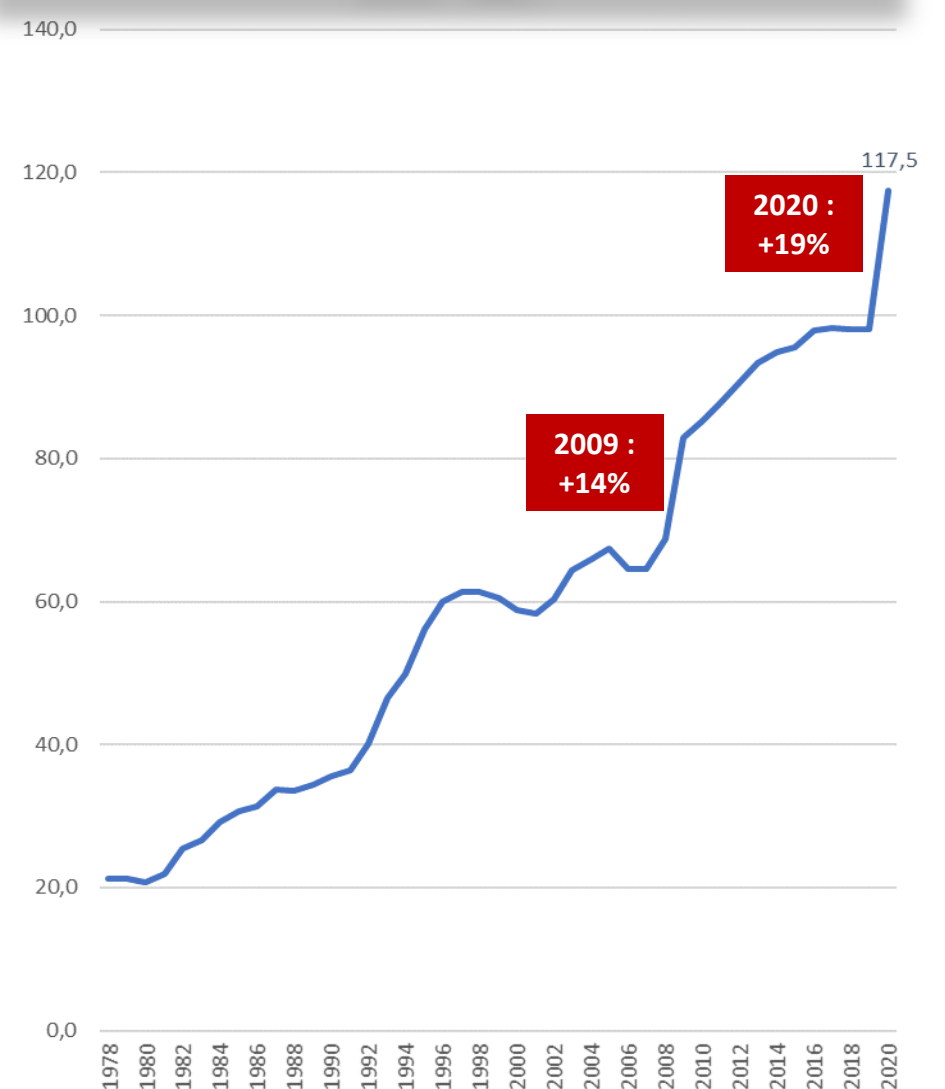
Dette publique pays avancés (en % du PIB)

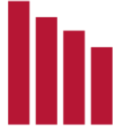
Source : FMI, Moniteur des finances publiques, octobre 2020



Dette publique France (en % du PIB)

Source : INSEE

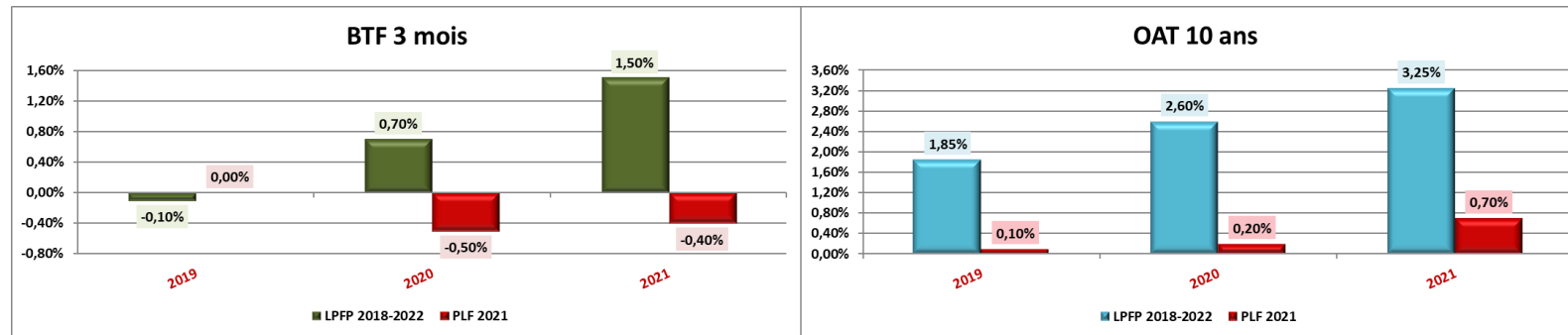




Le scénario macroéconomique associé à la loi de finances pour 2021

Les 4 indicateurs essentiels sous tendant la trajectoire macroéconomique projetée pour 2020 :

1. **Le taux de croissance** en volume, (hors effet prix) de 2019, 2020, et 2021 qui permet de bâtir une prévision au titre des recettes fiscales de l'année, en tenant compte de l'exigibilité de certains impôts en décalage d'une année avec leur assiette (impôt sur les sociétés, par exemple) ou fonction de la dynamique économique de l'année (TVA par exemple). **En 2020, l'activité se contracterait de - 10 % avant de rebondir de + 8 % en 2021** grâce au Plan de relance. La France se place ainsi sur une trajectoire de rebond fort en 2021, qui lui permettrait de retrouver dès 2022 son niveau de prospérité d'avant crise. L'activité s'établirait en 2021 à -2,7 % en dessous de son niveau de 2019.
2. Après + 1,1 % en 2019, l'inflation ralentirait en 2020 à + 0,5 %, en lien avec la baisse des prix du pétrole et la modération des prix résultant d'une demande en recul. L'inflation se reprendrait ensuite modérément en 2021 à + 0,7 %. Elle demeurerait à un niveau assez bas du fait d'une demande encore en phase de rattrapage vers son niveau d'avant crise.
3. **Les taux d'intérêt** qui permettent d'évaluer la charge de la dette de l'État. **Les hypothèses relatives aux taux courts (BTF 3 mois) sont en des taux toujours négatifs alors qu'est prévue une légère remontée des taux longs (OAT 10 ans) à 0, 7%, niveau voisin du taux prévisionnel d'inflation (0,6 % hors tabac et 0,7 % pour l'ensemble).**

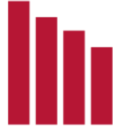


4. **La masse salariale**, qui détermine les évolutions de certains prélèvements obligatoires (cotisations sociales, CSG, impôt sur le revenu). **La contraction de l'activité s'est accompagnée d'une détérioration de la situation du marché du travail, avec la destruction de 715 000 emplois salariés sur le premier semestre et au total 800 000 destructions d'emplois salariés attendues à horizon fin 2020. L'emploi total rebondirait en 2021, avec + 435 000 créations nettes de postes entre fin 2020 et fin 2021, dont + 400 000 emplois salariés.**

Principales hypothèses économiques associées au PLF 2021

	2020	2021		2020	2021		2020	2021
Croissance du PIB en volume	-10,0%	8,0%	Consommation finale privée	-8,4%	6,5%	Exportations	-18,5%	12,6%
Croissance du PIB en valeur	-8,4%	8,3%	Consommation finale publique	0,8%	3,1%	Importations	-11,5%	8,2%
Indice des prix à la consommation	0,5%	0,7%	FBCF des ménages	-14,6%	12,5%	Balance commerciale (Md€)	-97,5	-85,9
Emploi Marchand	-920 000	435 000	Demande mondiale adressée à la France	-11,0%	6,5%	Prix du baril du pétrole (en \$)	44 €	42 €
Masse salariale totale	-5,7%	5,2%				Taux de change dollar / euro	1,1%	1,1%

Sources relatives à cette partie : Rapport économique social et financier 2021 et Rapport n° 3360 fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le PLF 2021 par Laurent Saint-Martin, rapporteur général.



Le taux d'inflation (hors tabac) prévisionnel associé à la LF 2021

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et 2025
Prévisions en PLF de l'année concernée jusqu'en 2021, RESF 2021 ensuite	1,00	0,80	1,00	1,30	1,00	0,60	1,00	1,40	1,75
	Définitif				Révisé PLF 20	Fixé PLF 20			
Indice des prix à la consommation hors tabac (PLF 2021)	0,20	1,00	1,60	0,90	0,20	0,60			

Le taux d'inflation prévisionnel (hors tabac) pour 2020 est arrêté à 0,2 % (1 % prévu initialement) et prévu à 0,6 % en 2021

Le taux d'inflation définitif pour 2019 est, lui, de 0,9 % (pour une prévision en LFI de 1,3) %.

L'avis du Haut Conseil des Finances Publiques

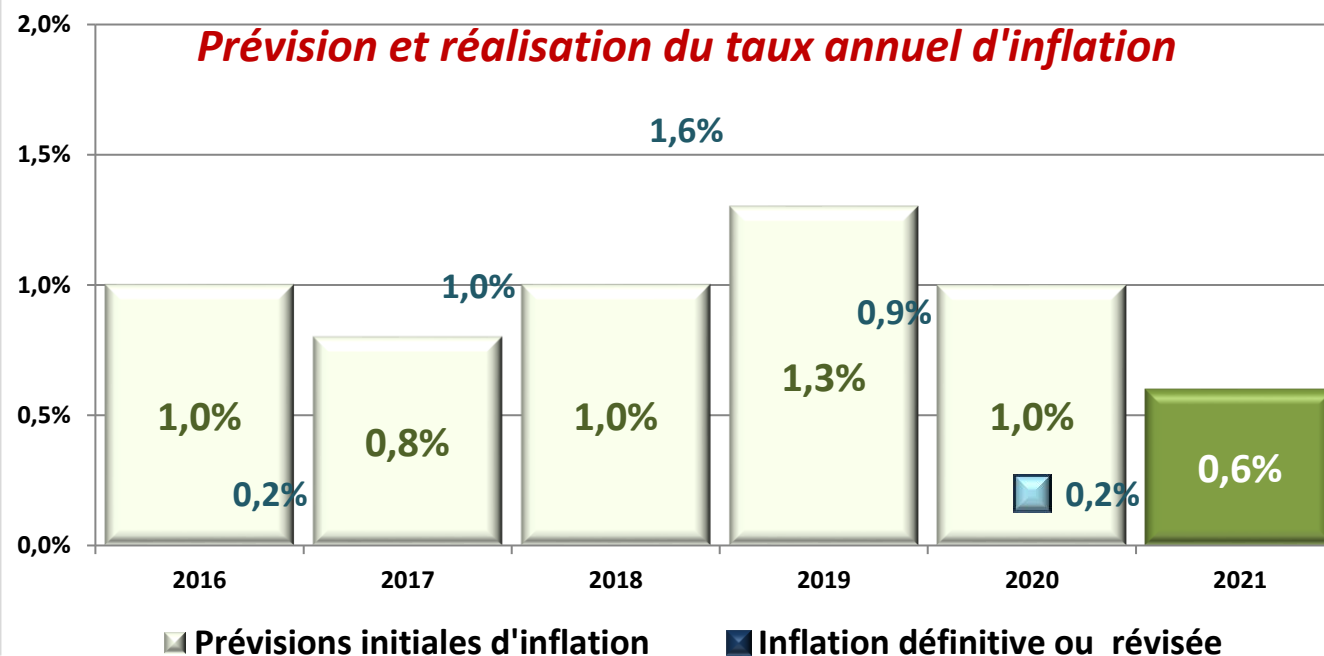
Avis 2018 : le Haut Conseil considère que les prévisions d'inflation retenues pour 2017 [révisée] et 2018 sont raisonnables.

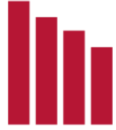
Avis 2019 : pour 2019, sous cette hypothèse de prix du pétrole, la prévision est de 1,4 % en moyenne annuelle (1,3 % hors tabac). La baisse de l'inflation par rapport à 2018 s'expliquerait par une moindre contribution des prix de l'énergie (0,3 point) et des tarifs administrés (0,2 point contre 0,4 point) alors que l'inflation sous-jacente continuerait de remonter (1,1 %), sans refléter totalement l'accélération des salaires. [...]

Le Haut Conseil considère que les prévisions d'inflation retenues pour 2018 [révisée] et 2019 sont raisonnables.

Avis 2020 : le Haut Conseil considère que les prévisions d'inflation retenues pour 2019 [révisée] et 2020 sont raisonnables.

Avis 2021 : Le Haut Conseil estime que la prévision d'inflation du Gouvernement est plausible, mais un peu basse.





Le nouveau mode d'évaluation du coefficient d'actualisation des bases d'imposition depuis 2017

Dispositions du second alinéa de l'article 99 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 modifiant l'article 1518 bis du code général des impôts :

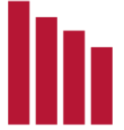
« A compter de 2018, dans l'intervalle de deux actualisations prévues à l'article 1518, les valeurs locatives foncières, à **l'exception** des valeurs locatives mentionnées au premier alinéa du I de l'article 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, sont majorées par application d'un coefficient égal à 1 majoré du quotient, **lorsque celui-ci est positif**, entre, d'une part, la différence de la valeur de l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre de l'année précédente et la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année et, d'autre part, la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année. »

Concerne donc les valeurs locatives des :

- locaux affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile ;
- des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière.

$$A_n = 1 + \frac{(IPCH_{\text{Novembre } n-1} - IPCH_{\text{Novembre } n-2})}{IPCH_{\text{Novembre } n-2}} \quad \text{si } IPCH_{\text{Novembre } n-1} > IPCH_{\text{Novembre } n-2}$$
$$= 1 \text{ sinon (pas d'actualisation régressive)}$$

Définition IPCH (INSEE) : l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union européenne (UE), traité de Maastricht. Pour la France, le territoire national économique comprend la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (Dom), à l'exclusion des autres territoires de l'outre-mer. Cet indice est conçu expressément à des fins de comparaison internationale. Les méthodes utilisées par les États membres de l'Union européenne pour calculer leur indice de prix national peuvent être différentes. Elles ne permettent donc pas de comparer correctement la hausse des prix de ces pays. C'est pourquoi, les indices de prix à la consommation harmonisés sont calculés avec des méthodes et un contenu assurant une meilleure comparabilité. La différence essentielle avec l'indice des prix à la consommation national français tient dans le traitement de la protection sociale et de l'enseignement. En effet, dans l'IPCH, seule la part à la charge du consommateur (après remboursement) est prise en compte.



Une très faible actualisation des valeurs locatives pour 2021

Publié mi-décembre 2020

105,27

(IPCH Novembre 20 - IPCH Novembre 19)

$A_{2021} = 1 +$

$\frac{\text{IPCH Novembre 20} - \text{IPCH Novembre 19}}{\text{IPCH Novembre 19}}$

si IPCH Novembre 20 > IPCH Novembre 19

Valeurs connues :

IPCH novembre 2020

IPCH Novembre 2019

105,50

105,27

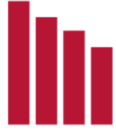
$$A_{2021 \text{ Définitive}} = 1 + \frac{(105,50 - 105,27)}{105,27} = 1 + 0,0022 = 1,0022 \Leftrightarrow 0,2 \%$$

L'indice d'actualisation pour 2021 à partir de l'indice IPCH de novembre 2020 conduit à une actualisation très faible de +0,2%.



PARTIE 2

LA RÉFORME DES IMPÔTS DITS DE PRODUCTION



Les deux mesures fiscales majeures inscrites dans la LF pour 2021

1. La suppression de la part régionale de la CVAE : article 8 de la LF pour 2021

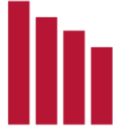
La part régionale de la CVAE est remplacée par de la TVA pour les régions

Coût de cette mesure fiscale pour le budget de l'Etat : 7,2Md€

2. La réduction de moitié des valeurs locatives des établissements industriels : article 29 de la LF pour 2021

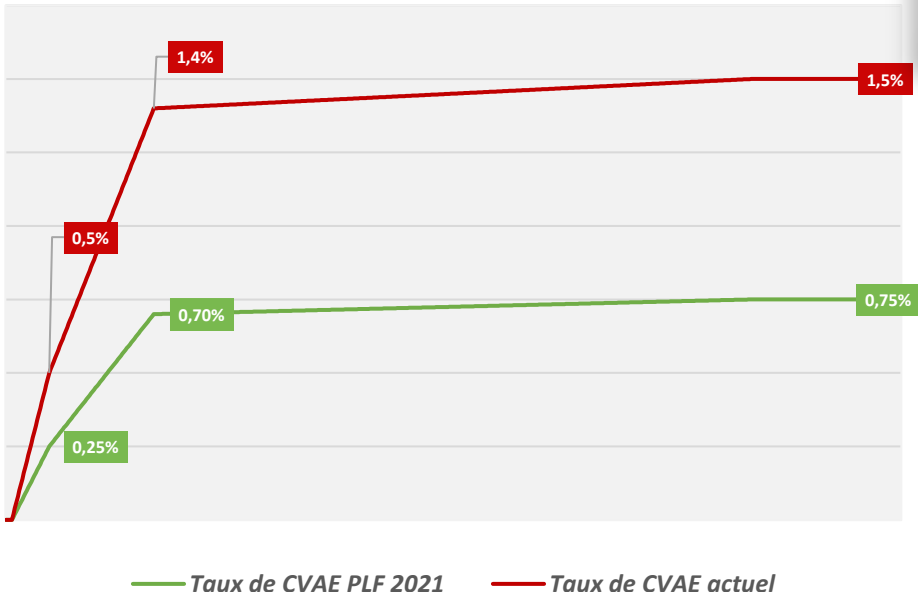
Cette mesure fiscale impacte la taxe foncière sur les propriétés bâties (FB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) des communes et des EPCI à fiscalité propre

Coût net de cette mesure fiscale pour le budget de l'Etat : 2,7Md€



La suppression de la CVAE régionale et les modifications apportées à sa gestion

1. Le taux de CVAE maximum passe de 1,5 à 0,75 %. La progressivité du taux est aussi diminuée de 50 %.



2. Le bloc communal percevait 26,5 % de la CVAE totale. Il en percevra 53 %.

Les départements percevaient 23,5 % de la CVAE totale. Ils en percevront 47 %.

Les régions percevaient 50 % de la CVAE totale. Elles en percevront 0 %.

Pour 1000 € de CVAE "ancienne"

	Jusqu'en 2020			LF 2021		
	CVAE totale à répartir	Poids dans la répartition	CVAE allouée	CVAE totale à répartir	Poids dans la répartition	CVAE allouée
Bloc communal	1 000 €	26,5%	265 €	500 €	53,0%	265 €
Départements		23,5%	235 €		47,0%	235 €
Régions		50,0%	500 €		0,0%	0 €

3. En sus de l'application d'un taux progressif fonction du chiffre d'affaires (dégrèvement barémique), les entreprises dont le CA était inférieur à 2 M€ bénéficiaient d'un dégrèvement supplémentaire de 1000 €. Ce dégrèvement est réduit de moitié (porté à 500 €).

4. Un montant minimal de CVAE de 250 € avait été institué pour les entreprises dont le CA était supérieur ou égal à 500 k€. Ce montant minimal de 250 € est ramené à 125 €.

5. Le 1 du III de l'article 1600 du CGI fixe le taux national de la taxe additionnelle à la CVAE pour frais de chambre de commerce et d'industrie. Il est porté à 3,46 %. Afin de garantir le produit de cette taxe additionnelle, le taux est doublé (il était de 1,73 %), puisque l'assiette en est divisée par 2.

6. Le seuil de 3000 € est ramené à 1500 €. Les contribuables dont la CVAE de l'année n-1 dépassait 3 000 € avaient obligation de régler la CVAE de l'année n sous forme de deux acomptes en n et d'un solde en n+1. Les autres contribuables réglaient, eux, leur CVAE en totalité en n+1. Le seuil de déclenchement de l'obligation des acomptes est donc réduit à 1 500 €. Ceci empêche que les entreprises actuellement soumises aux acomptes et dont la CVAE passera en dessous du seuil de 3 000 € en raison de sa réduction de moitié ne « sortent » du système d'acomptes. A défaut, les recettes du bloc communal et des départements auraient été sensibles à un différé de versement de la CVAE (sur un exercice) due.

La réduction de 50 % des relatives aux valeurs locatives

Il existe 3 catégories de locaux :

1. Les locaux d'habitation (46 millions de locaux)
2. Les locaux professionnels (3,5 millions de locaux)
3. Les locaux industriels (86 000 établissements au titre de la CFE et 110 000 au titre de la TFB)

Sont considérés comme locaux industriels, les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'une activité de fabrication ou de transformation de biens corporels mobiliers qui nécessite d'importants moyens techniques. Ou les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'activités autres que celles mentionnées ci-avant qui nécessitent d'importants moyens techniques lorsque le rôle des installations techniques, matériels et outillages mis en œuvre est prépondérant.

Toutefois et dans les deux cas mentionnés, lorsque la valeur des installations techniques, matériels et outillages présents dans les bâtiments ou sur les terrains et destinés à l'activité ne dépasse pas un montant de 500 000 €, ces bâtiments et terrains ne revêtent pas un caractère industriel.

Les établissements industriels sont évalués selon la méthode comptable. La valeur locative est une quote-part du prix de revient des immobilisations industrielles inscrites au bilan de l'établissement. Ces quotes-parts (qualifiées de taux d'intérêts dans le code général des impôts), reviennent en fait à prendre en compte un amortissement de la valeur des immobilisations industrielles.

1. L'article 4 du PLF pour 2021 réforme la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modifie le coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements.

Les valeurs locatives des établissements industriels sont divisées par 2.

avant le PLF 21	Les taux d'intérêts		
	Taux d'intérêts	Abattement	Taux effectif
Sols et terrains	8%	0	8%
Construction et installations antérieures à 1976	12%	25%	9%
Construction et installations postérieures à 1976	12%	33%	8%

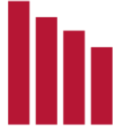
après le PLF 21	Les taux d'intérêts		
	Taux d'intérêts	Abattement	Taux effectif
Sols et terrains	4%	0	4%
Construction et installations antérieures à 1976	6%	25%	5%
Construction et installations postérieures à 1976	6%	33%	4%

Prise en compte pour TFB			
Abattement pour TFB	Fraction taxée effective TFB	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
50%	4,0%	25,0	ans
	4,5%	22,2	
	4,0%	25,0	

Prise en compte pour TFB			
Abattement pour TFB	Fraction taxée effective TFB	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
50%	2,0%	50,0	ans
	2,3%	44,4	
	2,0%	50,0	

Prise en compte pour CFE			
Abattement pour CFE	Fraction taxée effective CFE	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
30%	5,6%	17,9	ans
	6,3%	15,9	
	5,6%	17,9	

Prise en compte pour CFE			
Abattement pour CFE	Fraction taxée effective CFE	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
30%	2,8%	35,7	ans
	3,2%	31,7	
	2,8%	35,7	



Les mesures relatives à la CFE et à la TFB (article 25 de la LF 2021)

2. Les locaux industriels étaient jusqu'ici revalorisés annuellement en fonction du coefficient d'actualisation « classique » des valeurs locatives. L'article 4 du PLF 2021 proposait de substituer à cette actualisation la moyenne nationale des coefficients d'évolution départementaux des loyers (moyenne non pondérée par les volumes de loyers), mécanisme d'actualisation qui concerne actuellement seulement les locaux professionnels. **Cette disposition a été supprimée en 1ère lecture à l'assemblée nationale.**

	Actualisation forfaitaire	Actualisation locaux professionnels
2019	2,20%	0,30%
2020	1,20%	0,40%

3. Il est proposé d'adapter le calcul de la taxe GEMAPI aux effets de réduction des VLF des établissements industriels. D'une part, le produit 2020 correspondant à 50 % des TFB et CFE GEMAPI, TSE de la région Ile-de-France, TSE des EPFL, TSE de la Société du Grand Paris et des syndicats à contributions fiscalisées sera, à compter de 2021, payé par l'Etat (donc sans indexation sur les bases ou sur l'actualisation, mais de manière figée). D'autre part, pour évaluer le produit global permettant le calcul des taux additionnels, la prise en charge précédente est déduite du produit servant au calcul de la répartition.

4. La répartition entre territoires de la CVAE des pluri établissements est effectuée à hauteur de 1/3 au prorata des VLF et de 2/3 des effectifs. **La réduction des VLF industrielles peut donc modifier les conditions de répartition de la CVAE entre territoires au détriment des territoires industriels et au profit des territoires tertiaires, sièges de ces pluri-établissements.**

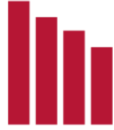
D'autre part, l'effectif employé dans un établissement pour lequel les VL industrielles représentent plus de 20 % de la VL totale immobilisations imposables à la CFE est pondéré par un coefficient de 5 et la valeur locative des immobilisations industrielles est pondérée par un coefficient de 21. Compte tenu de la division par 2 des VLF des établissements industriels le coefficient de 21 est porté à 42 afin de rétablir la situation antérieure.

Ceci ne garantit cependant pas la pérennité des CVAE ainsi allouées : cette disposition n'est en effet applicable que si les VLF des établissements industriels représentent toujours, après leur division par 2, plus de 20 % de la valeur locative des immobilisations imposables à la cotisation foncière des entreprises. Or, leur poids va mécaniquement diminuer. Pour que la neutralité soit parfaite, il conviendrait de prévoir que ce dispositif soit mis en œuvre lorsque « le double des valeurs locatives des immobilisations industrielles évaluées dans les conditions prévues aux articles 1499 et 1501 du CGI représentent plus de 20 % de la valeur locative des immobilisations imposables à la cotisation foncière des entreprises. A défaut, seules les communes dont les bases actuelles de CFE des établissements industriels représentent plus du 1/3 des bases totales continueront à bénéficier de cette pondération favorable en matière de répartition de la CVAE.

Hypothèse CVAE à répartir : 150 000 €					
avant PLF 21		Territoire A	Territoire B	Produits CVAE répartis	
VLF CFE industrielles	4 000 000 €	0 €		Territoire A	Territoire B TOTAL
Autres VLF CFE	16 000 000 €	20 000 000 €		25 000 €	25 000 € 50 000 €
Bases CFE totales	20 000 000 €	20 000 000 €			
Emplois	100	100		50 000 €	50 000 € 100 000 €
			TOTAL	75 000 €	75 000 € 150 000 €
après PLF 21		Territoire A	Territoire B	Produits CVAE répartis	
VLF CFE industrielles	2 000 000 €	0 €		Territoire A	Territoire B répartition CF
Autres VLF CFE	16 000 000 €	20 000 000 €		23 684 €	26 316 € 50 000 €
Bases CFE totales	18 000 000 €	20 000 000 €			
Emplois	100	100		50 000 €	50 000 € 100 000 €
			TOTAL	73 684 €	76 316 € 150 000 €
				Effet	-1,8% 1,8% 0%

N'est pas ici prise en compte la disposition ci-dessous

Situation actuelle			Après PLF 2021		
Valeurs locatives industrielles	Autres bases de CFE	Total	Nouvelle répartition après réduction des valeurs locatives industrielles		Nouveau poids des valeurs locatives industrielles
20%	80%	100%	10%	80%	90%
22%	78%	100%	11%	78%	89%
24%	76%	100%	12%	76%	88%
26%	74%	100%	13%	74%	87%
28%	72%	100%	14%	72%	86%
30%	70%	100%	15%	70%	85%
32%	68%	100%	16%	68%	84%
33%	67%	100%	17%	67%	83%
34%	66%	100%	17%	66%	83%
36%	64%	100%	18%	64%	82%
38%	62%	100%	19%	62%	81%



La compensation des pertes de TFB

1- À compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises [...];

2- La compensation de la **perte de recettes de taxe foncière** sur les propriétés bâties est égale, chaque année et pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année, de l'application des dispositions du 1° [...] par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2020 dans la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Dans la mesure où les bases sont divisées par 2, la perte de base est égale au montant des bases résiduelles.

$$\text{Perte de base VLF EI}_n = \text{Base taxée EI}_n$$

Les taux à prendre en compte pour les communes pour le calcul de la compensation [...] sont majorés des taux appliqués en 2020 dans les départements. Pour les communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon, la référence au taux départemental appliqué en 2020 est remplacée par la référence au taux appliqué en 2014 au profit du département du Rhône.

Pour les communes qui, au 1er janvier 2020, étaient membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de 2020 est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre pour la même année 2020.

En cas de création de commune nouvelle ou de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, le taux à retenir est le taux moyen pondéré des communes membres ou préexistantes, majoré le cas échéant dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent 2.

PSR compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFB et de CFE des locaux industriels : 3 290 M€

$$\text{Compensation TFB}_n = \text{Base nette TFB EI}_n + \text{Taux compensation}$$

Pour les communes :

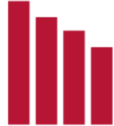
$$\text{Taux compensation} = \text{Taux FB}_{2020} \text{ commune} + \text{Taux FB}_{2020} \text{ département}$$

Pour les EPCI :

$$\text{Taux compensation} = \text{Taux FB}_{2020} \text{ EPCI}$$

Pour les communes :

Majoration du taux syndical 2020



La compensation des pertes de CFE

1- À compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises [...];

3. La compensation de la **perte de recettes de cotisation foncière des entreprises** est égale, chaque année et pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année, de l'application des dispositions du 1° [...] par le taux de cotisation foncière des entreprises appliqué en 2020 dans la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Dans la mesure où les bases sont divisées par 2, la perte de base est égale au montant des bases résiduelles.

$$\text{Perte de base VLF EI}_n = \text{Base taxée EI}_n$$

Pour les communes qui, au 1er janvier 2020, étaient membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de 2020 est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre pour la même année 2020.

En cas de création de commune nouvelle ou lorsque, à la suite d'une création, d'un changement de régime fiscal ou d'une fusion, un établissement public de coopération intercommunale fait application, à compter du 1er janvier 2020, du régime prévu au I de l'article 1609 quinquies C du code général des impôts ou à l'article 1609 nonies C du même code, le taux à prendre en compte pour le calcul de la compensation prévue au présent 3 correspond au taux moyen pondéré des communes membres ou préexistantes constaté pour 2020, majoré le cas échéant dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent 3.

PSR compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFB et de CFE des locaux industriels : 3 290 M€

$$\text{Compensation CFE}_n = \text{Base nette CFE EI}_n \times \text{Taux compensation CFE}$$

Pour les communes :

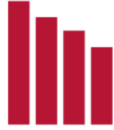
$$\text{Taux compensation CFE} = \text{Taux CFE}_{2020} \text{ commune}$$

Pour les EPCI :

$$\text{Taux compensation CFE} = \text{Taux CFE}_{2020} \text{ EPCI}$$

Pour les communes :

Majoration du taux syndical 2020

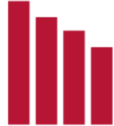


Le coût budgétaire estimé pour l'Etat

Il est estimé à 2,7 Md€ annuel, montant inférieur au montant annuel de la compensation versée (3,3 Md€) par l'Etat aux collectivités en raison d'un effet positif en matière d'impôts sur les sociétés de l'allègement de charges des établissements industriels.

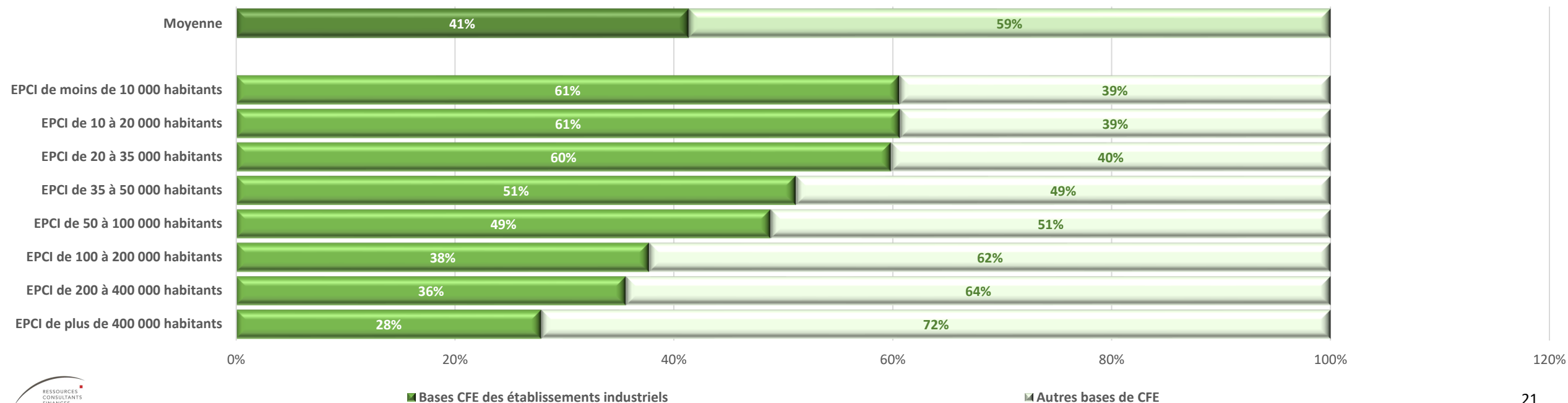
L'hypothèse retenue est d'un taux de retour de l'ordre de 20 % en IS de l'allègement accordé, se réalisant à hauteur de 70 % en 2021.

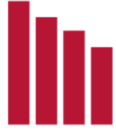
	2021	2022	Perenne
Coût brut	3 300	3 300	3 300
- Effet IS année	-400	-600	-600
- Effet 5^{eme} acompte		-200	
Coût annuel	2 900	2 500	2 700



Des établissements industriels plutôt logiquement situés dans des territoires ruraux

	Bases CFE des établissements industriels		Autres bases de CFE	
EPCI de plus de 400 000 habitants	2 254 153 570 €	28%	5 818 600 746 €	72%
EPCI de 200 à 400 000 habitants	1 666 986 077 €	36%	3 009 808 413 €	64%
EPCI de 100 à 200 000 habitants	5 002 313 439 €	38%	8 241 092 485 €	62%
EPCI de 50 à 100 000 habitants	2 038 431 121 €	49%	2 133 467 814 €	51%
EPCI de 35 à 50 000 habitants	1 026 771 024 €	51%	980 158 799 €	49%
EPCI de 20 à 35 000 habitants	2 142 379 404 €	60%	1 437 241 775 €	40%
EPCI de 10 à 20 000 habitants	928 146 608 €	61%	602 111 345 €	39%
EPCI de moins de 10 000 habitants	1 102 790 916 €	61%	716 957 433 €	39%
TOTAL	16 161 972 159 €	41%	22 939 438 810 €	59%



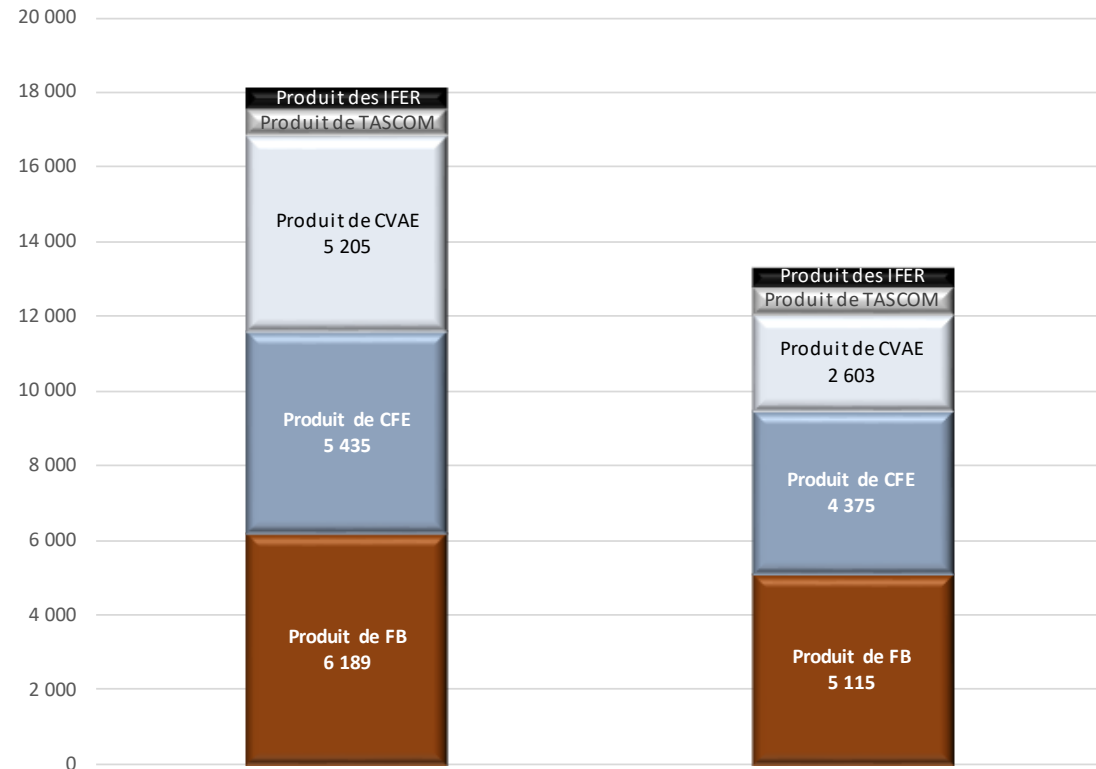


Exemple pour une communauté de communes de 45 000 habitants

L'impact de ces 2 mesures fiscales majeures pour les entreprises d'un territoire est mesurable à partir des états fiscaux et rôles d'imposition.

Exemple : bilan global pour les entreprises du territoire de la CC (montants en k€)

Montants en k€	Avant LF 2021	Après LF 2021	Ecart
Produit de FB	6 189	5 115	-1 074
Produit de CFE	5 435	4 375	-1 060
Produit de CVAE	5 205	2 603	-2 603
Produit de TASCOM	737	737	0
Produit des IFER	551	551	0
Fiscalité locale entreprises	18 118	13 381	-4 736

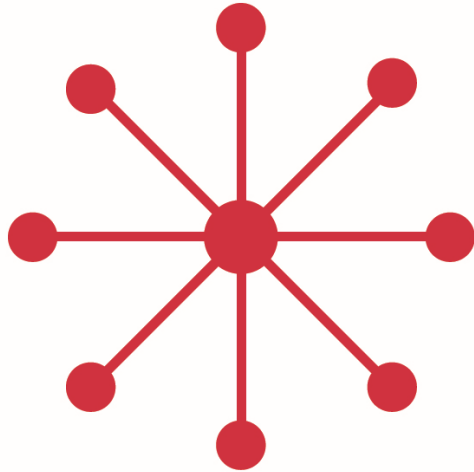


Ces 2 mesures fiscales prises dans le cadre du plan de relance et inscrites dans la LF pour 2021 devraient se traduire par une baisse des impôts locaux payés par les entreprises du territoire de la communauté qui vont passer de 18,1M€ à 13,4M€ (en valeur 2020) soit une diminution de près de -4,7M€ soit -26%.



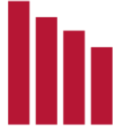
PARTIE 3

RETOUR SUR LA RÉFORME DE LA TAXE D'HABITATION



3.1

*La réforme de la taxe d'habitation vue
du côté du contribuable*



La taxe d'habitation sur les résidences principales : une suppression en deux temps

Premier temps : article 5 LF 2018

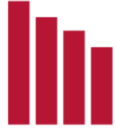
Suppression de la TH sur les résidences principales pour 80 % des contribuables d'ici à 2020

Maintien de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants

Deuxième temps : article 16 LF 2020

Elargissement de la suppression de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants d'ici à 2023

Disparition de la TH sur les résidences principales d'ici à 2023 pour l'ensemble des contribuables



Une suppression de la TH (résidences principales) pour « 80 % » de la population introduite en LF 2018 et élargie à tous les contribuables à l'horizon 2023 par l'article 16 de la LF 2020

La suppression progressive de la Taxe d'habitation pour les contribuables exclus du mécanisme introduit en LFI 2018, en raison du niveau élevé de leurs revenus.

2020 avant LF 2020

2020-2022 après LF 2020

2023 après LF 2020

Article 1414 C du CGI

La taxe d'habitation (TH) est due par ces contribuables dans les conditions historiques de droit commun

Exonération partielle de la TH due

Exonération totale de la TH due

30 %

65 %

Les revenus de référence 2020 (1417 du CGI)

	Seuil de revenu 1	Seuil de revenu 2
1 part	27 706 €	28 732 €
1,5 parts	35 915 €	37 454 €
2 parts	44 124 €	46 176 €
2,5 parts	50 281 €	52 333 €
3 parts	56 438 €	58 490 €
3,5 parts	62 595 €	64 647 €
4 parts	68 752 €	70 804 €
4,5 parts	74 909 €	76 961 €
5 parts	81 066 €	83 118 €
5,5 parts	87 223 €	89 275 €
6 parts	93 380 €	95 432 €

Le revenu du foyer fiscal R_i est :

Cas 1 : $R_i < S_1$

Cas 2 : $S_1 < R_i < S_2$

Cas 3 : $R_i > S_2$

2020

Dégrèvement total

Dégrèvement partiel ⁽¹⁾

Imposition totale

2021

Exonération totale

Exonération partielle ⁽¹⁾ puis exonération 30% supplémentaire

Exonération de 30%

2022

Exonération totale

Exonération partielle ⁽¹⁾ puis exonération supplémentaire de 65% du solde

Exonération de 65%

2023 et suivantes

Exonération totale

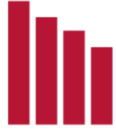
Exonération totale

Exonération totale

Attention : l'application du dispositif s'apprécie annuellement en fonction du revenu du foyer fiscal de l'année précédente. Selon l'évolution de ce revenu, il est donc possible de passer d'un cas de figure à un autre entre 2020 et 2022.

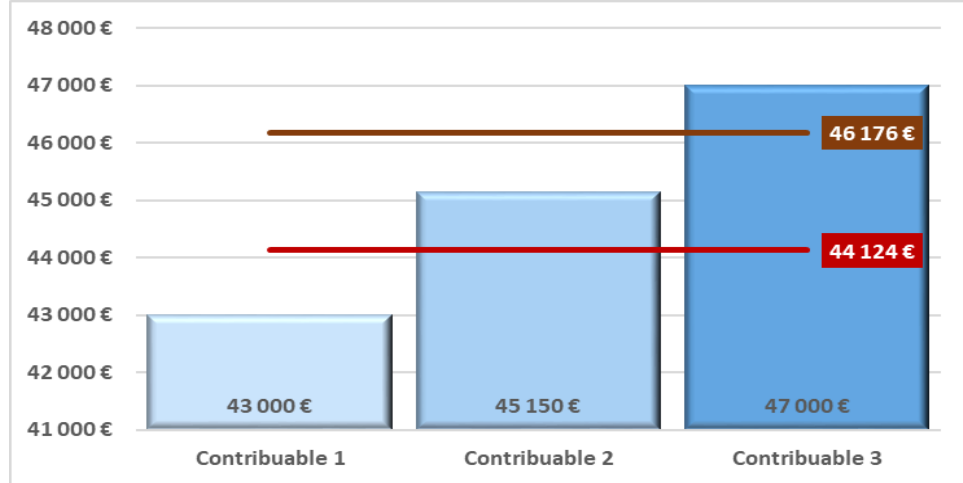
⁽¹⁾ Dégrèvement ou exonération partielle = Cotisation TH_n x Coefficient avec coefficient = $(S_2 - R_i) / (S_2 - S_1)$

Nb : ces tarifs sont indexés, chaque année, comme la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu



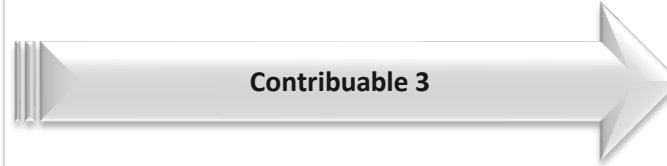
L'article 16 de la LF 2020 prolonge l'objectif d'exonération totale de la taxe d'habitation pour les contribuables (résidences principales)

3 Foyers fiscaux différents (2 parts fiscales chacun)
TH « brute » = 1 000 €



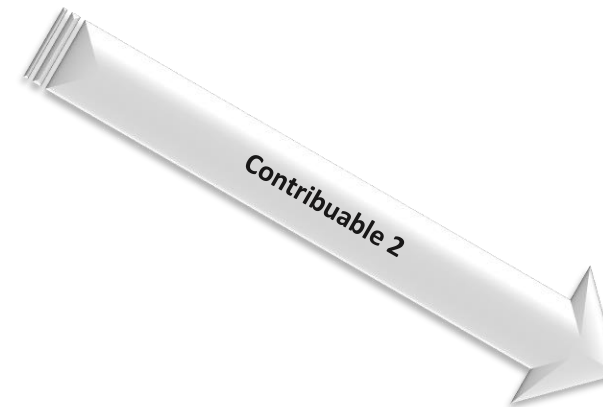
Contribuable 1

	2020	2021	2022	2023
TH "brute" due	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dégrèvement LFI 2018	-1 000 €			
Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020		-1 000 €	-1 000 €	-1 000 €
Exonération nouvelle LFI 2020				
TH acquittée	0 €	0 €	0 €	0 €



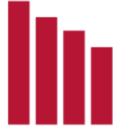
Contribuable 3

	2020	2021	2022	2023
TH "brute" due	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dégrèvement LFI 2018				
Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020				
Exonération nouvelle LFI 2020		-300 €	-650 €	-1 000 €
TH acquittée	1 000 €	700 €	350 €	0 €



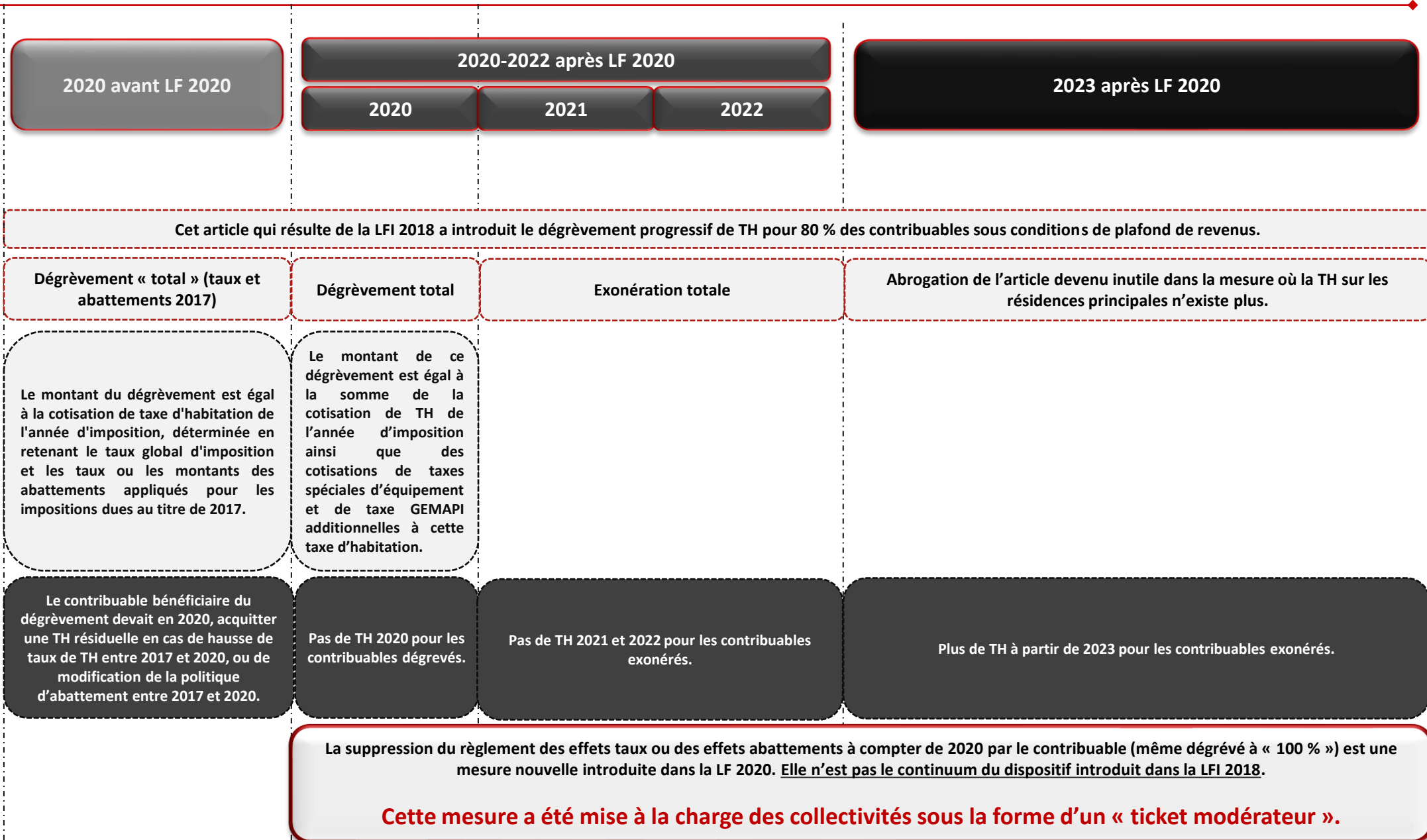
Contribuable 2

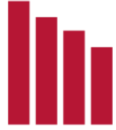
	2020	2021	2022	2023
TH "brute" due	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dégrèvement LFI 2018	-500 €			
Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020		-500 €	-500 €	
Exonération nouvelle LFI 2020		-150 €	-325 €	-1 000 €
TH acquittée	500 €	350 €	175 €	0 €



L'article 16 de la LF 2020 prolonge l'objectif d'exonération totale de la taxe d'habitation pour les contribuables (résidences principales)

Article 1414 C du CGI





L'article 16 de la LF 2020 organise la modification annuelle du CGI jusqu'en 2023

2020 avant LF 2020

2020-2022 après LF 2020

2020

2021

2022

2023 après LF 2020

Article 1409 du CGI

La taxe d'habitation est calculée d'après la valeur locative des habitations et de leurs dépendances, telles que garages, jardins d'agrément, parcs et terrains de jeux.

La taxe d'habitation **sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale** est calculée d'après la valeur locative des habitations et de leurs dépendances, telles que garages, jardins d'agrément, parcs et terrains de jeux.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2023, la taxe d'habitation « existe » telle qu'on la connaît aujourd'hui

A partir du 1^{er} janvier 2023, la taxe d'habitation n'est plus qu'une imposition locale sur les résidences secondaires et les logements vacants

Même après 2023, il conviendra toujours de tenir un rôle général des locaux « assujettis à la TH » des résidences principales pouvant devenir secondaires.

Article 1411 du CGI

Cet article fixe les conditions d'adoption des abattements (général à la base, charges de famille, spécial) accordés aux contribuables au titre de leur résidence principale

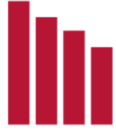
Sans modification

Abrogé

Les résidences principales taxées jusqu'en 2022 bénéficient toujours des abattements de TH

Les résidences secondaires et logements vacants ne bénéficient jamais d'abattements de TH.

L'article est logiquement abrogé



L'article 16 de la LF 2020 organise la modification annuelle du CGI jusqu'en 2023

2020 avant LF 2020

2020-2022 après LF 2020

2020

2021

2022

2023 après LF 2020

Article 1414 du CGI

Cet article prévoyait les dispositions suivantes :

Exonération totale des contribuables :

- Titulaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité ;
- Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés sous conditions de ressources ;
- Les contribuables âgés de plus de 60 ans ainsi que les veuves et veufs sous conditions de ressources ;
- Les contribuables atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence sous conditions de ressources.

Abrogation de l'article devenu inutile dans la mesure où ils bénéficieront du dispositif général

Exonération totale de droit

Dégrèvement total de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale, des contribuables âgés de plus de 60 ans ou veufs et veuves, lorsqu'ils occupent cette habitation avec leurs enfants majeurs lorsque ceux-ci sont inscrits comme demandeurs d'emploi et ne disposent pas de ressources supérieures à des plafonds.

Abrogation de l'article devenu inutile dans la mesure où ils bénéficieront du dispositif général

Exonération totale de droit

Article 1414 A du CGI

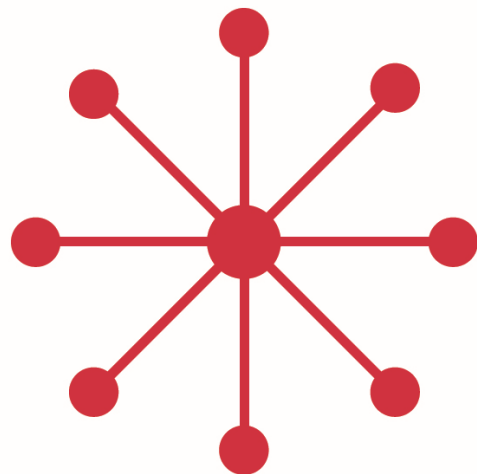
Plafonnement fonction du revenu :

Les contribuables dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède un plafond, sont dégrévés d'office de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale pour la fraction de leur cotisation qui excède 3,44 % de leur revenu.

Abrogation de l'article devenu inutile dans la mesure où le nouveau mécanisme recouvre totalement ce dégrèvement.

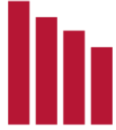
Dégrèvement total

Exonération totale de droit



3.2

*La réforme de la taxe d'habitation vue du
coté des collectivités territoriales :
2021 l'année du big bang*



Des dispositions spécifiques en 2020 pour préparer le big-bang fiscal de 2021

Gel des taux d'imposition et des quotités abattues au niveau 2019

« Les taux et les montants d'abattements de taxe d'habitation sont égaux à ceux appliqués en 2019 »

Interdiction de créer la taxe sur les logements vacants avant 2023

« Les délibérations prises en application de l'article 1407 bis du code général des impôts pour appliquer la taxe d'habitation sur les logements vacants à compter des impositions dues au titre des années 2020, 2021 ou 2022, s'appliquent à compter des impositions dues au titre de l'année 2023 »

Suspension des procédures d'intégration fiscale progressive

« Pour les impositions établies au titre de 2020 [...] :

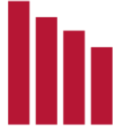
- Le taux de la taxe d'habitation appliqué sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est égal au taux appliqué sur leur territoire en 2019 ;
- Les lissages, intégrations fiscales progressives et harmonisations de taux d'imposition de la taxe d'habitation en cours au 1er janvier 2020 sont suspendus et ceux qui auraient pu prendre effet au cours de cette même année ne sont pas mis en œuvre ;

Plafonnement au niveau 2019 des taux de taxe Gemapi et des taxes spéciales et report sur les autres taxes des effets de ce plafonnement

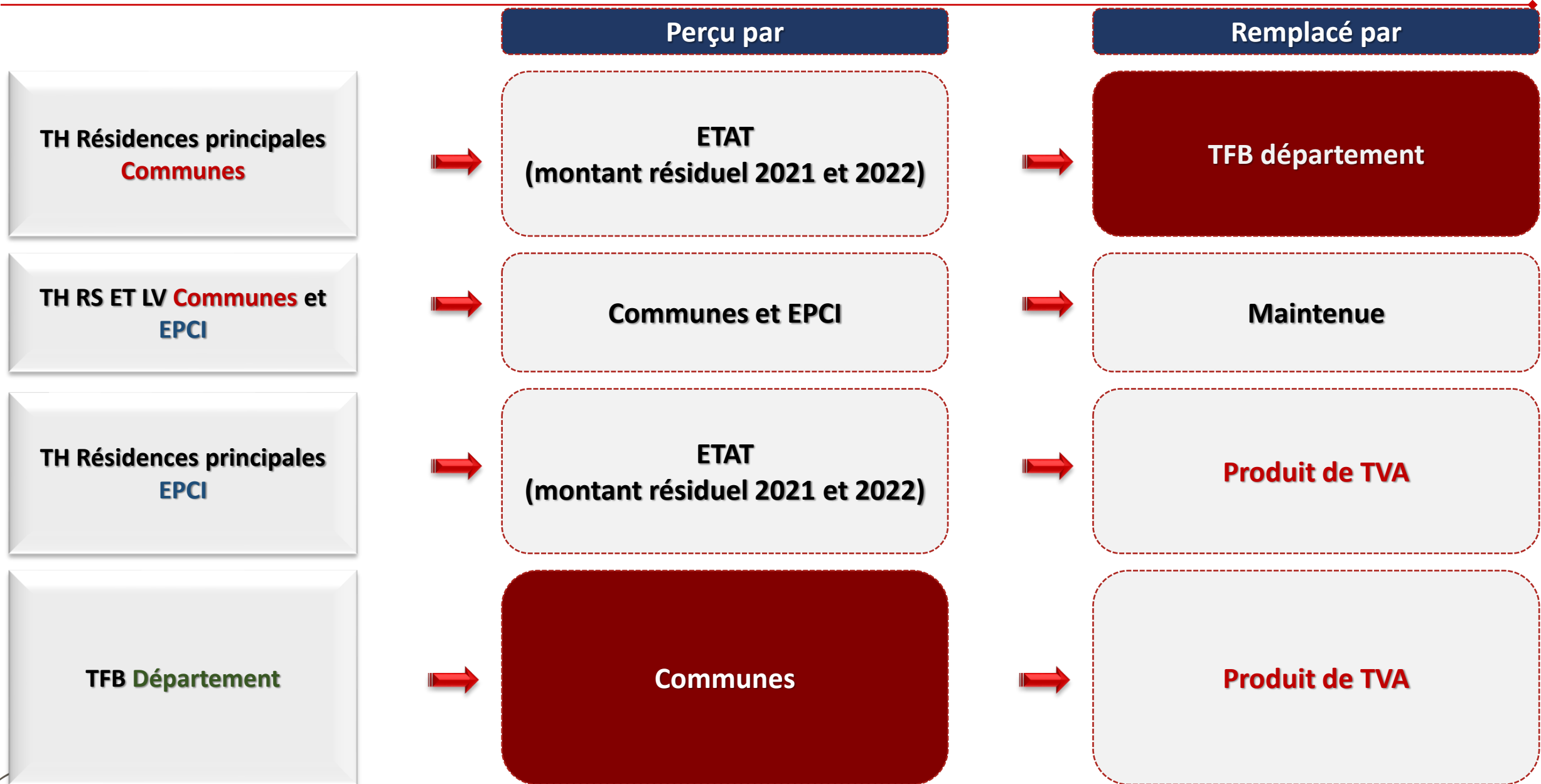
« Pour les impositions établies au titre de l'année 2020 [...] le taux issu de la répartition de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations et le taux issu de la répartition des taxes spéciales d'équipement sur la taxe d'habitation ne peuvent dépasser les taux appliqués en 2019 au titre de chacune de ces taxes. La fraction du produit voté de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ou de la taxe spéciale d'équipement qui, en vertu de la phrase précédente, ne peut être répartie entre les redevables de la taxe d'habitation est répartie entre les redevables de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la cotisation foncière des entreprises selon les règles applicables à la taxe considérée.

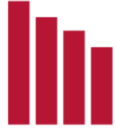
Interdiction d'augmenter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants en 2021 et 2022

« Pour les impositions établies au titre des années 2021 et 2022 et par dérogation aux articles 1409, 1411 et 1649 du code général des impôts [...] les taux et les montants d'abattements de taxe d'habitation sont égaux à ceux appliqués en 2019 ».



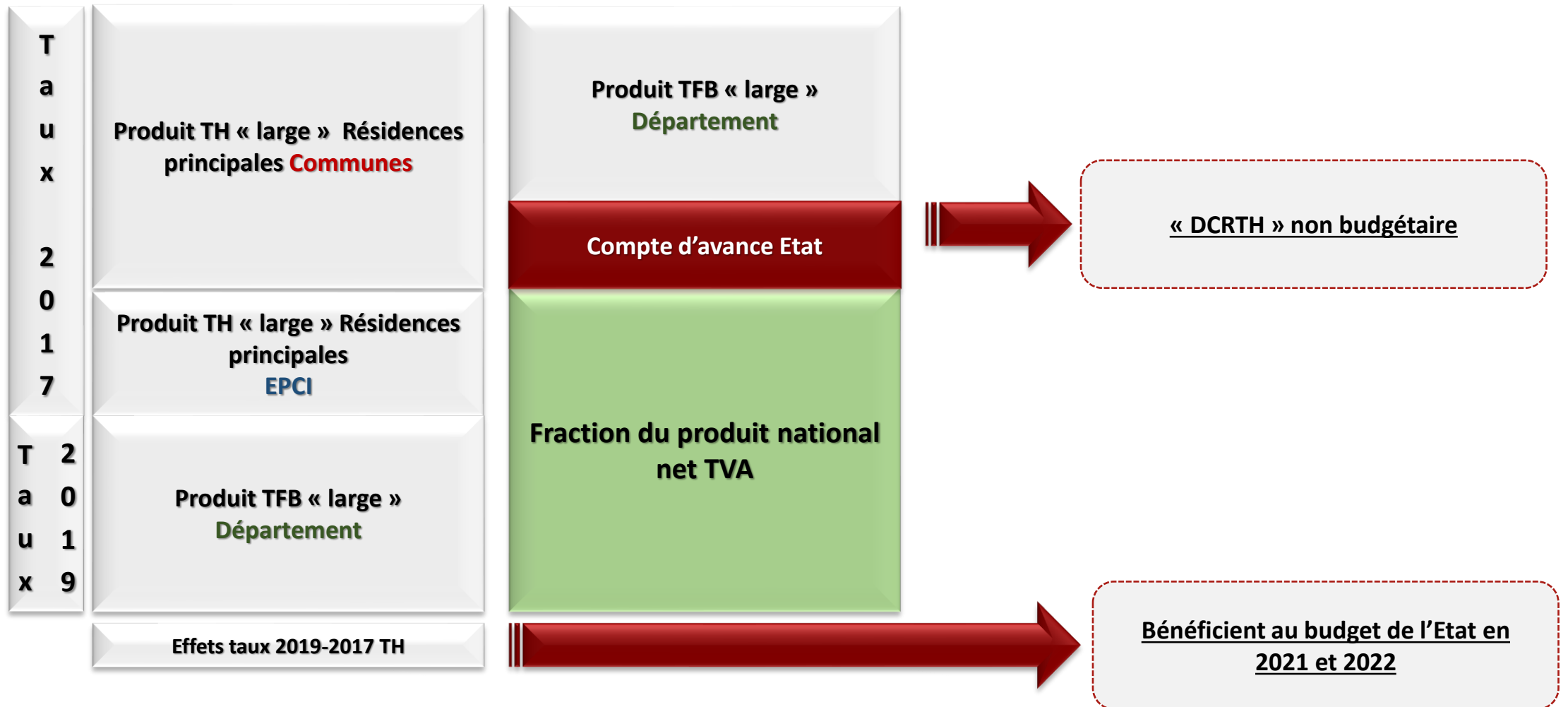
Le big-bang fiscal de 2021 : la recomposition nationale des produits fiscaux





L'équilibre global de la réforme

L'équilibre macroéconomique de la réforme



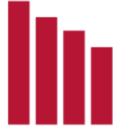
Year	Percentage
2013	~85%
2014	~75%
2015	~65%
2016	~55%



**Valeurs locatives TH des
résidences secondaires de la
commune**

IX. TAUX ET PRODUITS PAR COLLECTIVITÉ								
	Taux 2019 1	Taux 2018 2	Nombre d'articles TH 3	Montant réel TH 4	Montant Lissage 5	Nombre d'articles THLV 6	Montant réel THLV 7	Montant net (TH + THLV) 8
1. Commune	11,57000	11,57000		2 297 124			57 714	2 354 965
2. Syndicat de communes (taux global)								
3. Intercommunalité*	8,20000	8,20000		1 550 903				1 550 889
4. TSE	0,13800	0,14400		26 292				25 516
5. TSE Autres								
6. Taxe GEMAPI	0,19500			37 152			975	36 956
7. Majoration THS	0,00	0,00						
8. Frais (THP, THE)			5 404	36 440				
9. Frais (THS)			635	12 704				
10. Frais (THLV)						142	4 619	
11. Prêt (art. 1641-I-B-3)	0,2 %		556	7 854				
12. Prêt (art. 1641-I-B-3)	1,2 %		114	8 015		13	905	
13. Prêt (art. 1641-I-B-3)	1,7 %		29	4 987		12	1 858	
14. Prêt Supplémentaire (THS)	1,5 %		589	6 210				
15. TOTAL			6 039	3 987 681		142	66 071	

(**) Données réelles ou potentielles en l'absence de produit voté pour la taxe GEMAPI. Les données potentielles sont restituées en italique.



Les conséquences pour une commune en 2021

Commune dite « surcompensée »

Base nette TH_{com} 2020 résidence principale
x taux de TH_{com} 2017

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{com} 2018
2019 et 2020

Bases 2019

Compensation TH_{com}
2020

Surcompensation (corrigée)

Base nette $TFB_{dept sur com}$ 2020
x taux de TFB_{dept} 2020

Moyenne des rôles
supplémentaires $TFB_{dept sur com}$ 2018 2019 et 2020

Compensation $TFB_{dept sur com}$
2020

Aléas

Bases 2019

Commune dite « sous-compensée »

Base nette TH_{com} 2020 résidence principale
x taux de TH_{com} 2017

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{com} 2018
2019 et 2020

Bases 2019

Compensation TH_{com}
2020

Base nette $TFB_{dept sur com}$ 2020
x taux de TFB_{dept} 2020

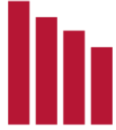
Moyenne des rôles
supplémentaires $TFB_{dept sur com}$ 2018 2019 et 2020

Compensation $TFB_{dept sur com}$
2020

Sous-compensation (corrigée)

Aléas

Bases 2019



La mise en place d'un coefficient correcteur : un FNGIR TH « masqué »

Commune dite « surcompensée »

Ressources larges de TFB 2020 (évaluées)

département sur commune

Ressources larges de TFB 2020 commune

Après

Surcompensation (corrigée)

Ressources larges de TH et TFB 2020 (évaluées) commune

Avant

Coefficient correcteur

Une commune percevait 800 au titre de la TH et de la TFB communale en 2020.

Le rendement de la TFB communale et de la TFB du département sur le territoire de la commune lui rapporte spontanément 1000.

Elle est surcompensée de 20 %. Le coefficient correcteur est alors de 0,8.

Dans le futur (à partir de 2021)

Les bases de TFB progressent et permettent de « gagner » 20 en produit de TFB. La commune verra cette croissance pondérée par le coefficient de 0,8. Elle conservera donc un « effet base » proportionnel à la croissance des bases de TFB sur son territoire, mais ramené à la base de référence de ses recettes effectives de TH et de TFB de 2020.

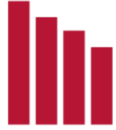
Cela revient à substituer à la croissance, perdue, des bases de TH celle des bases de TFB, mais appliqué aux anciennes assiettes communales de TH et de TFB.

	référence 2020	2021	2022	2023
Ressources de TFB globales perçues dans la commune (taux d'imposition constant) - A -	1 000	1 020	1 040	1 061
X coefficient correcteur	0,80	0,80	0,80	0,80
Ressources de TFB affectées à la commune - B -	800	816	832	849
Prélèvement (surcompensation indexée)	200	204	208	212

Dans le futur (à partir de 2021)

La commune dispose des effets taux sur la base totale de TFB et non sur la base corrigée (LF 2020).

FNGIR TH (versé par la commune) indexé sur la croissance annuelle des bases de TFB ?



La mise en place d'un coefficient correcteur : un FNGIR TH « masqué »

Commune dite « sous-compensée »

Sous-compensation (corrigée)

Ressources larges de TFB 2020 (évaluées) *département* sur commune

Ressources larges de TFB 2020 *commune*

Après

Ressources larges de TH et TFB 2020 (évaluées) *commune*

Avant

Coefficient correcteur

Une commune percevait 1000 au titre de la TH et de la TFB communale en 2020. Le rendement de la TFB communale et de la TFB du département sur le territoire de la commune lui rapporte spontanément 800. Elle est sous-compensée de 25 %. Le coefficient correcteur est alors de 1,25.

Dans le futur (à partir de 2021)

Les bases de TFB progressent et permettent de « gagner » 16 en produit de TFB. La commune verra cette croissance pondérée par le coefficient de 1,25. Elle conservera donc un « effet base » proportionnel à la croissance des bases de TFB sur son territoire, mais ramené à la base de référence de ses recettes effectives de TH et de TFB de 2020.

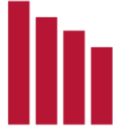
Cela revient à substituer à la croissance, perdue, des bases de TH celle des bases de TFB, mais appliqué aux anciennes assiettes communales de TH et de TFB.

	référence 2020	2021	2022	2023
Ressources de TFB globales perçues dans la commune (taux d'imposition constant) - A -	800	816	832	849
X coefficient correcteur	1,25	1,25	1,25	1,25
Ressources de TFB affectées à la commune - B -	1 000	1 020	1 040	1 061
dont recette fiscale directe	800	816	832	849
dont complément (sous compensation indexée) reçu	200	204	208	212

Dans le futur (à partir de 2021)

La commune dispose des effets taux sur la base totale de TFB et non sur la base corrigée (LF 2020).

FNGIR TH (reçu par la commune) indexé sur la croissance annuelle des bases de TFB ?



La prise en compte de la réduction de 50 % des valeurs locatives des locaux industriels (art. 29 LF 2021) dans le produit de foncier bâti

La réduction de 50% des valeurs locatives des locaux industriels prévue par l'article 29 de la LF 2021 va avoir des conséquences annexes sur la suppression de la TH des résidences principales.

En effet, cette suppression fait apparaître un déséquilibre dans le calcul du produit de foncier bâti défini à l'article 16 de la loi de finances pour 2020.

Ainsi, une commune « sous-compensée » (qui reçoit un foncier bâti inférieur à sa TH perdue) voit s'accroître son écart de ressources avec la baisse de son produit de FB en 2021, conséquence de la réduction des valeurs locatives des locaux industriels.

A l'inverse, une commune « surcompensée » (qui reçoit un foncier bâti supérieur à sa TH perdue) voit se réduire son écart de ressources compte tenu du même phénomène.

Afin de corriger cet effet, et sans remettre en cause le calcul du coefficient correcteur présenté ci-avant, l'article 29 de la LF 2021 prévoit de prendre en compte la nouvelle compensation de foncier bâti dans la détermination du produit de foncier bâti communal.

Ainsi, pour les communes « sous-compensées », l'application de ce dispositif revient à majorer le produit de foncier bâti en appliquant le coefficient correcteur (supérieur à 1) à la compensation de foncier bâti des locaux industriels.

De la même manière, pour les communes « surcompensées », cela revient à minorer le produit de foncier bâti en appliquant le coefficient correcteur (inférieur à 1 cette fois) à la compensation de foncier bâti des locaux industriels.

Calcul du produit de foncier bâti (version art. 16 LF 2020)

Commune surcompensée

$$PFB = BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times coef + BFB \times TFB \times \frac{TFB - (Tx FBC + Tx FBd)}{TFB}$$

Commune sous-compensée

$$PFB = BFB \times TFB + BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times (coef - 1)$$

Calcul du produit de foncier bâti (version art. 29 LF 2021)

Commune surcompensée

$$PFB = BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times coef + BFB \times TFB \times \frac{TFB - (Tx FBC + Tx FBd)}{TFB} + \text{CFB} \times (\text{coef} - 1)$$

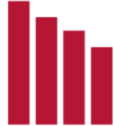
Minoration du produit de FB

Commune sous-compensée

$$PFB = BFB \times TFB + BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times (coef - 1) + \text{CFB} \times (\text{coef} - 1)$$

Majoration du produit de FB

Avec : PFB = Produit FB de n
BFB = Base de FB de n
TFB = Taux de FB de n
Tx FBC = Taux FB communal 2020
Tx FBd = taux FB départemental 2020
Coef = Coefficient correcteur (« Coco »)
CFB = Compensation de la suppression de 50% des valeurs locatives des etab. Indus.



Les conséquences pour un EPCI en 2021

Bases 2019

**Base nette TH_{EPCI} 2020 résidence principale
x taux de TH_{EPCI} 2017**

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{EPCI}
2018 2019 et 2020

Compensation TH_{EPCI}
2020

Fraction du produit net de TVA de l'année précédente l'année en cours (amendement adopté en 1^{ère} lecture à l'AN art. 75 de la LF 2021)

Pour un EPCI i, $Fraction_i = \text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)} / \text{produit national net TVA 2021}$

Produit TVA 2021 $_i = \text{Fraction 2021 } i \times \text{produit national net TVA 2021}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)} / \text{produit national net TVA 2021}) \times \text{produit national net TVA 2021}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)} / \text{produit national net TVA 2021}) \times \text{produit national net TVA 2021}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)})$

Cette fraction est constante chaque année

Produit TVA 2022 $_i = \text{Fraction 2021 } i \times \text{produit national net TVA 2022}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)} / \text{produit national net TVA 2021}) \times \text{produit national net TVA 2022}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)}) \times \text{taux de croissance national du produit national net de TVA entre 2022 et 2021}$

Produit TVA 2023 $_i = \text{Fraction 2021 } i \times \text{produit national net TVA 2023}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)} / \text{produit national net TVA 2021}) \times \text{produit national net TVA 2023}$
 $= (\text{Produit large de TH 2020}_i \text{ (au taux de 2017)}) \times \text{taux de croissance national du produit national net de TVA entre 2023 et 2021}$

Indexation « implicite » des rôles supplémentaires et des compensations de TH sur le taux de croissance national du produit de TVA.

Une année blanche pour les EPCI en 2021

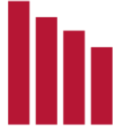
Une régularisation sera effectuée sitôt connu le produit de TVA encaissé au titre de l'année

Une indexation des recettes 2020 (à taux 2017) de TH sur la croissance nationale du produit net de TVA

Une nationalisation du pouvoir de taux

Une sensibilité aux effets d'assiette nationale de la TVA

Une régulation fiscale impossible avec les communes



Les conséquences du changement de l'année pour le produit de TVA nette

Illustration **AVANT** la LF pour 2021 (montants en M€)

La fraction de TVA nationale affectée à la communauté

Bases nettes TH 2020 résidences principales	75,7
x Taux FB 2017 de la Communauté	7,44%
= Produit TH strict	5,63
+ Compensations fiscales TH 2020	0,63
+ Rôles supplémentaires	0,00
= Produit TH pour équilibre réforme	6,26

Produit TH pour équilibre réforme	6,26
/ Produit national de TVA nette 2020 révisé	159 800
= Fraction de TVA nationale affectée à la communauté	0,0039%

Hypothèse de simulation pour l'illustration du phénomène :

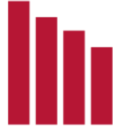
- La TVA nette nationale diminue de -8,5% en 2020 par rapport à 2019.
- En 2021, ce produit national de TVA nette retrouve son niveau de 2019 (rebond lié à une hypothèse de reprise).
- A partir de 2022, le produit national de TVA nette retrouve son dynamisme constaté entre 2013 et 2018 soit +2,88%/an.

	2018	2019	2020 (révisé)	PLF 2021	2022	2023	2024
Produit de TVA nette nationale	171 100	174 800	159 800	175 600	180 657	185 860	191 213
Evolution nominale		2,2%	-8,6%	9,9%	2,9%	2,9%	2,9%
Produit de TVA nette nationale (n-1)				159 800	175 600	180 657	185 860
x Fraction de TVA nationale affectée à la communauté				0,0039%	0,0039%	0,0039%	0,0039%
Produit de TVA perçu par la communauté (simulation avec LF 2020)				6,26	6,88	7,08	7,28

La dynamique de la TVA transférée en 2021 va dépendre de l'intensité de la récession en 2020 et de la trajectoire de la reprise de l'activité pour retrouver le niveau de 2019.

En 2021, la communauté perçoit un produit de TVA égal à son produit de TH (résid. princ.) 2020 (taux TH 2017).

En 2022, la communauté perçoit un produit de TVA en forte hausse du fait de la reprise (hypothèse retenue pour l'illustration).



Les conséquences du changement de l'année pour le produit de TVA nette

Illustration **APRES** la LF pour 2021 (montants en M€)

La fraction de TVA nationale affectée à la communauté

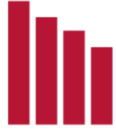
Bases nettes TH 2020 résidences principales	75,7
x Taux FB 2017 de la Communauté	7,44%
= Produit TH strict	5,63
+ Compensations fiscales TH 2020	0,63
+ Rôles supplémentaires	0,00
= Produit TH pour équilibre réforme	6,26

Produit TH pour équilibre réforme	6,26
/ Produit national de TVA nette 2021	175 600
= Fraction de TVA nationale affectée à la communauté	0,0036%

Hypothèse de simulation pour l'illustration du phénomène :

- La TVA nette nationale diminue de -8,5% en 2020 par rapport à 2019.
- En 2021, ce produit national de TVA nette retrouve son niveau de 2019 (rebond lié à une hypothèse de reprise).
- A partir de 2022, le produit national de TVA nette retrouve son dynamisme constaté entre 2013 et 2018 soit +2,88%/an.

	2018	2019	2020 (révisé)	PLF 2021	2022	2023	2024
Produit de TVA nette nationale	171 100	174 800	159 800	175 600	180 657	185 860	191 213
Evolution nominale		2,2%	-8,6%	9,9%	2,9%	2,9%	2,9%
				↓	↓	↓	↓
Produit de TVA nette nationale (n)				175 600	180 657	185 860	191 213
x Fraction de TVA nationale affectée à la communauté				0,0036%	0,0036%	0,0036%	0,0036%
Produit de TVA perçu par la communauté (simulation avec LF 2021)				6,26	6,44	6,63	6,82
Impact de la LF pour 2021 sur le produit de TVA de la communauté estimé (perte)				0,00	-0,44	-0,45	-0,46



Retenir le taux 2017 pour calculer le droit à compensation des communes et des EPCI va conduire à de grandes difficultés dans certains territoires

La loi de finances pour 2018 n'a jamais prévu d'amputer les recettes des communes et des EPCI des produits supplémentaires issus des effets taux entre 2017 et 2020. Ceux-ci demeuraient à la charge des contribuables bénéficiaires du dégrèvement de TH introduit en LFI 2018 :

« Visant à concilier l'autonomie fiscale des collectivités et le pouvoir d'achat des ménages, la rédaction du présent article n'est pas pénalisante pour les finances des collectivités, puisque qu'elle met, pour 2018, 2019, 2020 et les années suivantes, l'impact de l'évolution des taux et des abattements à la charge des contribuables. Ainsi, les collectivités ne subissent aucune perte de recettes du fait du dégrèvement.

L'évaluation préalable du présent article mentionne une option, écartée, qui aurait consisté à geler, dès la période transitoire, le pouvoir de taux et d'abattement des collectivités. Dans ce cas, les règles de taux de CFE et de TFNB auraient été aménagées, en alignant l'évolution de ces taux sur celle des taux de TFPB, au lieu du taux de TH. C'est l'un des aménagements qui pourraient être étudiés pour 2020 et les années suivantes. »

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE SUR LE PROJET DE loi de finances pour 2018 (n° 235), TOME II EXAMEN DE LA PREMIÈRE PARTIE DU PROJET DE LOI DE FINANCES PAR M. JOËL GIRAUD Rapporteur général, pages 114 et 115

Ces évaluations sont en phase avec les évaluations du rapporteur général du budget à l'Assemblée Nationale :

En 2018, l'accroissement du produit de la TH pour le bloc communal est principalement dû à l'augmentation des bases nettes (effet base de + 1,8 % en 2018 après + 1,3 % en 2017) plutôt qu'à une augmentation des taux (effet taux de + 0,3 % en 2018 après + 0,4 % en 2017).

Millions d'euros	2018	Effet croissance
Produits communes EPCI 2017	22 282	
Effet bases	416	1,80%
Effet taux	69	0,30%
Produit communes EPCI 2018	22 767	2,20%

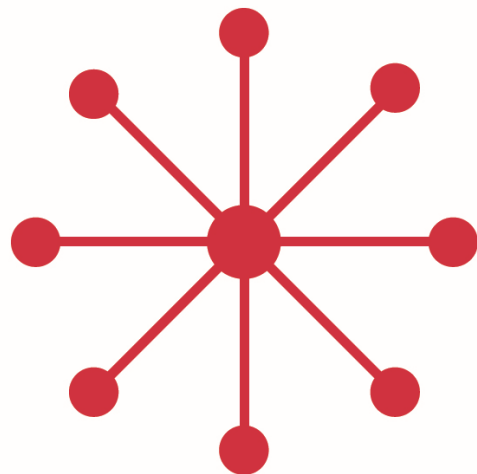
De quels enjeux financiers parle-t-on ?

Communes	2017/2018	2018/2019
Nombre de communes ayant baissé les taux d'imposition	765 2,2%	539 1,5%
Nombre de communes ayant augmenté les taux d'imposition	6248 17,7%	3 263 9,3%
Produit de l'effet taux positif en 2018	53 299 449 €	9 867 046 €
Produit de l'effet taux négatif en 2018	-23 536 720 €	-12 567 390 €
Produit de l'effet taux global en 2018	29 762 729 €	-2 700 344 €

EPCI	2017/2018	2018/2019
Nombre d'EPCI ayant baissé les taux d'imposition	3 0,2%	6 0,5%
Nombre d'EPCI ayant augmenté les taux d'imposition	247 19,6%	97 7,9%
Produit de l'effet taux positif en 2018	39 132 271 €	7 186 703 €
Produit de l'effet taux négatif en 2018	-310 440 €	-376 527 €
Produit de l'effet taux global en 2018	38 821 831 €	6 810 176 €

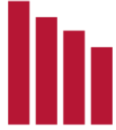
Global	2017/2018	2018/2019
Produit de l'effet taux positif en 2018 (communes + EPCI)	92 431 720 €	17 053 749 €
Produit de l'effet taux négatif en 2018 (communes + EPCI)	-23 847 160 €	-12 943 917 €
Produit de l'effet taux global en 2018 (communes + EPCI)	68 584 560 €	4 109 832 €

Plus de 70 M€, le coût pour les collectivités de la référence au taux 2017



3.3

*Comment cela va-t-il fonctionner
à compter de 2021 ?*



La distribution des effets-taux

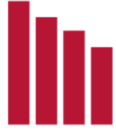
Une concentration de l'effet taux sur le bloc communal

Collectivités	2020	A compter de 2021
Régions	Néant	Néant
Départements	Taux FB	Néant
Communes	Taux TH	Taux TH "RS"
	Taux FB	Taux FB "global"
	Taux FNB	Taux FNB
	Taux CFE	Taux CFE
EPCI	Taux TH	Taux TH "RS"
	Taux FB	Taux FB
	Taux FNB	Taux FNB
	Taux CFE	Taux CFE

➔ Uniquement sur les résidences secondaires

➔ Tx FB commune + Tx FB dept

➔ Uniquement sur les résidences secondaires



Les nouvelles dispositions de vote des taux d'imposition (communes et EPCI)

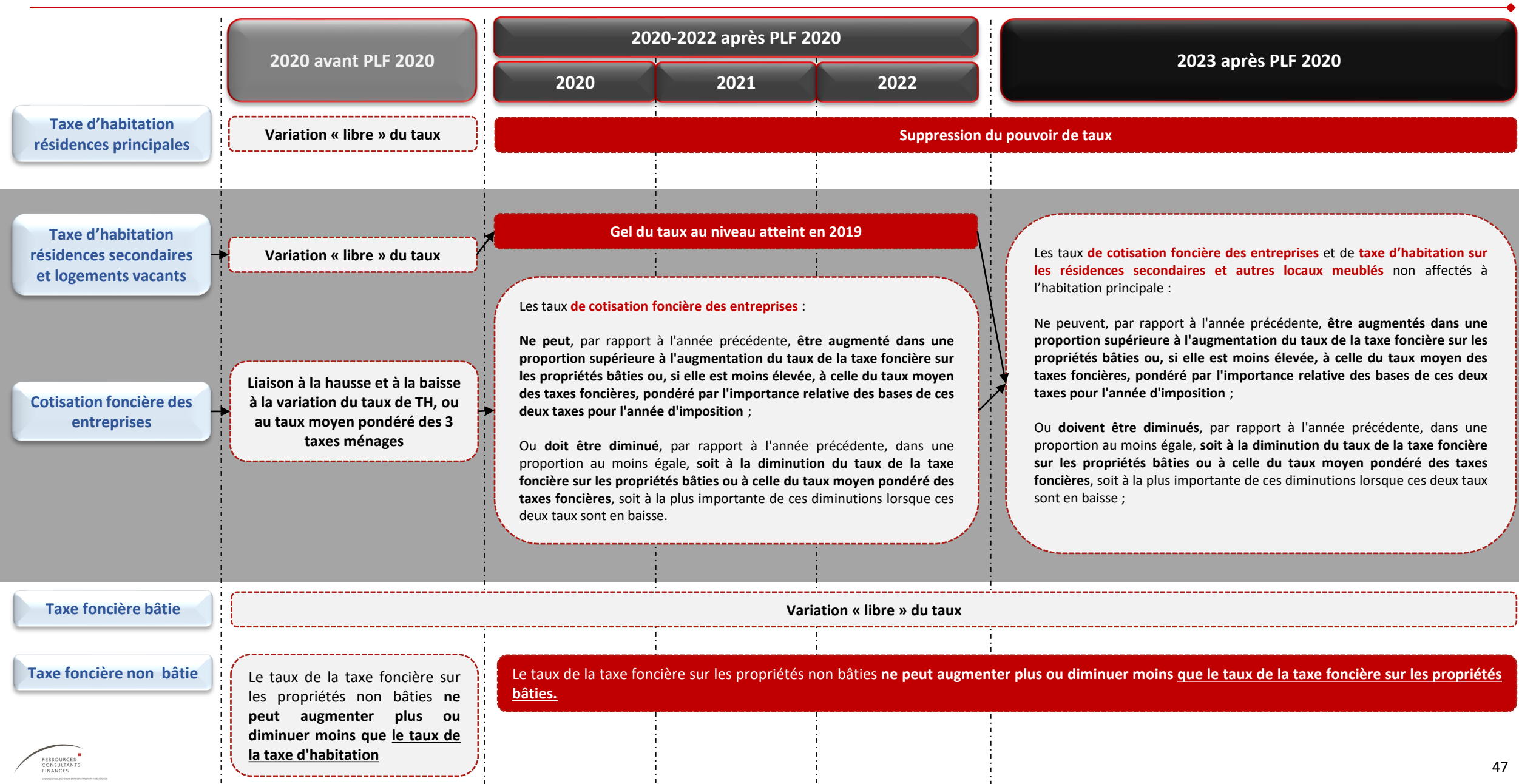
	2020 avant LF 2020	2020-2022 après LF 2020			2023 après LF 2020
		2020	2021	2022	
Taxe d'habitation résidences principales	Le taux peut varier	Le taux est définitivement bloqué au niveau atteint en 2019			
Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants	Le taux peut varier	Le taux est bloqué au niveau atteint en 2019			Le taux peut varier
Taxe foncière bâtie	Le taux peut varier				
Taxe foncière non bâtie	Le taux peut varier				
Cotisation foncière des entreprises	Le taux peut varier				

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

BOURSA D'ETUDES - BOURSA D'INVESTISSEMENT

46

Les nouvelles règles de liens entre les taux d'imposition

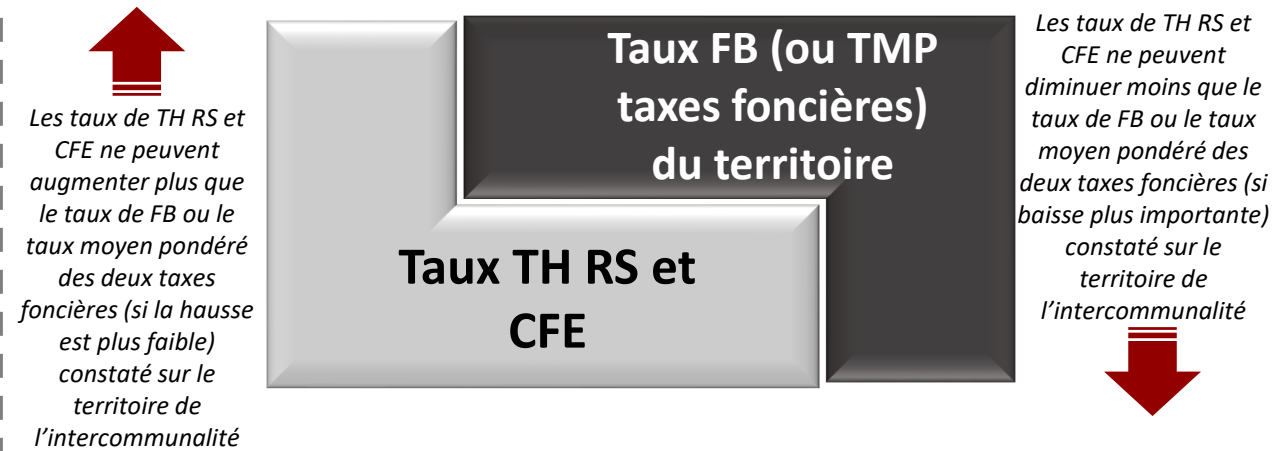


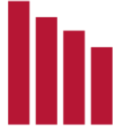
Les nouvelles règles de liens entre les taux d'imposition

Pour les communes et EPCI en FA



Pour les EPCI en FPU

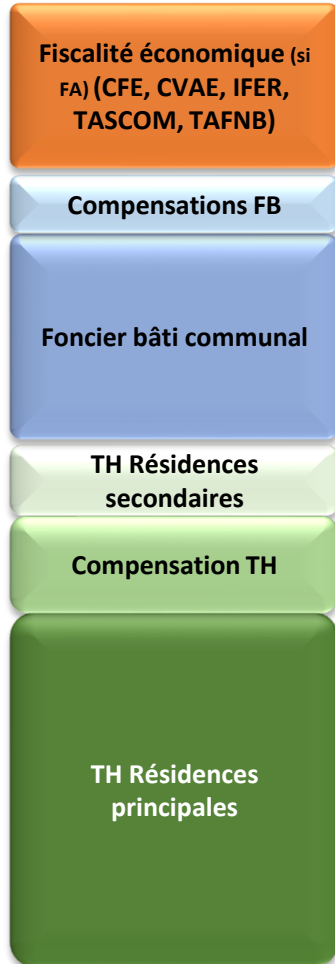




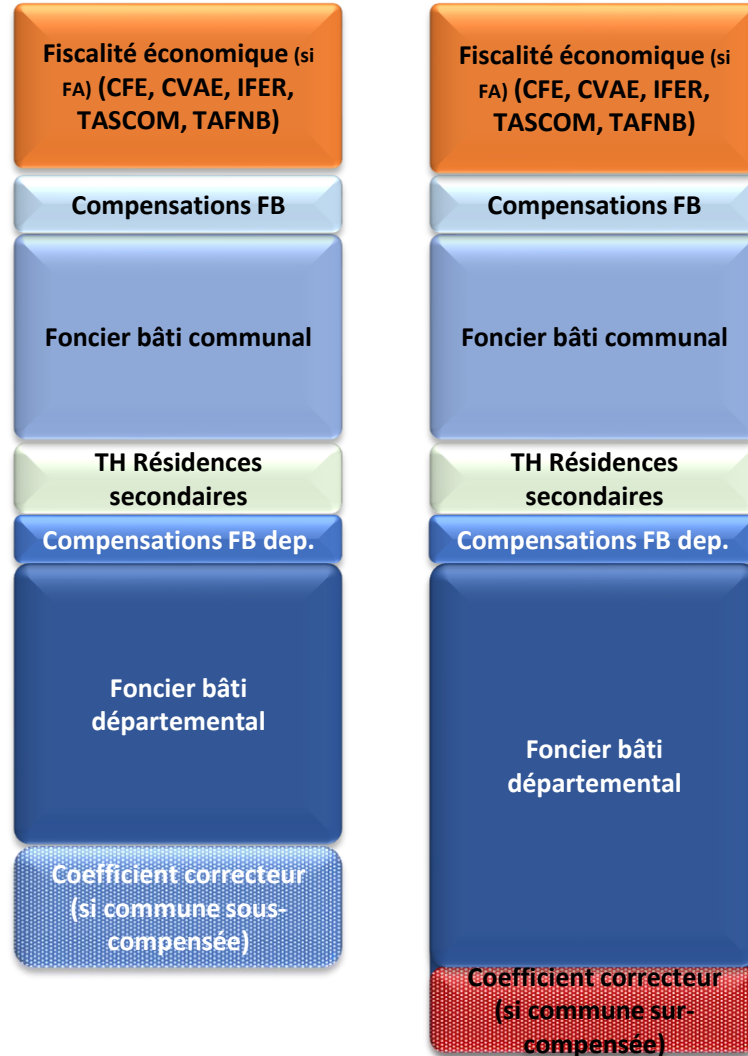
La nouvelle architecture des recettes fiscales du bloc communal

Communes

Avant réforme

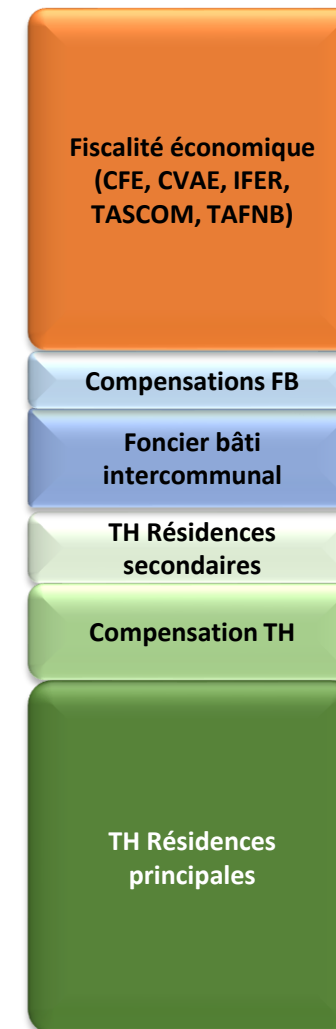


Après réforme

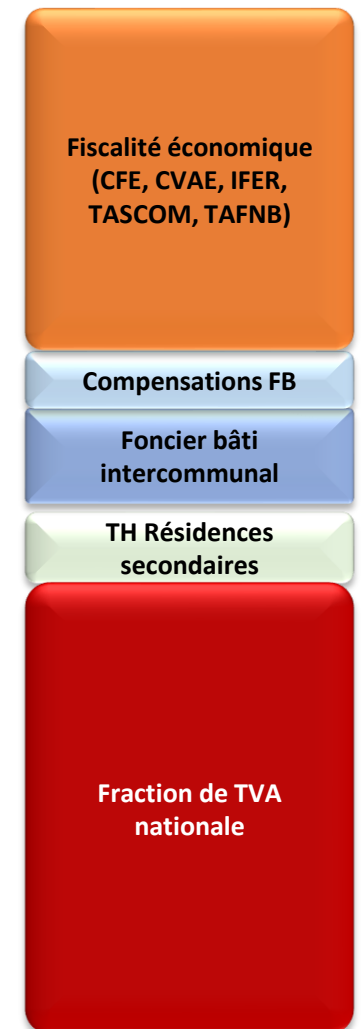


EPCI

Avant réforme



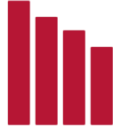
Après réforme



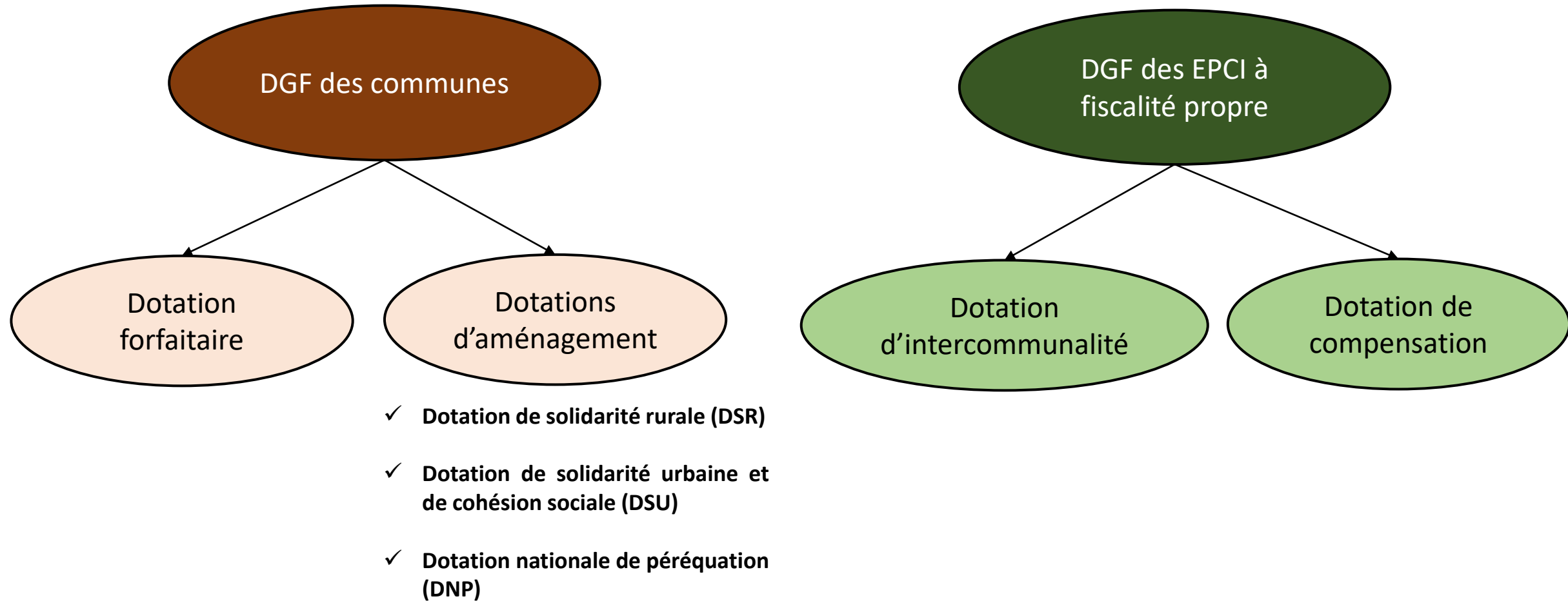


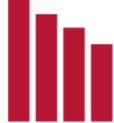
PARTIE 4

LA RÉPARTITION DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL EN 2021



Architecture simplifiée de la DGF du bloc communal





Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales : la LPFP 2018-2022 fixe une norme maximale

Article 16 de la LPFP 18-22

I- L'ensemble des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales, exprimés en milliards d'euros courants, est évalué comme suit, à périmètre constant :

	2018	2019	2020	2021	2022
Concours financiers de l'Etat aux Collectivités territoriales	48,11	48,09	48,43	48,49	48,49
FCTVA	5,61	5,71	5,95	5,88	5,74
TVA affectée aux régions	4,12	4,23	4,36	4,50	4,66
Autres concours	38,37	38,14	38,12	38,10	38,10

Il s'agit d'un
plafond

II- Cet ensemble est constitué par :

1° Les prélèvements sur recettes de l'Etat établis au profit des collectivités territoriales ;

2° Les crédits du budget général relevant de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » ;

3° Le produit de l'affectation de la taxe sur la valeur ajoutée aux régions, au département de Mayotte et aux collectivités territoriales de Corse, de Martinique et de Guyane prévue à l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

III. - Pour la durée de la programmation, l'ensemble des concours financiers autres que le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée prévu à l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales et que le produit de l'affectation de la taxe sur la valeur ajoutée aux régions, au département de Mayotte et aux collectivités territoriales de Corse, de Martinique et de Guyane prévue à l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 précitée **est plafonné, à périmètre constant, aux montants du tableau du I du présent article.**

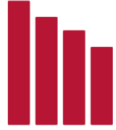


Evolution de l'alimentation de la péréquation communale

En M€

Prélèvement DAJ
+ Prélèvt interne à la DGF pour péréq°
= Augmentation de la péréquation
DSU
DSR
DNP

LF + CFL	LF + CFL	LF + CFL	LF + CFL	PLF	Evol° 2021 / 2020
2017	2018	2019	2020	2021	
180	0	0	0	0	
180	200	180	180	180	
360	200	180	180	180	0,0%
180	110	90	90	90	0,0%
180	90	90	90	90	0,0%
0	0	0	0	0	



Éléments d'entrée et d'ajustement minimum légal de la DGF des communes

Prélèvements et abondements (M€)		2021
Minimum légal		Var absolue
1. Augmentations communales fixées par la loi (1)		180
Augm° DSU mini		90
Augm° DSR mini		90
2. Augmentations interco fixées par la loi (2)		31
Augmentation DI (Péréqu° avec effet-pop)		30
Besoin de fint DI faible (< 5€/h)*		1
* Chiffre global quasi fixé par la loi : déduit des 5 € mini fixé par la loi		
3. Augment° communale estimée par RCF (Regards) (3)		8
Besoin de fint de la Crois Démo communale (DF) + Com nvelles		8
Besoin de financement initial (4) = (1) + (2) + (3)		219
Var° budget CFL, perm. Synd. et rectifications (5)		0,0
Besoin de financement résiduel (6) = (4) + (5)		219
4. Ajustement 1 par le prélèvement DF et DC (7) = -(6)		-219
Ajustement DF Communes (choix CFL)	60%	-131
Ajustement Dot° comp° EPCI (DC EPCI)	40%	-88
4bis. Ajustement 2 par le prélèvement DF et DC (7) = -(6)		-219
Ajustement DF Communes (choix CFL)	86%	-188
Ajustement Dot° comp° EPCI (DC EPCI)	14%	-31

Autres éléments fixés par la loi

Tx maxi de minor° indiv. / RRF	1,00%
--------------------------------	-------

5. Choix complémentaires par le CFL

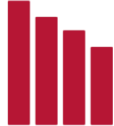
Part d'augmentation de la DSR à la DSR-BC	45%	40,50
Part d'augmentation de la DSR à la DSR-pér	10%	9,00
Part d'augmentation de la DSR à la DSR-cible	45%	40,50
	100%	90,00

Précision

Jusqu'en 2019, le coût des effets de croissance démographique justifiait d'une majoration de dotation forfaitaire généralement supérieure à 30 M€ par an. En 2020, cette majoration a été de 9 M€.

Le décret n°2019-1302 du 5 décembre 2019 a supprimé la prise en compte dans la population comptée à part d'une commune :

- les personnes majeures âgées de moins de vingt-cinq ans poursuivant leurs études hors de la résidence familiale, qui étaient jusqu'ici « double comptées »,
- les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune et non recensées sur le territoire de la commune.



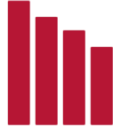
Dotation forfaitaire des communes

En M€	2020	Variation absolue	2021	
<i>Hors DC transf FPU</i> DF de n-1	7 145		7 019	
	-		-	
Transfert CSPS/FPU	2		0	
	=		=	
DF retraitée de n-1	7 144		7 019	
	+		+	
Variation de population n	9		8	
+ Communes nouvelles n	0		0	
	+		+	
Prélèvement DP n	-134		-131	Finance entre autres les variations de dotations de péréquation
	=		=	
Dotation forfaitaire n	7 019	-123	6 895	-1,8%

Le CFL fixe le prélèvement sur la dotation forfaitaire nécessaire au financement des effets des recensements de population et de l'augmentation des dotations de péréquation.

Ce prélèvement :

- a) s'applique aux communes à potentiel fiscal/hab supérieur ou égal à un % du potentiel fiscal moyen/habitant égal à **75%**
- b) dans la limite de la dotation forfaitaire et d'un % des recettes réelles de fonctionnement de : **1%**



DI supp (Croissance de la péréquation avec effet pop°)
+ DI supp pour porter la DI minimale* à 5 € / hab :
= **Variation totale de la DI**

2021

M€

30

1

31

En M€

2020

Variation
absolue

2021

Variation
relative

Dot° d'intercommunalité

1 593

+

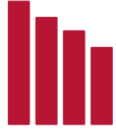
31

=

1 624

1,9

**Cette DI minimale à 5 € par habitant ne concerne pas les EPCI dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur au double de la moyenne de la catégorie, ou qui ont déjà bénéficié du dispositif*



La dotation de compensation (DC) des EPCI

Dotation de compensation composée 2 parts :

La part CPS* des EPCI diminue pour financer 40% du BFR (interne à la DGF) :

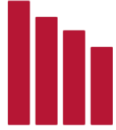
La part Baisse DCTP des EPCI est stable (loi)

-1,82%
0,0%

En M€	2020	2020 rebasé	Variation absolue	2021	Variation relative
DC - Part CPS	4 804	4 806	-88	4 718	-1,82%
Transfert CSPA/FPU	2				
DC - Part Baisse DCTP *	26		0	26	0,0%
Dot° Compensation EPCI	4 830	4 832	-88	4 744	-1,81%
Transfert CPS/FPU	2				

* Compensation pour suppression de la part salaires de la TP

** Dotation de compensation de la TP



Variation de la Dotation d'intercommunalité :

31

Variation de la Dotation de compensation :

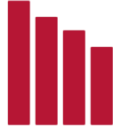
la part CPS des EPCI diminue, pour financer 40% du BFR, de :

-1,82%

la part Baisse DCTP des EPCI est stable (loi); sa variation est donc de :

0,0%

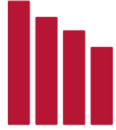
En M€	2020 rebasé	Variation absolue	2021	Variation relative
Dot° d'intercommunalité	1 593	31	1 624	1,9%
Dot° de compensation EPCI	4 832	-88	4 744	-1,81%
dont Part CSPS	4 806	-88	4 718	-1,82%
dont Part Baisse DCTP	26	0	26	0,0%
DGF des EPCI	6 425	-57	6 368	-0,9%



Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)

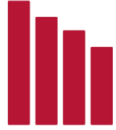
En M€	2020	Variation absolue	2021	Variation relative
DSU	2 381	90	2 471	3,8%
	-		-	
DSU Outre Mer	136	13	150	9,8%
	=		=	
DSU Métropole	2 244	77	2 321	3,4%
	=		=	
DSU Métro hors gar. de sortie	2 236	77	2 313	3,4%
DSU > 10 000 *	2 138	74	2 212	3,5%
DSU < 10 000 *	98	3	101	2,9%

*fonction du rapport de population entre les éligibles à la DSU des plus de 10 000 et des moins de 10 000.



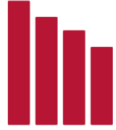
Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

En M€	2020		Variation absolue	2021	Variation relative
DSR TOTALE	1 692		90	1 782	5,3%
	-			-	
DSR Outre Mer	97		11	108	11,5%
	=			=	
DSR Métropole	1 595		79	1 674	4,9%
DSR Bourg-centre	582	45%	35	617	6,1%
DSR Péréquation	653	10%	8	661	1,2%
DSR Cible	360	45%	35	396	9,9%
DSR cible + DSR Péréq°	1 014		43	1 057	4,3%

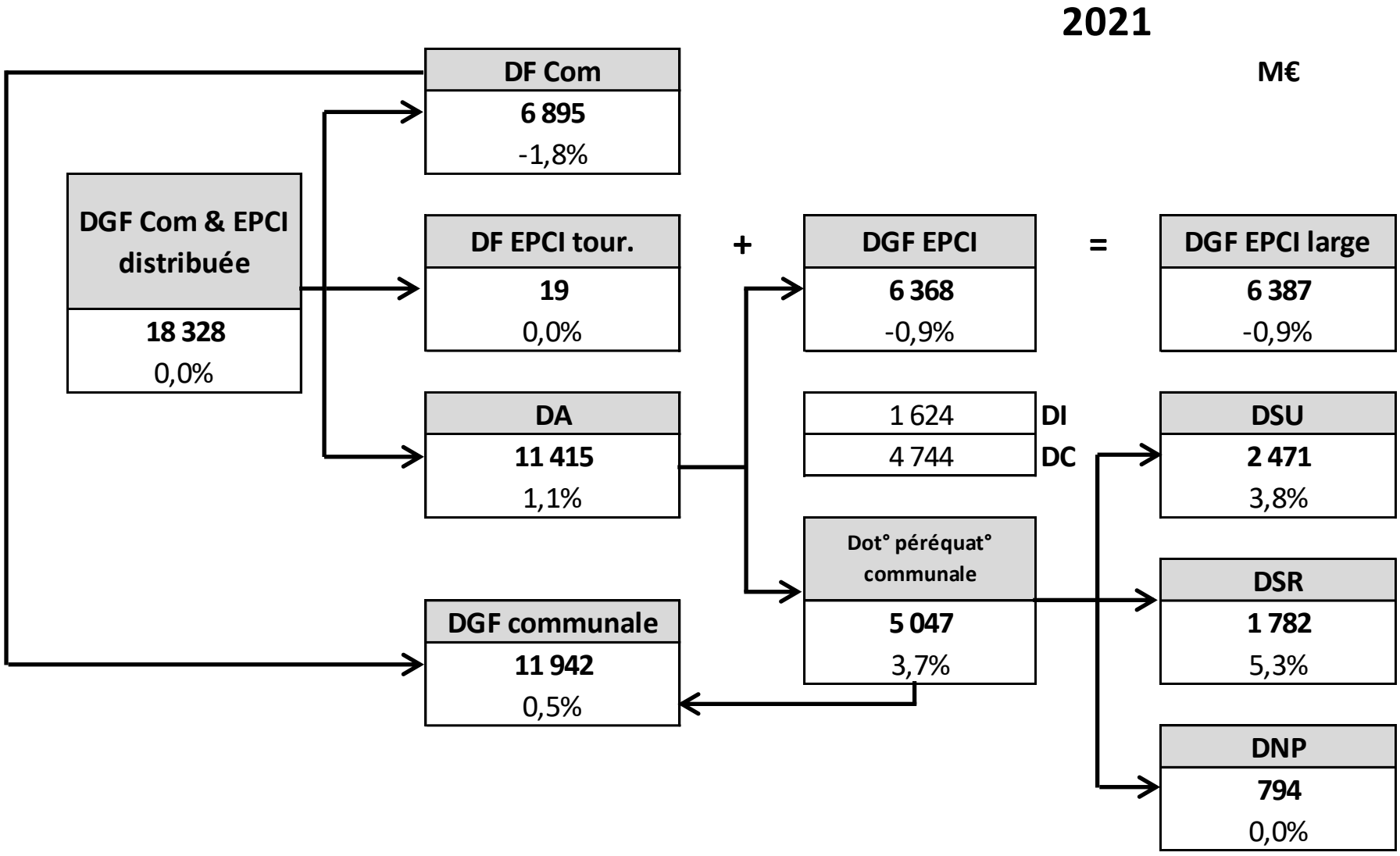


Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

En M€	2020	Variation absolue	2021	Variation relative
DNP TOTALE	794	0	794	0,0%
DNP Outre Mer	-	-	-	-
	46	3	48	5,8%
	=		=	
DNP Métropole	749	-3	746	-0,4%
DNP Principale + 200 000	43	0	43	0,0%
DNP Principale - 200 000	535	-2	533	-0,4%
Majoration DNP	171	-1	170	-0,4%



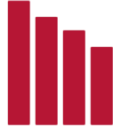
Distribution DGF Communes et EPCI - Synthèse





PARTIE 5

LES PROPOSITIONS DE RÉFORME DES INDICATEURS DE PÉRÉQUATION À PARTIR DE 2022 (*ARTICLE 252 DE LA LF POUR 2021*)



Les effets des réformes fiscales sur la mesure des indicateurs actuels de péréquation

Les indicateurs concernés par les fractions TH, FB et CFE du potentiel fiscal des communes et des EPCI

Potentiel fiscal communes et EPCI

Potentiel financier communes et EPCI

Potentiel fiscal TH, FB

Potentiel fiscal 3 Taxes

Potentiel fiscal 4 Taxes

Potentiel Financier



Dotation de solidarité Urbaine (DSU)
Dotation de solidarité rurale (DSR)
Dotation nationale de péréquation (DNP)
Ecrêtement péréqué de la dotation forfaitaire des communes (DF)
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
Fonds de solidarité des communes de la région Ile de France (FSRIF)
Dotation particulière élu local (DPEL)
Dotation politique de la ville (DPV)
Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)

Dotation d'intercommunalité (DI)
Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Dotation de solidarité communautaire (DSC)

Les indicateurs concernés par les fractions TH, FB et CFE des produits des communes et des EPCI

Effort fiscal communes et ensemble intercommunaux

Coefficient d'intégration fiscale EPCI

Produit fiscal TH, FB

Produit 3 Taxes (numérateur)

Potentiel fiscal TH, FB

Potentiel fiscal 3 Taxes (dénominateur)



Dotation de solidarité Urbaine (DSU)
Dotation de solidarité rurale (DSR)
Dotation nationale de péréquation (DNP)
Fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrements,

Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Dotation de solidarité communautaire (DSC)

Produit fiscal TH, FB, CFE_{EPCI}

Produit 4 Taxes_{EPCI} (numérateur)

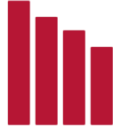
Produit fiscal TH, FB, CFE_{EPCI + communes}

Produit 4 Taxes_{EPCI + communes} (dénominateur)



Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Dotation d'intercommunalité (DI)



Hypothèses retenues dans les simulations proposées

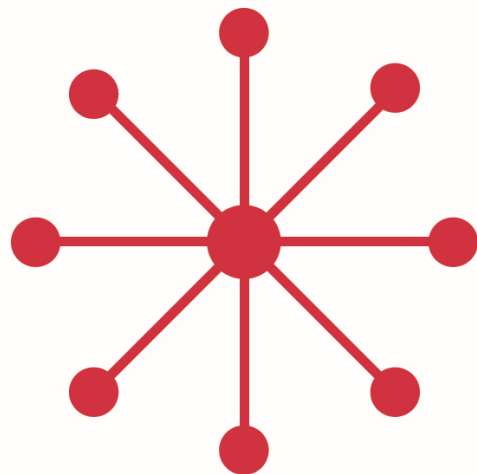
Les simulations dont les résultats figurent ci-après ont été réalisées à partir de la base des critères DGF 2020 et de la base REI (fiscalité) 2019. Il s'agira donc de comparer les valeurs effectives 2020 aux valeurs simulées, dans le cadre des différentes réformes, pour la même année. Il n'est donc pas tenu compte de l'évolution des bases et des taux d'imposition entre 2019 et 2020.

La décomposition entre la valeur locative des résidences principales de TH (disparaissant en 2021) et les autres locaux passibles de la TH est réalisée à partir de la donnée « VLN RS et dépendances » figurant dans le fichier REI.

Le montant des bases de CFE des locaux industriels figure également dans le fichier REI. Il permet de calculer les bases perdues au titre de la CFE et d'en calculer la compensation.

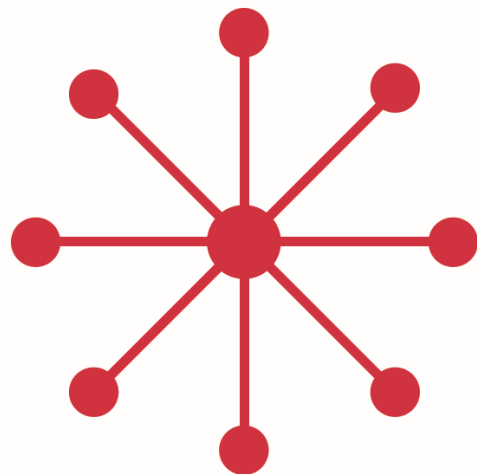
Les bases de TFB relevant des établissements industriels n'étant pas disponibles dans les bases de données accessibles, nous les avons estimées à partir des bases de CFE relevant de ces établissements, connues, en tenant compte du taux d'abattement différencié qu'elles supportent (30 % pour la CFE et 50 % pour la TFB).

Pour les cas de secrets statistiques, les valeurs ont été approximées à partir de la répartition des données intercommunales entre les communes en fonction du poids des bases brutes de référence, voire en fonction des autres éléments locaux non couverts par le secret statistique.



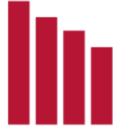
5.1

LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES EPCI



5.1.1

Le potentiel fiscal



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal

Jusqu'en 2021 inclus

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Bases $n-1$ de TFNB x Taux moyen national de TFNB

+ TAFNB $n-1$

+ Produit $n-1$ CVAE

+ Produit $n-1$ TASCOT

+ Produit $n-1$ IFER

+ Produit $n-1$ CVAE

+ DCRTP $n-1$

+ FNGIR $n-1$

+ Compensation SPS $n-1$

+ ACNE $n-1$

Suppression TH RP, remplacée par produit net de TVA

Réforme des VL des établissements industriels

A

Proposition à partir de 2022

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV

+ Produit TVA $n-1$

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

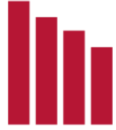
+ Compensation FB établissements industriels $n-1$

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Compensation CFE établissements industriels $n-1$

+

A



Les effets possibles des dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 pour le potentiel fiscal : ce qui change

Actuel

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

Futur

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV
+ Produit TVA $n-1$

Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB
+ Compensation FB établissements industriels $n-1$

Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE
+ Compensation CFE établissements industriels $n-1$

Futur

1- Effet de structure quant au taux moyen national de TH lié au poids des bases de TH RS et LV et aux taux locaux qui leurs sont appliqués.

2- Substitution au taux moyen national de TH du taux local de TH pour évaluer le potentiel fiscal « ex TH RP », via la prise en compte du produit de TVA.

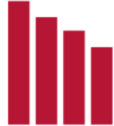
1- Effet de structure quant au taux moyen national de TFB lié au poids des bases de TFB établissements industriels et aux taux locaux qui leurs sont appliqués.

2- Substitution au taux moyen national de TFB du taux local de TFB pour évaluer le potentiel fiscal « ex EI », via la prise en compte de la compensation de TFB EI.

1- Effet de structure quant au taux moyen national de CFE lié au poids des bases de CFE établissements industriels et aux taux locaux qui leurs sont appliqués.

2- Substitution au taux moyen national de CFE du taux local de CFE pour évaluer le potentiel fiscal « ex EI », via la prise en compte de la compensation de CFE EI.

Mise en œuvre sans lissage en 2022. Il est vraisemblable que le tunnel actuel encadrant l'évolution de la dotation d'intercommunalité (+ 10 % - 5 %) ait donné l'impression que la mise en œuvre d'un processus de neutralisation des variations de potentiel fiscal n'était pas indispensable.



Le potentiel fiscal des EPCI : ce qui change

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Effet réforme TH

Potentiel fiscal TH résidences principales

=

Bases $_{n-1}$ TH RP x Taux moyen national de TH

Produit TVA (RP) $_{n-1} \Leftrightarrow$ **Produit TH RP $_{n-1}$ indexé TVA**

Produit TVA (compensation et rôles sup) $_{n-1} \Leftrightarrow$ **compensation et rôles supp. $_{n-1}$ indexé TVA**

Effet Compensation FB établissements industriels

Bases $_{n-1}$ de TFB étab^{ts} industriels x Taux moyen national de TFB

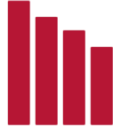
Bases $_{n-1}$ de TFB étab^{ts} industriels x **Taux local d'imposition 2020**

Effet Compensation CFE établissements industriels

Bases $_{n-1}$ de CFE étab^{ts} industriels x Taux moyen national de CFE

Bases $_{n-1}$ de CFE étab^{ts} industriels x **Taux local d'imposition 2020**

Mise en œuvre sans lissage en 2022. Il est vraisemblable que le tunnel actuel encadrant l'évolution de la dotation d'intercommunalité (+ 10 % - 5 %) ait donné l'impression que la mise en œuvre d'un processus de neutralisation des variations de potentiel fiscal n'était pas indispensable.



Le potentiel fiscal : équations comparées (communautés d'agglomération)

Actuellement

Bases brutes de TH_{EPCI} x 8,96%
+ Bases brutes de TFB_{EPCI} x 1,40%
+ Bases brutes de TFNB_{EPCI} x 4,96%
+ Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,39%

+ TAFNB_{EPCI}
+ CVAE_{EPCI}
+ IFER_{EPCI}
+ TASCOM_{EPCI}
+ DCRTP_{EPCI}
+ FNGIR_{EPCI}
+ Part SPS de la DC_{EPCI}
+ ACNE_{EPCI}

Article 252 LF 2021

Bases brutes de TH RS LV_{EPCI} x 8,96%
+ TVA*
+ Bases brutes de TFB_{EPCI} x 1,40%
+ Compensation FB industriel**
+ Bases brutes de TFNB_{EPCI} x 4,96%
+ Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,39%
+ Compensation CFE industriel***

+ TAFNB_{EPCI}
+ CVAE_{EPCI}
+ IFER_{EPCI}
+ TASCOM_{EPCI}
+ DCRTP_{EPCI}
+ FNGIR_{EPCI}
+ Part SPS de la DC_{EPCI}
+ ACNE_{EPCI}

* Le produit de TVA est égal, au titre de la première année, au produit des bases TH sur les résidences principales par le taux de TH 2017 de l'EPCI, majoré de la compensation TH-ECF et de la moyenne des rôles supplémentaires.

** Il s'agit de la compensation des bases FB perdues au titre de la réforme de l'évaluation des valeurs locatives industrielles sur la base du taux FB 2020 de l'EPCI.

*** Il s'agit de la compensation des bases CFE perdues au titre de la réforme de l'évaluation des valeurs locatives industrielles sur la base du taux CFE 2020 de l'EPCI.

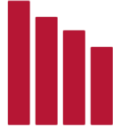
Les évolutions constatées par catégories de groupement

	Potentiel fiscal moyen actuel par hbt	Potentiel fiscal moyen simulé par hbt	Ecart par hbt	Ecart en %	Nb d'EPCI avec PF qui augmente	Nb d'EPCI avec PF qui diminue	% d'EPCI avec PF qui augmente	% d'EPCI avec PF qui diminue
Communautés d'agglomération	407,8 €	399,2 €	-8,7 €	-2,2%	106	116	47,7%	52,3%
Métropoles et communautés urbaines	541,6 €	590,3 €	48,6 €	8,2%	31	4	88,6%	11,4%
Communautés de communes (FPU)	300,3 €	296,4 €	-4,0 €	-1,3%	432	386	52,8%	47,2%
Communautés de communes (FA)	198,0 €	198,1 €	0,1 €	0,1%	86	93	48,0%	52,0%
Moyenne	395,5 €	402,9 €	7,4 €	1,8%	655	599	52,2%	47,8%

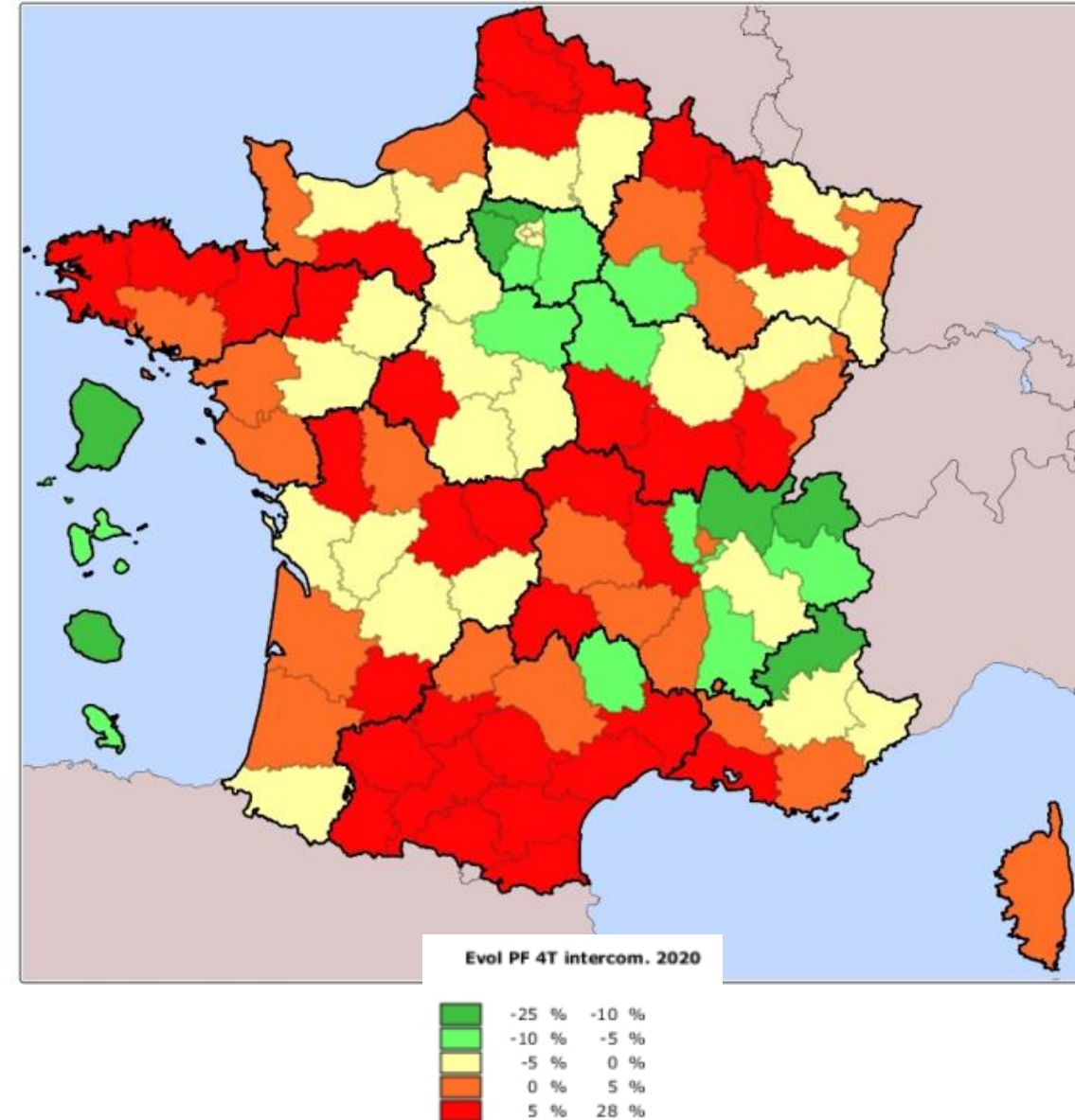
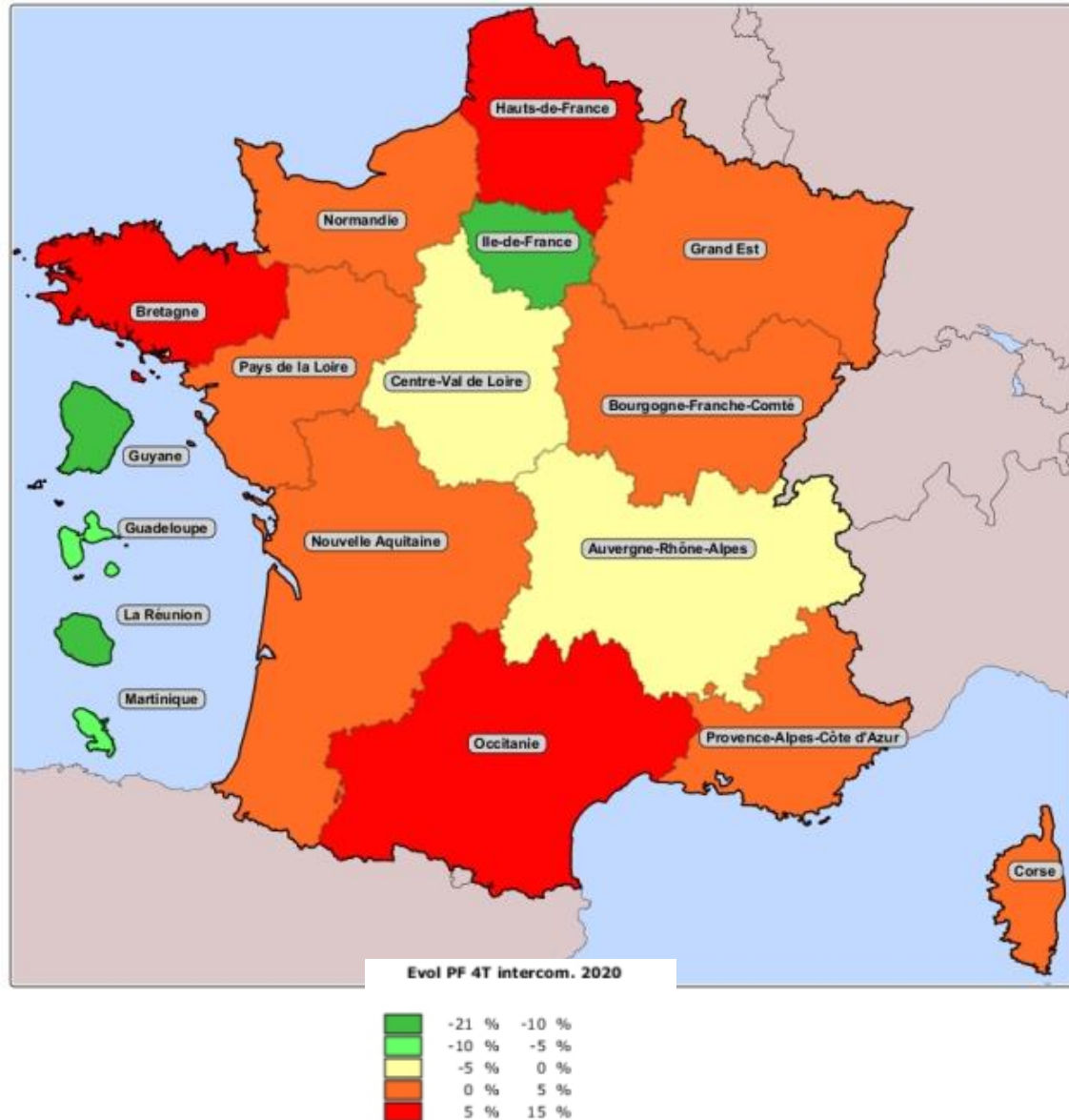
Exemples de CCFPU

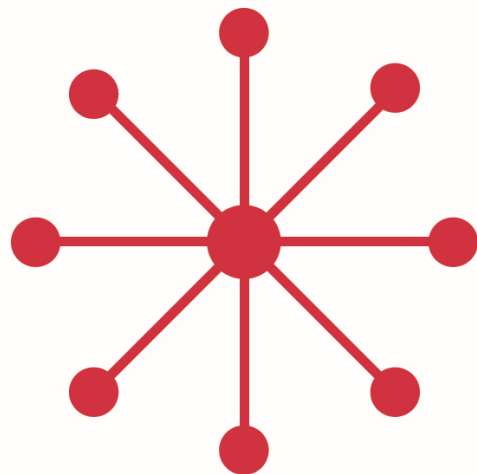
	Potentiel fiscal actuel par hbt	Potentiel fiscal simulé par hbt	Ecart en € par habitant	Ecart en %
CC DES HAUTS DU PERCHE	95,4 €	160,7 €	65,3 €	68,5%
CC VAL D'AMOUR	130,7 €	204,0 €	73,3 €	56,1%
CC AMOGNES COEUR DU NIVERNAIS	96,4 €	145,4 €	49,0 €	50,9%
CC PAYS D'OPALE	48,5 €	72,3 €	23,8 €	49,1%
CC VAL DE GERS	107,0 €	159,0 €	52,0 €	48,5%
CC ROUSSILLON CONFLANT	114,0 €	169,3 €	55,3 €	48,5%
CC DES CEVENNES GANGEOISES ET SUMENOISES	142,5 €	211,4 €	68,9 €	48,4%
CC SAVES	156,5 €	227,5 €	71,0 €	45,3%
CC DU KOCHERSBERG	148,3 €	215,1 €	66,8 €	45,1%
CC DU TERRITOIRE NORD PICARDIE	167,7 €	240,4 €	72,8 €	43,4%

	Potentiel fiscal actuel par hbt	Potentiel fiscal simulé par hbt	Ecart en € par habitant	Ecart en %
CC DE L'OUTRE-FORET	265,5 €	145,5 €	-119,9 €	-45,2%
CC GALLY-MAULDRE	449,0 €	249,7 €	-199,3 €	-44,4%
CC VALLÉES DE L'ORNE ET DE L'ODON	128,3 €	77,0 €	-51,3 €	-40,0%
CC VEXIN VAL DE SEINE	290,6 €	178,2 €	-112,4 €	-38,7%
CC HAUT CHEMIN - PAYS DE PANGE	245,8 €	151,0 €	-94,8 €	-38,6%
CC TRIANGLE VERT	145,0 €	89,7 €	-55,3 €	-38,1%
CC DE YONNE NORD	209,3 €	132,3 €	-77,0 €	-36,8%
CC DU PAYS DE PHALSBURG	243,5 €	159,3 €	-84,1 €	-34,6%
CC VEXIN CENTRE	327,5 €	215,3 €	-112,3 €	-34,3%
CC DU PAYS ORNE MOSELLE	263,2 €	174,1 €	-89,1 €	-33,8%



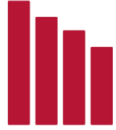
Les évolutions constatées dans le territoire national





5.1.2

Le coefficient d'intégration fiscale



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le CIF

Actuellement

EPCI

Produit TH + Produits FB et FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse + Reliquat AC – Dépenses de transferts

CIF =

EPCI



Communes et syndicats

Produit TH + Produits FB et FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse

Article 252 LF 2021

EPCI

Produit TVA + **Produit TH**_{RS LV} + Produits FB et FNB + **Compensation TFB**_{EI} + TAFNB + CVAE + CFE + **Compensation CFE**_{EI} + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse + Reliquat AC – Dépenses de transferts

EPCI

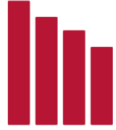


Communes et syndicats

Produit TVA_{EPCI} + **Produit TH**_{RS LV} + Produits FB **élargis** et FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse + **Compensation TFB**_{EI} + **Compensation CFE**_{EI}

⁽¹⁾ Sauf pour les communautés de communes non soumises à FPU

⁽²⁾ Sauf pour les communautés de communes



Le CIF : ce qui change

Ce que l'on enlève

Produit TH _{EPCI} *résidences principales*

Produit TB _{EPCI} *établissements industriels*

Produit CFE _{EPCI} *établissements industriels*

Ce que l'on ajoute

Produit TVA _{EPCI} *y compris compensation de TH intégrée*

Compensation FB _{EPCI} *établissements industriels*

Compensation CFE _{EPCI} *établissements industriels*

Produit TH _{communes + EPCI} *résidences principales*

Produit TB _{communes + EPCI} *établissements industriels*

Produit CFE _{communes + EPCI} *établissements industriels*

Produit TVA _{EPCI}

Ex produit départemental de TFB _{communes} *majoré ou minoré (CCR)*

Compensation _{communes + EPCI} *établissements industriels*

Compensation _{communes + EPCI} *CFE établissements industriels*

Numérateur

Dénominateur

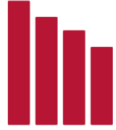
Une relative stabilité des CIF moyens avant et après réforme

	CIF moyen actuel	CIF moyen simulé	Evolution du CIF moyen	Nb d'EPCI dont le CIF augmente	Nb d'EPCI dont le CIF diminue	% d'EPCI avec CIF qui augmente	% d'EPCI avec CIF qui diminue
Communautés d'agglomération	36,98%	37,06%	0,23%	127	86	59,6%	40,4%
Métropoles et communautés urbaines	46,59%	46,55%	-0,08%	13	19	40,6%	59,4%
Communautés de communes (FPU)	38,11%	37,96%	-0,41%	357	432	45,2%	54,8%
Communautés de communes (FA)	35,07%	34,17%	-2,57%	29	148	16,4%	83,6%
Moyenne	40,35%	40,29%	-0,16%	526	685	43,4%	56,6%

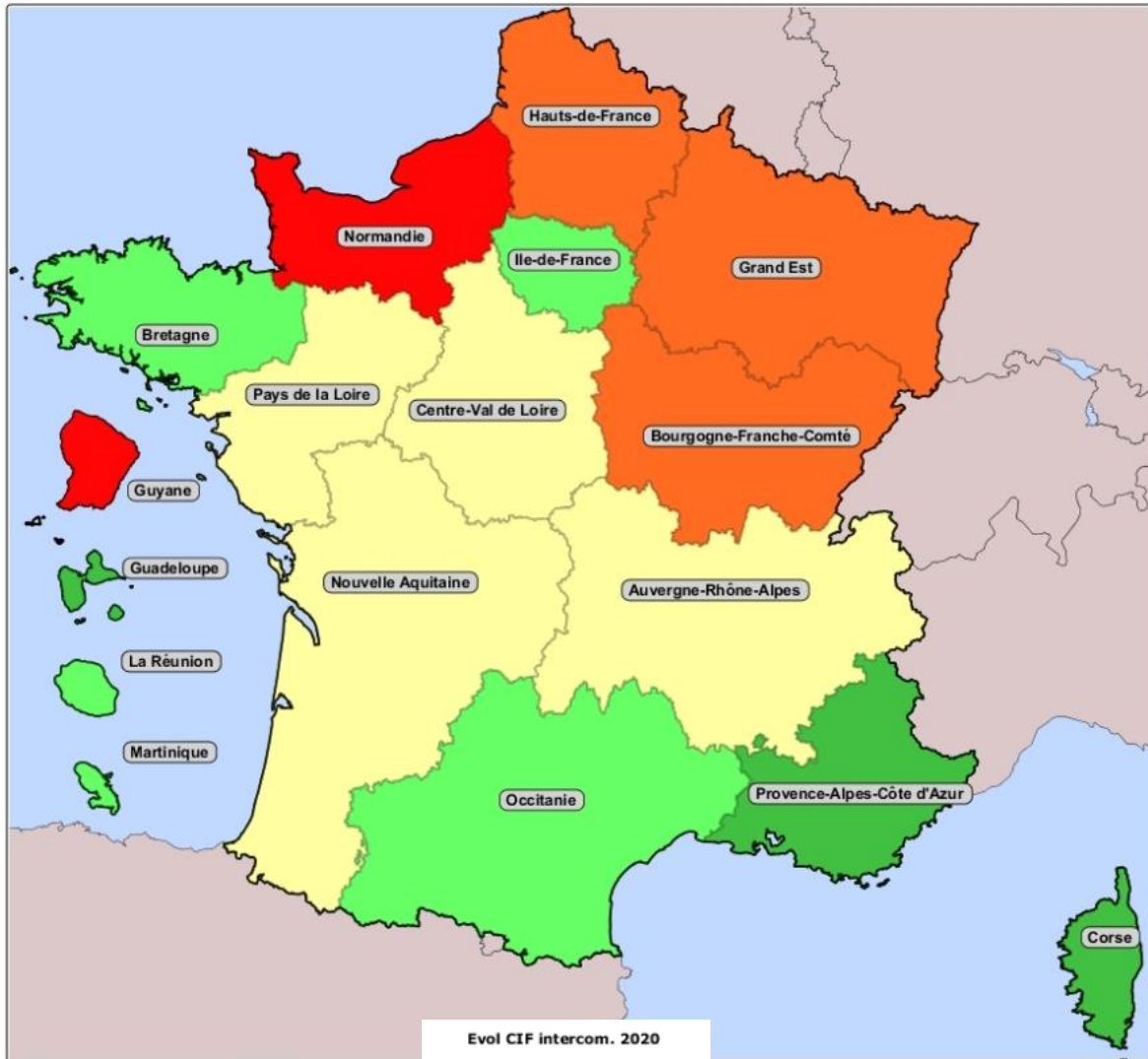
Exemples de CCFPU

	CIF actuel	CIF simulé	Evolution du CIF
CC DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS	0,019	0,033	79,8%
CC BERRY GRAND SUD	0,129	0,149	15,2%
CC DU BOCAGE BOURBONNAIS	0,259	0,275	5,9%
CC ENCLAVE DES PAPES-PAYS DE GRIGNAN	0,220	0,232	5,5%
CC AGLY FENOUILLEDES	0,417	0,440	5,5%
CC PAYS DE SALERS	0,318	0,332	4,5%
CC DÔMES SANCY ARTENSE	0,216	0,225	4,4%
CC COMMENTRY MONTMARIAULT NÉRIS COMMUNAUTE	0,186	0,194	4,3%
CC AYGUES/OUVEZE EN PROVENCE	0,207	0,216	4,2%
CC DU TERRITOIRE DE LUNEVILLE A BACCARAT	0,250	0,260	4,0%

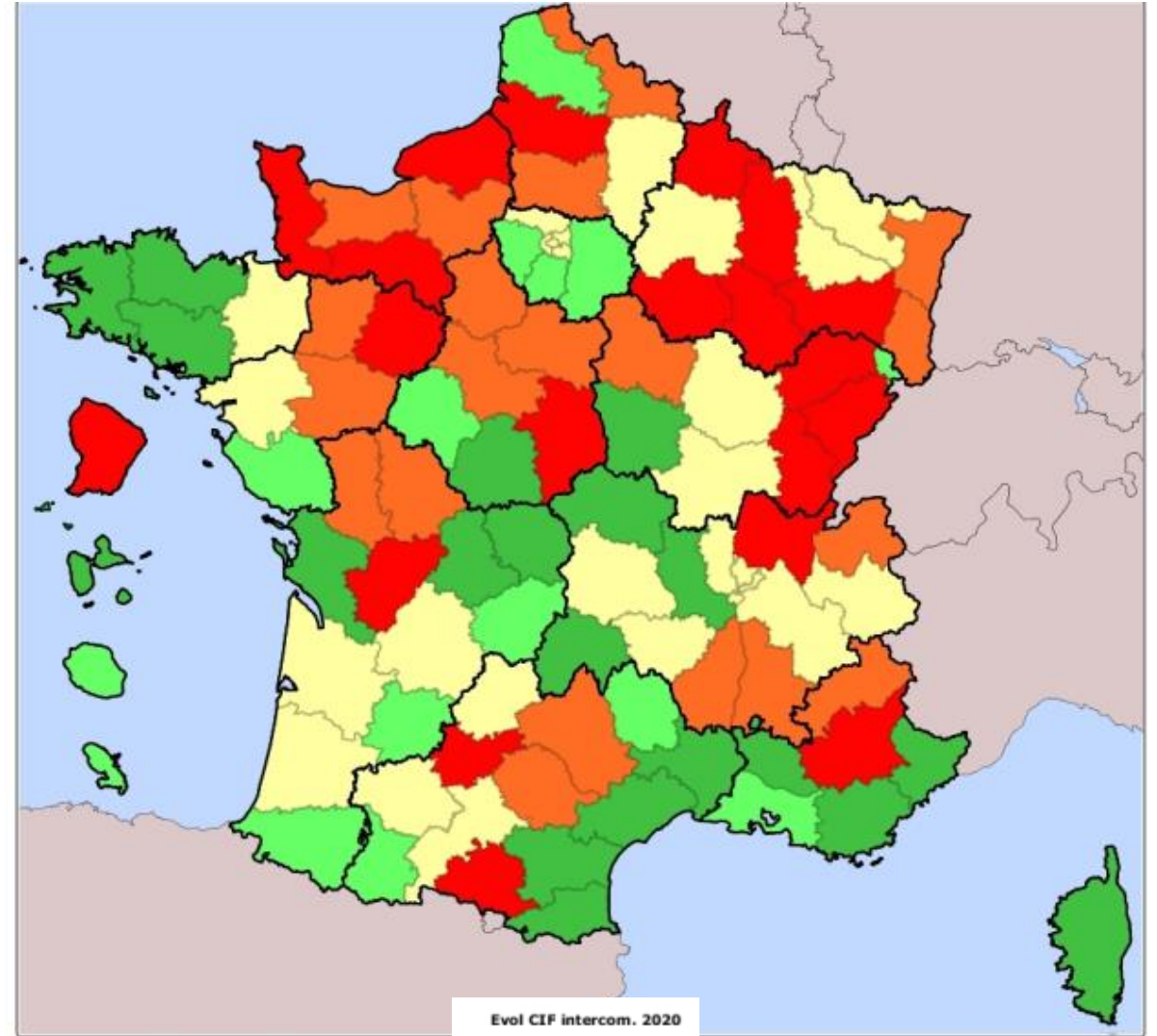
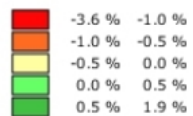
	CIF actuel	CIF simulé	Evolution du CIF
CC DES PORTES DE MEUSE	0,634	0,543	-14,3%
CC L'ESTUAIRE	0,548	0,485	-11,5%
CC DES SAVANES	0,229	0,203	-11,3%
CC VENDEUVRE-SOULAINES	0,385	0,344	-10,6%
CC DU GATINAIS EN BOURGOGNE	0,352	0,315	-10,5%
CC FALAISES DU TALOU	0,203	0,183	-9,7%
CC TILLE ET VENELLE	0,229	0,210	-8,4%
CC DE CATTENOM ET ENVIRONS	0,618	0,568	-8,1%
CC DU VAL DE SULLY	0,285	0,263	-8,0%
CC DU GRAND CHAMBORD	0,379	0,349	-7,9%



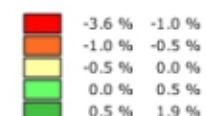
Les évolutions constatées dans le territoire national

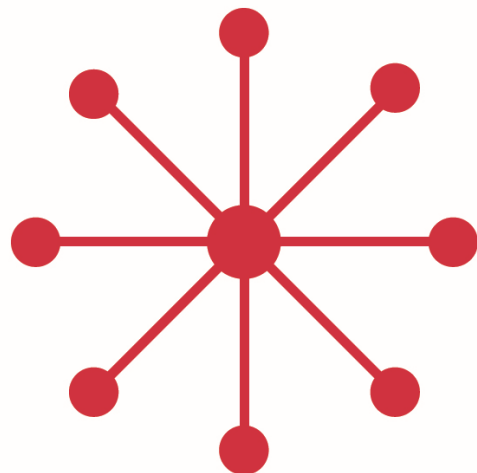


Evol CIF intercom. 2020



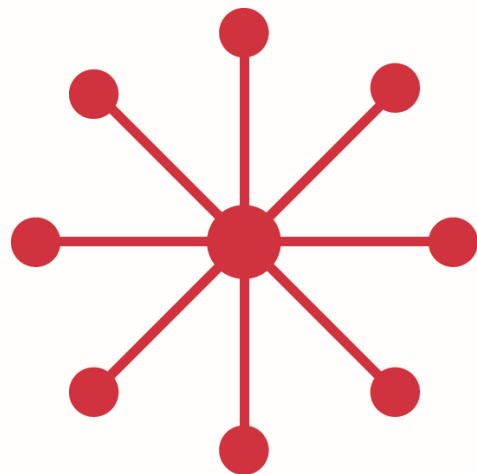
Evol CIF intercom. 2020





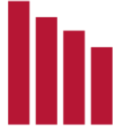
5.2

LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES COMMUNES



5.2.1

Le potentiel fiscal



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal 3 taxes

Jusqu'en 2021 inclus

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

+ Bases $n-1$ de TFNB x Taux moyen national de TFNB

+ TAFNB $n-1$

Suppression TH RP, remplacée par produit net de TVA

Réforme des VL des établissements industriels

A

Pour les communes appartenant à un groupement soumis à FPU :

- 1- Le taux moyen national de TH ne prend en compte que la fraction locale de cet impôt.
- 2- La fraction intercommunale du potentiel fiscal TH (bases x TMN TH des EPCI) est répartie entre les communes membres en fonction de la population.
- 3- La TAFNB de l'EPCI est proratisée en fonction de la population.
- 4- La fraction de potentiel fiscal TH évaluée au niveau de l'EPCI était jusqu'ici considérée comme une composante du potentiel fiscal 3 taxes, pour le calcul de l'effort fiscal. Le produit de TVA de l'EPCI sera lui aussi réparti en fonction de l'EPCI. Mais ni le produit de TVA se substituant à la fraction intercommunale de la TH RP ne sera lui, pas pris en compte dans le calcul de l'effort fiscal. Ceci explique la définition du potentiel fiscal 3 taxes que pour des raisons de simplification nous prenons en compte.

Proposition à partir de 2022

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV

+

Bases $n-1$ de TFB x Taux local de TFB_{2020 commune + département} x CCR

+

Bases $n-1$ de TFB x (TMN TFB - Taux local de TFB_{2020 commune + département})

+

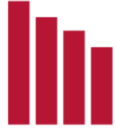
Compensation FB établissements industriels $n-1$ X CCR

+

A

Rappel :

Le coefficient correcteur mentionné au B du IV de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 assure, l'année de mise en œuvre de la réforme l'identité entre les produits supprimés et les produits de remplacement.
Il s'applique ensuite annuellement aux produits de TFB communaux, évalués en fonction des taux de TFB 2020 (commune + département).



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal 3 taxes

Produit communal perçu TFB_{n-1} à pression fiscale constante
+
Bases_{n-1} de TFB x TMN TFB
-
Bases_{n-1} de TFB x Taux local de TFB₂₀₂₀ commune + département

Produit communal perçu TFB_{n-1} à pression fiscale constante
+
Potentiel fiscal TFB commune + département définition actuelle
-
(Produit communal perçu TFB_{n-1} à pression fiscale constante
+ surcompensation à pression fiscale constante
- sous compensation à pression fiscale constante)

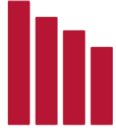
Potentiel fiscal TFB commune + département définition actuelle
- surcompensation à pression fiscale constante
+ sous compensation à pression fiscale constante

Proposition à partir de 2022

Bases_{n-1} TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV
+
Bases_{n-1} de TFB x Taux local de TFB₂₀₂₀ commune + département x CCR
+
Bases_{n-1} de TFB x (TMN TFB - Taux local de TFB₂₀₂₀ commune + département)
+
Compensation FB établissements industriels_{n-1} X CCR

Potentiel fiscal TFB définition actuelle de la commune
+ Potentiel fiscal TFB définition actuelle du département sur la commune

+ Produit égal à la différence positive ou négative définie en 2020 entre les ressources avant réforme et les ressources après réforme, annuellement indexée comme la croissance des bases de TFB



Le potentiel fiscal 4 taxes : équations comparées (Communes en FPU)

Actuellement

Bases brutes de TH_{commune} x 16,7684%
+ Bases brutes de TFB_{commune} x 21,1660%

+ Bases brutes de TFNB_{commune} x 49,6860%

+ Bases brutes de TH_{EPCI} x 9,2703%

+ TAFNB_{EPCI}

+ DCRTTP +/- FNGIR_{commune}

+ Mines, Jeux, Eaux_{commune}

+ Attribution de Compensation_{commune}

+ Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,4468%

+ CVAE_{EPCI}

+ IFER_{EPCI}

+ TASCOT_{EPCI}

+ Part SPS de la DC_{EPCI}

+ DCRTTP +/- FNGIR_{EPCI}

+ Prél Jeux_{EPCI}

- ∑ AC_{communes}

Article 252 LF 2021

Bases brutes de TH RS LV_{commune} x 16,7684%
+ Bases brutes de TFB_{commune} x Taux2020* x CCR**
+ Bases brutes de TFB_{commune} x (37,4265%*** - Taux2020) x CCR
+ Compensation FB industriel_{commune} x CCR

+ Bases brutes de TFNB_{commune} x 49,6860%

+ Bases brutes de TH RS LV_{EPCI} x 9,2703%

+ Produit TVA_{EPCI}

+ TAFNB_{EPCI}

+ DCRTTP +/- FNGIR_{commune}

+ Mines, Jeux, Eaux_{commune}

+ Attribution de Compensation_{commune}

+ Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,4468%

+ Compensation CFE industrielle_{EPCI}

+ CVAE_{EPCI}

+ IFER_{EPCI}

+ TASCOT_{EPCI}

+ Part SPS de la DC_{EPCI}

+ DCRTTP +/- FNGIR_{EPCI}

+ Prél Jeux_{EPCI}

- ∑ AC_{communes}

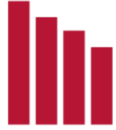
PRORATA
POPULATION

PRORATA
POPULATION

* Il s'agit de la somme des taux communaux et départementaux de FB pour l'année 2020.

** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

*** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour l'année 2022, correspondant à la somme du taux moyen communal (21,166%) et du taux moyen départemental (16,2605%).



Le potentiel fiscal 4 taxes des communes : ce qui change (communes en FPU)

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Potentiel fiscal TH_{commune} résidences principales
=
Bases_{n-1} TH RP x Taux moyen national de TH

Potentiel fiscal TFB définition **départementale** actuelle sur commune
+/- Différence de produit communal FB (fonction du CCR)

Bases_{n-1} de TFB étab^{ts} industriels_{commune} x Taux moyen national de TFB

Bases_{n-1} de TFB étab^{ts} industriels_{commune} x **Taux local d'imposition 2020**

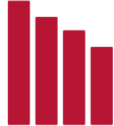
Potentiel fiscal TH_{EPCI} résidences principales

Répartition
population

**Produit de TVA_{EPCI} ⇔ Ancien produit TH_{EPCI} y compris compensation TH
indexé sur TVA**

Bases de CFE étab^{ts} industriels_{EPCI} x Taux moyen national de CFE_{EPCI}

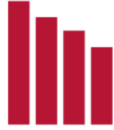
Bases de CFE étab^{ts} industriels_{EPCI} x **Taux d'imposition 2020_{EPCI}**



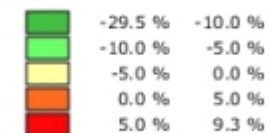
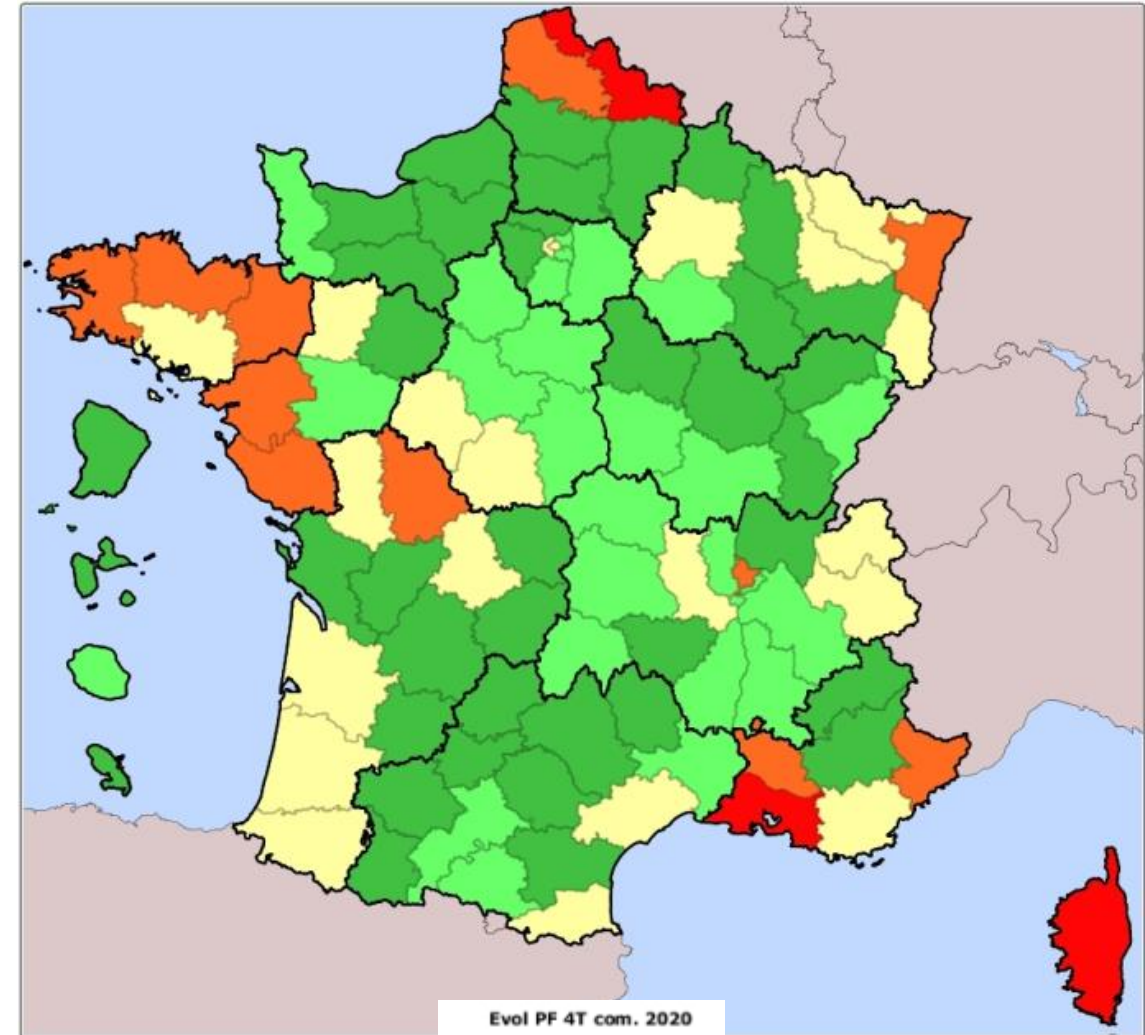
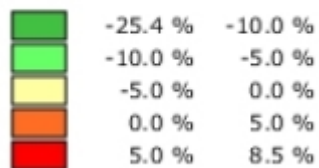
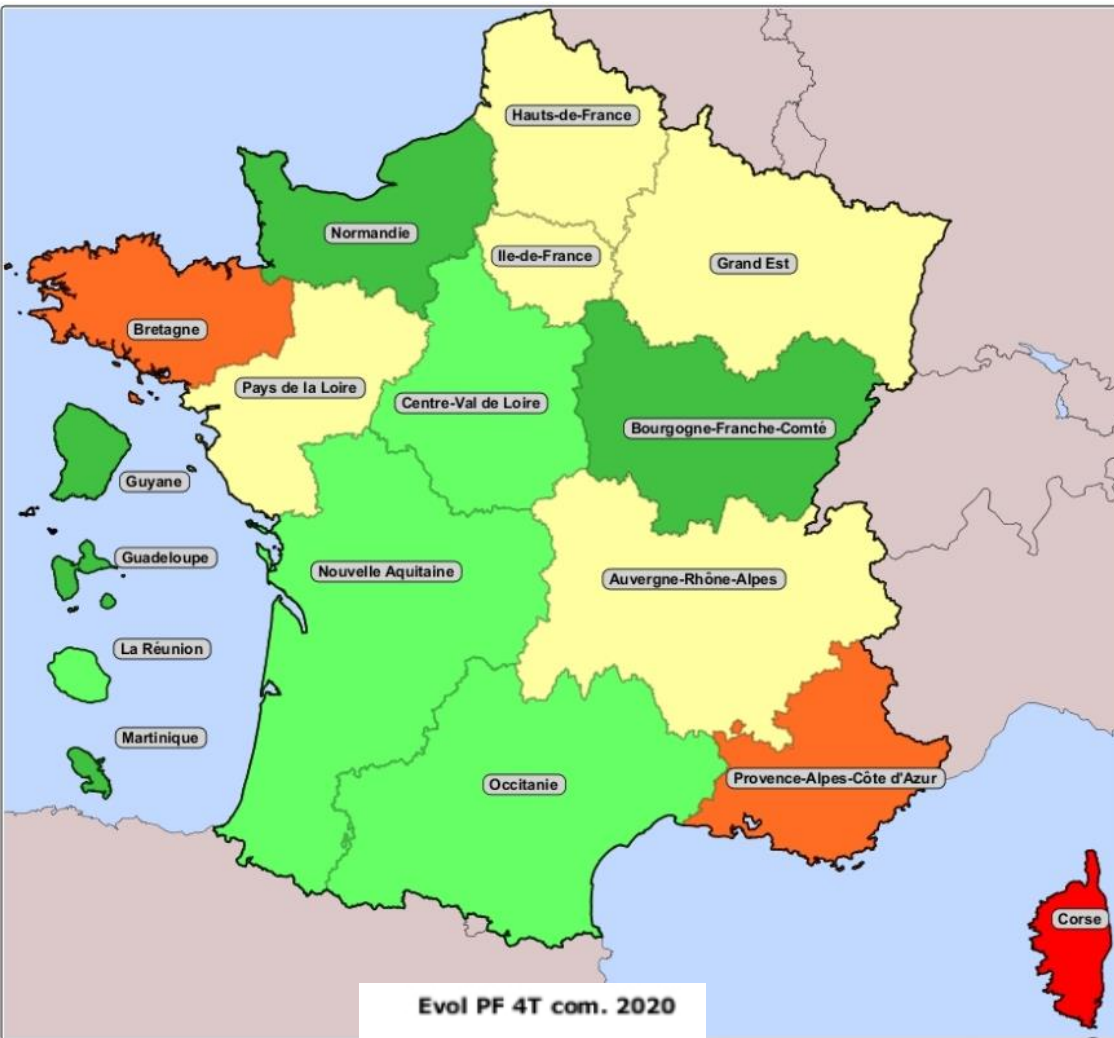
Impact sur les moyennes

Strates de population	Potentiel fiscal actuel moyen par habitant	Potentiel fiscal simulé moyen par habitant	variation absolue	variation relative
Strate 1	580 €	501 €	-79 €	-13,55%
Strate 2	659 €	571 €	-88 €	-13,36%
Strate 3	724 €	643 €	-82 €	-11,27%
Strate 4	801 €	725 €	-76 €	-9,51%
Strate 5	876 €	806 €	-70 €	-7,97%
Strate 6	935 €	877 €	-58 €	-6,18%
Strate 7	993 €	938 €	-55 €	-5,56%
Strate 8	1 026 €	978 €	-48 €	-4,68%
Strate 9	1 058 €	1 009 €	-49 €	-4,63%
Strate 10	1 083 €	1 046 €	-37 €	-3,41%
Strate 11	1 147 €	1 144 €	-2 €	-0,20%
Strate 12	1 160 €	1 140 €	-19 €	-1,68%
Strate 13	1 282 €	1 278 €	-4 €	-0,32%
Strate 14	1 107 €	1 097 €	-10 €	-0,92%
Strate 15	1 544 €	1 593 €	49 €	3,19%
Moyenne	989 €	946 €	-43 €	-4,37%

Catégories	Potentiel fiscal actuel moyen par habitant	Potentiel fiscal simulé moyen par habitant	variation absolue	variation relative
Fiscalité additionnelle	812 €	728 €	-84 €	-10,31%
Fiscalité professionnelle de zone	765 €	624 €	-141 €	-18,39%
Fiscalité professionnelle unique	999 €	960 €	-40 €	-3,96%
Isolées	754 €	746 €	-8 €	-1,07%
Moyenne	989 €	946 €	-43 €	-4,37%



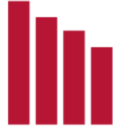
Les impacts pour les communes sur le territoire national





Les impacts pour les communes : regroupement par région

Régions	PF 4T actuel moyen des communes par hbt	PF 4T simulé moyen des communes par hbt	Ecart par hbt	Ecart en %	Nb de com. avec PF qui augmente	Nb de com. avec PF qui diminue	% de com. avec PF qui augmente	% de com. avec PF qui diminue
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	1 048 €	1 000 €	-48 €	-4,6%	314	3 716	7,8%	92,2%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	833 €	738 €	-95 €	-11,4%	195	3 507	5,3%	94,7%
BRETAGNE	763 €	773 €	11 €	1,4%	473	735	39,2%	60,8%
CENTRE-VAL DE LOIRE	849 €	798 €	-50 €	-6,0%	169	1 588	9,6%	90,4%
CORSE	710 €	770 €	60 €	8,5%	317	43	88,1%	11,9%
GRAND EST	888 €	855 €	-33 €	-3,8%	556	4 565	10,9%	89,1%
HAUTS-DE-France	827 €	821 €	-6 €	-0,7%	561	3 228	14,8%	85,2%
ILE-DE-FRANCE	1 477 €	1 407 €	-70 €	-4,8%	78	1 190	6,2%	93,8%
NORMANDIE	866 €	754 €	-112 €	-12,9%	82	2 570	3,1%	96,9%
NOUVELLE AQUITAINE	868 €	816 €	-52 €	-6,0%	389	3 925	9,0%	91,0%
OCCITANIE	806 €	736 €	-70 €	-8,7%	557	3 897	12,5%	87,5%
PAYS DE LA LOIRE	843 €	830 €	-13 €	-1,6%	463	775	37,4%	62,6%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	1 092 €	1 126 €	34 €	3,1%	189	757	20,0%	80,0%
GUADELOUPE	657 €	506 €	-151 €	-23,0%	2	30	6,3%	93,8%
GUYANE	389 €	298 €	-92 €	-23,5%	3	19	13,6%	86,4%
LA REUNION	755 €	714 €	-41 €	-5,4%	6	18	25,0%	75,0%
MARTINIQUE	728 €	650 €	-79 €	-10,8%	2	32	5,9%	94,1%
MAYOTTE	191 €	207 €	16 €	8,1%	14	3	82,4%	17,6%
Total	989 €	946 €	-43 €	-4,4%	4 370	30 598	12,5%	87,5%



Les impacts pour les communes : regroupement par département



	PF 4T actuel moyen des communes par hbt	PF 4T simulé moyen des communes par hbt	Ecart par hbt	Evolution	Nb de com. avec PF qui augmente	Nb de com. avec PF qui diminue	% de com. avec PF qui augmente	% de com. avec PF qui diminue
AIN	974 €	873 €	-101 €	-10%	4	389	1,0%	99,0%
AINSE	727 €	574 €	-152 €	-21%	2	798	0,3%	99,8%
ALLIER	845 €	774 €	-71 €	-8%	7	310	2,2%	97,8%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	920 €	800 €	-121 €	-13%	13	185	6,6%	93,4%
HAUTES-ALPES	758 €	573 €	-185 €	-24%	10	152	6,2%	93,8%
ALPES-MARITIMES	1 185 €	1 233 €	48 €	4%	80	83	49,1%	50,9%
ARDECHE	728 €	667 €	-61 €	-8%	28	307	8,4%	91,6%
ARDENNES	751 €	673 €	-78 €	-10%	46	403	10,2%	89,8%
ARIEGE	763 €	690 €	-73 €	-10%	65	262	19,9%	80,1%
AUBE	792 €	740 €	-52 €	-7%	16	415	3,7%	96,3%
AUDE	627 €	540 €	-86 €	-14%	129	304	29,8%	70,2%
AVEYRON	782 €	694 €	-88 €	-11%	16	269	5,6%	94,4%
BOUCHES-DU-RHONE	1 159 €	1 267 €	108 €	9%	56	63	47,1%	52,9%
CALVADOS	814 €	710 €	-104 €	-13%	13	515	2,5%	97,5%
CANTAL	639 €	607 €	-32 €	-5%	42	204	17,1%	82,9%
CHARENTE	835 €	715 €	-120 €	-14%	2	364	0,5%	99,5%
CHARENTE-MARITIME	797 €	684 €	-112 €	-14%	6	457	1,3%	98,7%
CHER	768 €	730 €	-39 €	-5%	27	260	9,4%	90,6%
CORREZE	835 €	718 €	-117 €	-14%	6	274	2,1%	97,9%
COTE-D'OR	963 €	811 €	-152 €	-16%	6	692	0,9%	99,1%
COTES-D'ARMOR	643 €	669 €	26 €	4%	224	124	64,4%	35,6%
CREUSE	561 €	502 €	-59 €	-10%	25	231	9,8%	90,2%
DORDOGNE	686 €	541 €	-145 €	-21%	3	502	0,6%	99,4%
DOUBS	937 €	873 €	-64 €	-7%	22	551	3,8%	96,2%
DROME	979 €	902 €	-77 €	-8%	37	327	10,2%	89,8%
EURE	767 €	682 €	-85 €	-11%	23	562	3,9%	96,1%
EURE-ET-LOIR	784 €	713 €	-70 €	-9%	6	359	1,6%	98,4%
FINISTERE	791 €	812 €	21 €	3%	96	181	34,7%	65,3%
CORSE-DU-SUD	801 €	875 €	75 €	9%	111	13	89,5%	10,5%
HAUTE-CORSE	628 €	675 €	47 €	8%	206	30	87,3%	12,7%
GARD	762 €	699 €	-63 €	-8%	18	333	5,1%	94,9%
HAUTE-GARONNE	1 031 €	958 €	-73 €	-7%	56	530	9,6%	90,4%
HERAULT	545 €	447 €	-98 €	-18%	101	360	21,9%	78,1%
GIRONDE	1 022 €	1 008 €	-14 €	-1%	37	498	6,9%	93,1%
HERAULT	818 €	814 €	-5 €	-1%	69	273	20,2%	79,8%
ILLE-ET-VILAINE	800 €	813 €	12 €	2%	95	238	28,5%	71,5%
INDRE	771 €	744 €	-26 €	-3%	91	150	37,8%	62,2%
INDRE-ET-LOIRE	834 €	824 €	-9 €	-1%	34	238	12,5%	87,5%
ISERE	1 102 €	1 020 €	-82 €	-7%	31	481	6,1%	93,9%
JURA	748 €	640 €	-108 €	-14%	101	393	20,4%	79,6%
LANDES	819 €	797 €	-22 €	-3%	83	244	25,4%	74,6%
LOIR-ET-CHE	772 €	703 €	-70 €	-9%	5	262	1,9%	98,1%
LOIRE	891 €	869 €	-22 €	-2%	12	311	3,7%	96,3%
HAUTE-LOIRE	752 €	650 €	-102 €	-14%	19	238	7,4%	92,6%
LOIRE-ATLANTIQUE	969 €	1 009 €	40 €	4%	108	99	52,2%	47,8%
LOIRET	1 005 €	927 €	-79 €	-8%	6	319	1,8%	98,2%
LOT	724 €	579 €	-145 €	-20%	0	313	0,0%	100,0%
LOT-ET-GARONNE	739 €	593 €	-146 €	-20%	3	316	0,9%	99,1%
LOZERE	647 €	509 €	-138 €	-21%	2	150	1,3%	98,7%
MAINE-ET-LOIRE	771 €	703 €	-69 €	-9%	5	172	2,8%	97,2%
MANCHE	762 €	690 €	-72 €	-10%	23	423	5,2%	94,8%

	PF 4T actuel moyen des communes par hbt	PF 4T simulé moyen des communes par hbt	Ecart par hbt	Evolution	Nb de com. avec PF qui augmente	Nb de com. avec PF qui diminue	% de com. avec PF qui augmente	% de com. avec PF qui diminue
MARNE	978 €	975 €	-4 €	0%	174	439	28,4%	71,6%
HAUTE-MARNE	702 €	625 €	-77 €	-11%	56	370	13,1%	86,9%
MAYENNE	768 €	766 €	-3 €	0%	164	78	67,8%	32,2%
MEURTHE-ET-MOSELLE	837 €	829 €	-7 €	-1%	59	532	10,0%	90,0%
MEUSE	645 €	524 €	-121 €	-19%	38	461	7,6%	92,4%
MORBIHAN	774 €	758 €	-16 €	-2%	58	192	23,2%	76,8%
MOSELLE	892 €	853 €	-39 €	-4%	27	698	3,7%	96,3%
NIEVRE	732 €	662 €	-70 €	-10%	16	293	5,2%	94,8%
NORD	922 €	983 €	61 €	7%	256	392	39,5%	60,5%
OISE	831 €	735 €	-96 €	-12%	20	659	2,9%	97,1%
ORNE	625 €	504 €	-121 €	-19%	20	365	5,2%	94,8%
PAS-DE-CALAIS	733 €	746 €	13 €	2%	222	668	24,9%	75,1%
PUY-DE-DOME	901 €	823 €	-78 €	-9%	19	445	4,1%	95,9%
PYRENEES-ATLANTIQUES	1 012 €	1 000 €	-12 €	-1%	69	477	12,6%	87,4%
HAUTES-PYRENEES	717 €	607 €	-110 €	-15%	32	437	6,8%	93,2%
PYRENEES-ORIENTALES	760 €	729 €	-32 €	-4%	60	166	26,5%	73,5%
BAS-RHIN	982 €	987 €	5 €	1%	78	436	15,2%	84,8%
HAUT-RHIN	1 005 €	961 €	-44 €	-4%	26	340	7,1%	92,9%
RHONE	1 012 €	949 €	-63 €	-6%	22	186	10,6%	89,4%
MET DE LYON	1 378 €	1 412 €	34 €	2%	17	42	28,8%	71,2%
HAUTE-SAONE	655 €	479 €	-176 €	-27%	10	529	1,9%	98,1%
SAONE-ET-LOIRE	805 €	760 €	-45 €	-6%	32	533	5,7%	94,3%
SARTHE	788 €	682 €	-106 €	-13%	17	337	4,8%	95,2%
SAVOIE	1 191 €	1 163 €	-28 €	-2%	47	226	17,2%	82,8%
HAUTE-SAVOIE	1 104 €	1 055 €	-48 €	-4%	29	250	10,4%	89,6%
PARIS	2 298 €	2 257 €	-41 €	-2%	0	1	0,0%	100,0%
SEINE-MARITIME	1 048 €	903 €	-144 €	-14%	3	705	0,4%	99,6%
SEINE-ET-MARNE	968 €	913 €	-55 €	-6%	35	472	6,9%	93,1%
YVELINES	1 374 €	1 219 €	-154 €	-11%	4	255	1,5%	98,5%
DEUX-SEVRES	748 €	744 €	-4 €	-1%	74	182	28,9%	71,1%
SOMME	734 €	649 €	-84 €	-11%	64	344	7,0%	93,0%
TARN	703 €	552 €	-151 €	-22%	8	306	2,5%	97,5%
TARN-ET-GARONNE	719 €	570 €	-148 €	-21%	1	194	0,5%	99,5%
VAR	1 000 €	973 €	-27 €	-3%	13	140	8,5%	91,5%
VAUCLUSE	1 027 €	1 031 €	3 €	0%	17	134	11,3%	88,7%
VENDEE	753 €	764 €	11 €	1%	169	89	65,5%	34,5%
VIENNE	790 €	797 €	7 €	1%	35	231	13,2%	86,8%
HAUTE-VIENNE	834 €	808 €	-26 €	-3%	46	149	23,6%	76,4%
VOSGES	728 €	635 €	-94 €	-13%	36	471	7,1%	92,9%
YONNE	738 €	651 €	-87 €	-12%	8	415	1,9%	98,1%
TERRITOIRE DE BELFORT	907 €	823 €	-84 €	-9%	0	101	0,0%	100,0%
ESSONNE	1 156 €	1 067 €	-89 €	-8%	6	188	3,1%	96,9%
HAUTS-DE-SEINE	1 924 €	1 914 €	-10 €	0%	13	23	36,1%	63,9%
SEINE-ST-DENIS	1 187 €	1 119 €	-68 €	-6%	5	35	12,5%	87,5%
VAL-DE-MARNE	1 264 €	1 194 €	-70 €	-6%	12	35	25,5%	74,5%
VAL-D'OISE	1 031 €	923 €	-108 €	-10%	3	181	1,6%	98,4%
GUADELOUPE	657 €	506 €	-151 €	-23%	2	30	6,3%	93,8%
MARTINIQUE	728 €	650 €	-79 €	-11%	2	32	5,9%	94,1%
GUYANE	389 €	298 €	-92 €	-24%	3	19	13,6%	86,4%
REUNION	755 €	714 €	-41 €	-5%	6	18	25,0%	75,0%
MAYOTTE	191 €	207 €	16 €	8%	14	3	82,4%	17,6%
Total	989 €	946 €	-43 €	-4%	4 370	30 598	12,5%	87,5%



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de la seule année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que le potentiel fiscal de chaque commune est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à égaliser les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels.

Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir :

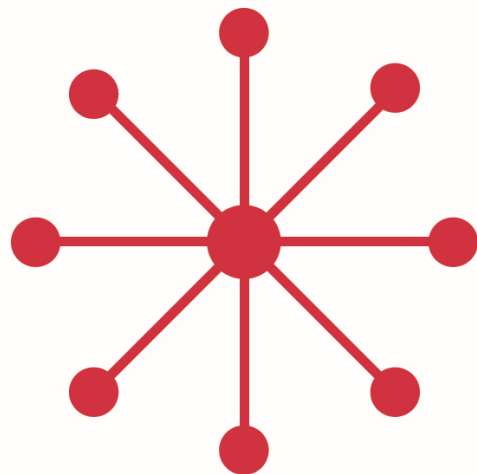
- De la différence entre les produits pris en compte pour calculer le PF 2021 au titre de la TH, de la TVA et du FB et les produits pris en compte pour la détermination du PF en 2022 au titre de ces mêmes taxes.
- De la différence entre le produit potentialisé des bases perdues au titre du FB et de la CFE suite à la révision des valeurs locatives industrielles et les compensations effectives au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal

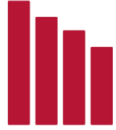
Au B du III du même article, il est précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90% dans le calcul du potentiel fiscal 2023, à hauteur de 80% dans le calcul du potentiel fiscal 2024, à hauteur de 60% dans le calcul du potentiel fiscal 2025, à hauteur de 40% dans le calcul du potentiel fiscal 2026 et à hauteur de 20% dans le calcul du potentiel fiscal 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation du potentiel fiscal seront donc prises en compte intégralement.



5.2.2

L'effort fiscal



L'effort fiscal : équations comparées

Actuellement

Numérateur

(Produit TH + Produits FB + Produits FNB + TAFNB + TEOM/REOM)_{commune et EPCI}

Effort
fiscal =

Dénominateur

Définition spécifique

POTENTIEL FISCAL global 3 TAXES

Bases brutes de TFB _{commune}	x	21,1660%
+ Bases brutes de TFB _{commune}	x	49,6860%
+ Bases brutes de TH _{commune}	x	24,5564%
+ TAFNB _{commune}		
+ TAFNB _{EPCI sur commune}		

Article 252 LF 2021

Numérateur

Produit TH RS LV_{commune et EPCI} + Produits FB_{commune et EPCI} (y compris fraction départementale) + Produits FNB_{commune et EPCI} + TAFNB_{commune et EPCI} + TEOM/REOM_{commune et EPCI}

Dénominateur

Définition spécifique

POTENTIEL FISCAL rénové 3 TAXES

Bases brutes de TFB _{commune}	x	(21,1660% + 16,7684% - Taux 2020)*
+ Bases brutes de TFB _{EPCI/commune}	x	1,8000%**
+ Bases brutes de TFB _{commune}	x	Taux 2020 x CCR***
+ Bases brutes de TH RS LV _{commune}	x	24,5564%
+ Bases brutes de TFB _{commune}	x	49,6860%
+ TAFNB _{commune}		
+ TAFNB _{EPCI sur commune}		

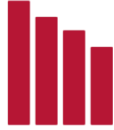
Voir développements
précédents

La nouvelle définition de l'effort fiscal conduit à remplacer la prise en compte de la pression subie par les contribuables au titre de la taxe d'habitation relative à leur résidence principale par celle subie au titre de l'ancienne part départementale de TFB

* Le « Taux2020 » est égal à la somme des taux FB 2020 de la commune et du département.

** Il s'agit de l'estimation du taux moyen national « FB » des EPCI (nouvelles données).

*** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.



L'effort fiscal : ce qui change

Ce que l'on enlève

Produit TH commune + EPCI **résidences principales**
y compris compensation TH

Produit FB commune + EPCI **établissements industriels**

Ce que l'on ajoute

Ex produit départemental de TFB commune **majoré ou minoré (CCR)**

Potentiel fiscal TH commune + EPCI **résidences principales**

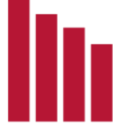
Potentiel FB commune **établissements industriels**

Potentiel fiscal FB définition départementale actuelle sur commune
+/- Différence de produit communal FB (fonction du CCR)

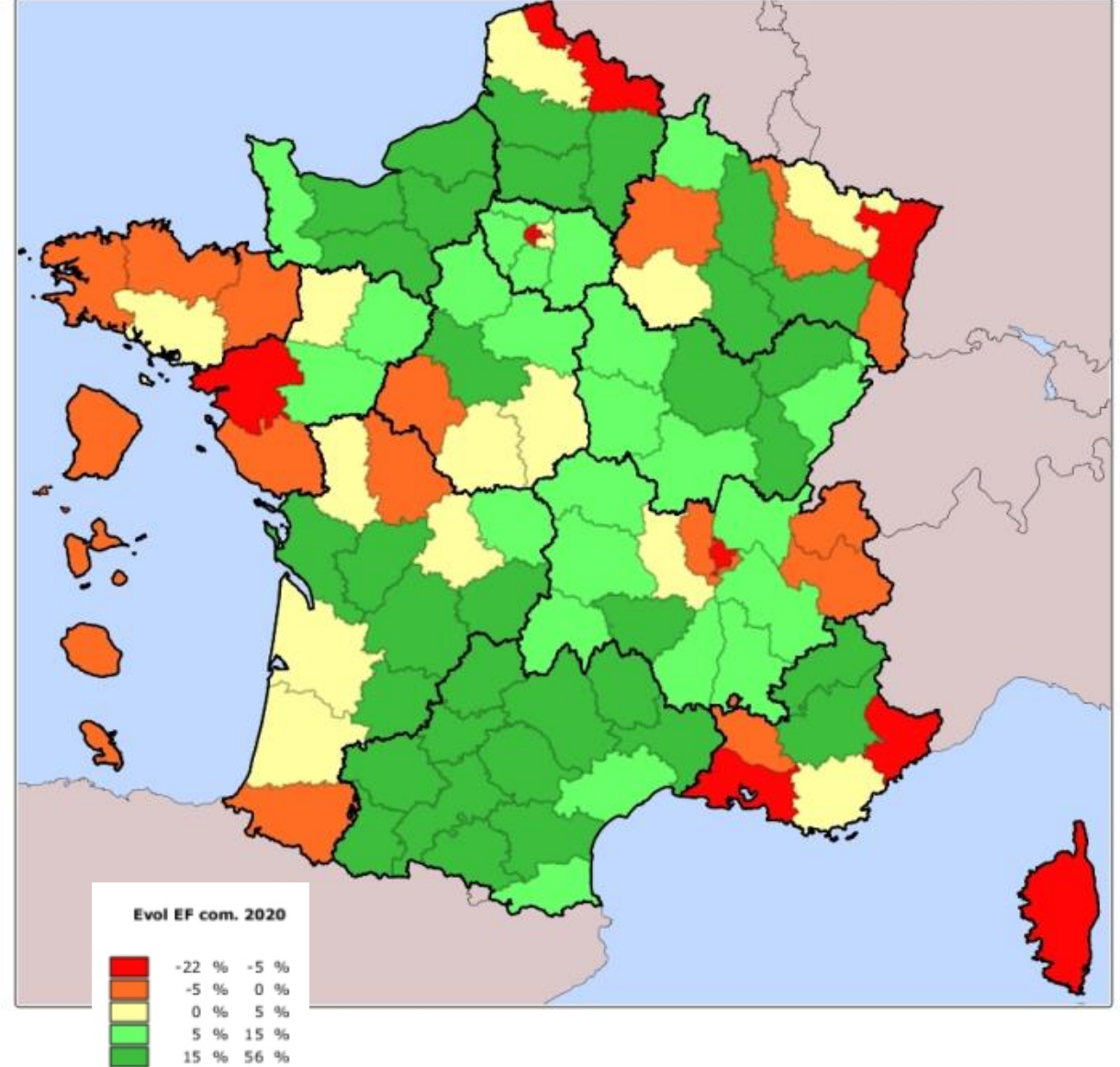
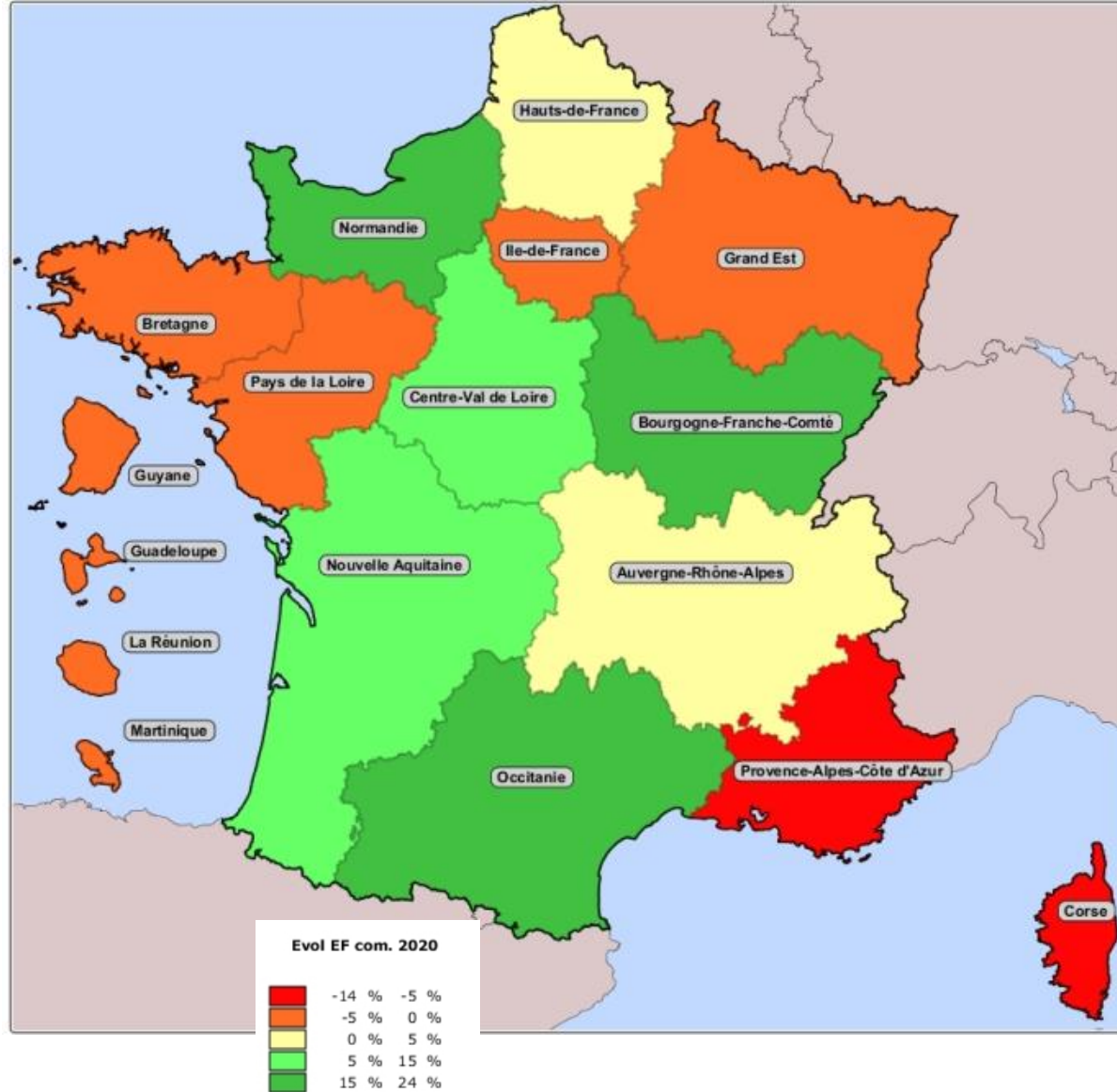
Potentiel fiscal FB intercommunal sur commune (nouveau)

Numérateur

Dénominateur



Les impacts pour les communes sur le territoire national

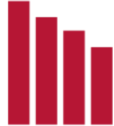


Nb : les simulations réalisées doivent être appréciées prudemment compte tenu des difficultés à mesurer le poids des bases de FB relatives aux établissements industriels.

Les impacts pour les communes : regroupement par région

Régions	EF actuel	EF simulé	Evolution absolue	Evolution %	Nb de com. avec EF qui augmente	Nb de com. avec EF qui diminue	% de com. avec EF qui augmente	% de com. avec EF qui diminue
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	1,107	1,139	3,2%	2,9%	3 410	620	84,6%	15,4%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	1,091	1,265	17,4%	15,9%	3 611	91	97,5%	2,5%
BRETAGNE	1,240	1,213	-2,7%	-2,2%	777	431	64,3%	35,7%
CENTRE-VAL DE LOIRE	1,217	1,308	9,1%	7,5%	1 500	257	85,4%	14,6%
CORSE	1,276	1,091	-18,4%	-14,5%	11	349	3,1%	96,9%
GRAND EST	1,118	1,115	-0,3%	-0,3%	3 999	1 122	78,1%	21,9%
HAUTS-DE-France	1,413	1,458	4,5%	3,2%	3 326	463	87,8%	12,2%
ILE-DE-FRANCE	0,822	0,809	-1,3%	-1,6%	1 112	156	87,7%	12,3%
NORMANDIE	1,190	1,471	28,0%	23,5%	2 617	35	98,7%	1,3%
NOUVELLE AQUITAINE	1,225	1,323	9,8%	8,0%	3 757	557	87,1%	12,9%
OCCITANIE	1,344	1,591	24,7%	18,4%	4 331	123	97,2%	2,8%
PAYS DE LA LOIRE	1,259	1,254	-0,5%	-0,4%	757	481	61,1%	38,9%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	1,308	1,222	-8,7%	-6,6%	665	281	70,3%	29,7%
Total	1,116	1,141	2,4%	2,2%	29 873	4 966	85,7%	14,3%

Nb : les simulations réalisées doivent être appréciées prudemment compte tenu des difficultés à mesurer le poids des bases de FB relatives aux établissements industriels.



Les impacts pour les communes : regroupement par département

	EF actuel	EF simulé	Evolution absolue	Evolution %	Nb de com. avec EF qui augmente	Nb de com. avec EF qui diminue	% de com. avec EF qui augmente	% de com. avec EF qui diminue
AIN	0,872	0,939	6,7%	7,7%	331	62	84,2%	15,8%
AISNE	1,151	1,647	49,6%	43,1%	799	1	99,9%	0,1%
ALLIER	1,148	1,310	16,3%	14,2%	306	11	96,5%	3,5%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1,210	1,480	26,9%	22,3%	186	12	93,9%	6,1%
HAUTES-ALPES	1,200	1,649	44,9%	37,4%	152	10	93,8%	6,2%
ALPES-MARITIMES	1,212	1,080	-13,1%	-10,9%	16	147	9,8%	90,2%
ARDECHE	1,074	1,191	11,7%	10,9%	325	10	97,0%	3,0%
ARDENNES	1,237	1,399	16,3%	13,2%	425	24	94,7%	5,3%
ARIEGE	1,221	1,410	18,9%	15,5%	317	10	96,9%	3,1%
AUBE	1,149	1,188	4,0%	3,4%	370	61	85,8%	14,2%
AUDE	1,621	2,203	58,1%	35,9%	414	19	95,6%	4,4%
AVEYRON	1,124	1,331	20,8%	18,5%	268	17	94,0%	6,0%
BOUCHES-DU-RHONE	1,519	1,316	-20,3%	-13,4%	59	60	49,6%	50,4%
CALVADOS	1,148	1,382	23,3%	20,3%	525	3	99,4%	0,6%
CANTAL	1,352	1,520	16,8%	12,5%	239	7	97,2%	2,8%
CHARENTE	1,209	1,535	32,6%	27,0%	362	4	98,9%	1,1%
CHARENTE-MARITIME	1,178	1,418	24,0%	20,4%	452	11	97,6%	2,4%
CHER	1,213	1,257	4,4%	3,6%	245	42	85,4%	14,6%
CORREZE	1,104	1,375	27,1%	24,6%	269	11	96,1%	3,9%
COTE-D'OR	1,053	1,305	25,2%	23,9%	689	9	98,7%	1,3%
COTES-D'ARMOR	1,363	1,321	-4,2%	-3,1%	204	144	58,6%	41,4%
CREUSE	1,203	1,353	14,9%	12,4%	252	4	98,4%	1,6%
DORDOGNE	1,273	1,752	48,0%	37,7%	504	1	99,8%	0,2%
DOUBS	1,057	1,124	6,7%	6,3%	525	48	91,6%	8,4%
DROME	1,012	1,081	6,9%	6,8%	298	66	81,9%	18,1%
EURE	1,248	1,532	28,4%	22,8%	574	11	98,1%	1,9%
EURE-ET-LOIR	1,204	1,379	17,4%	14,5%	358	7	98,1%	1,9%
FINISTERE	1,210	1,152	-5,8%	-4,8%	140	137	50,5%	49,5%
CORSE-DU-SUD	1,253	1,080	-17,3%	-13,8%	9	115	7,3%	92,7%
HAUTE-CORSE	1,301	1,104	-19,8%	-15,2%	2	234	0,8%	99,2%
GARD	1,353	1,575	22,2%	16,4%	345	6	98,3%	1,7%
HAUTE-GARONNE	1,282	1,529	24,7%	19,3%	571	15	97,4%	2,6%
HERAULT	1,573	2,367	79,4%	50,5%	461	0	100,0%	0,0%
GERS	1,311	1,334	2,3%	1,7%	491	44	91,8%	8,2%
GIRONDE	1,492	1,569	7,7%	5,2%	318	24	93,0%	7,0%
ILLE-ET-VILAINE	1,273	1,257	-1,6%	-1,3%	265	68	79,6%	20,4%
INDRE	1,190	1,195	0,5%	0,4%	100	141	41,5%	58,5%
INDRE-ET-LOIRE	1,200	1,190	-1,1%	-0,9%	217	55	79,8%	20,2%
ISERE	1,191	1,322	13,1%	11,0%	447	65	87,3%	12,7%
JURA	1,057	1,367	31,0%	29,4%	491	3	99,4%	0,6%
LANDES	1,197	1,210	1,3%	1,1%	222	105	67,9%	32,1%
LOIR-ET-CHEER	1,303	1,523	22,1%	16,9%	262	5	98,1%	1,9%
LOIRE	1,139	1,156	1,7%	1,5%	303	20	93,8%	6,2%
HAUTE-LOIRE	1,084	1,323	23,9%	22,0%	252	5	98,1%	1,9%
LOIRE-ATLANTIQUE	1,300	1,204	-9,7%	-7,4%	62	145	30,0%	70,0%
LOIRET	1,213	1,356	14,3%	11,8%	318	7	97,8%	2,2%
LOT	1,149	1,521	37,3%	32,5%	313	0	100,0%	0,0%
LOT-ET-GARONNE	1,289	1,782	49,3%	38,3%	319	0	100,0%	0,0%
LOZERE	1,069	1,408	33,9%	31,7%	150	2	98,7%	1,3%
MAINE-ET-LOIRE	1,263	1,446	18,3%	14,5%	174	3	98,3%	1,7%

	EF actuel	EF simulé	Evolution absolue	Evolution %	Nb de com. avec EF qui augmente	Nb de com. avec EF qui diminue	% de com. avec EF qui augmente	% de com. avec EF qui diminue
MANCHE	1,172	1,291	11,9%	10,2%	441	5	98,9%	1,1%
MARNE	1,239	1,183	-5,6%	-4,5%	228	385	37,2%	62,8%
HAUTE-MARNE	1,227	1,437	21,0%	17,1%	406	20	95,3%	4,7%
MAYENNE	1,271	1,296	2,5%	1,9%	133	109	55,0%	45,0%
MEURTHE-ET-MOSELLE	1,157	1,136	-2,0%	-1,7%	480	111	81,2%	18,8%
MEUSE	1,180	1,460	27,9%	23,7%	471	28	94,4%	5,6%
MORBIHAN	1,157	1,167	1,0%	0,8%	168	82	67,2%	32,8%
MOSELLE	1,027	1,031	0,4%	0,4%	631	94	87,0%	13,0%
NIEVRE	1,150	1,279	12,9%	11,3%	303	6	98,1%	1,9%
NORD	1,571	1,418	-15,3%	-9,7%	389	259	60,0%	40,0%
OISE	1,200	1,402	20,3%	16,9%	649	30	95,6%	4,4%
ORNE	1,139	1,489	35,0%	30,7%	381	4	99,0%	1,0%
PAS-DE-CALAIS	1,441	1,470	2,9%	2,0%	759	131	85,3%	14,7%
PUY-DE-DOME	1,202	1,377	17,5%	14,5%	458	6	98,7%	1,3%
PYRENEES-ATLANTIQUES	1,045	1,000	-4,6%	-4,4%	317	229	58,1%	41,9%
HAUTES-PYRENEES	1,205	1,512	30,7%	25,5%	459	10	97,9%	2,1%
PYRENEES-ORIENTALES	1,293	1,380	8,6%	6,7%	206	20	91,2%	8,8%
BAS-RHIN	1,125	1,033	-9,2%	-8,2%	223	291	43,4%	56,6%
HAUT-RHIN	1,021	1,018	-0,3%	-0,3%	296	70	80,9%	19,1%
RHONE	0,916	0,915	-0,1%	-0,1%	88	120	42,3%	57,7%
MET DE LYON	1,272	1,175	-9,8%	-7,7%	21	38	35,6%	64,4%
HAUTE-SAONE	0,902	1,312	41,0%	45,5%	536	3	99,4%	0,6%
SAONE-ET-LOIRE	1,228	1,331	10,3%	8,4%	551	14	97,5%	2,5%
SARTHE	1,204	1,303	9,9%	8,2%	340	14	96,0%	4,0%
SAVOIE	1,057	1,034	-2,4%	-2,2%	173	100	63,4%	36,6%
HAUTE-SAVOIE	0,938	0,931	-0,6%	-0,7%	169	110	60,6%	39,4%
PARIS	0,455	0,356	-9,9%	-21,7%	0	1	0,0%	100,0%
SEINE-MARITIME	1,209	1,575	36,6%	30,3%	696	12	98,3%	1,7%
SEINE-ET-MARNE	1,244	1,344	10,0%	8,0%	477	30	94,1%	5,9%
YVELINES	0,831	0,889	5,8%	6,9%	237	22	91,5%	8,5%
DEUX-SEVRES	1,359	1,397	3,8%	2,8%	212	44	82,8%	17,2%
SOMME	1,329	1,570	24,1%	18,1%	730	42	94,6%	5,4%
TARN	1,251	1,947	69,7%	55,7%	314	0	100,0%	0,0%
TARN-ET-GARONNE	1,326	1,938	61,2%	46,2%	195	0	100,0%	0,0%
VAR	1,211	1,212	0,2%	0,1%	128	25	83,7%	16,3%
VAUCLUSE	1,215	1,205	-1,0%	-0,8%	124	27	82,1%	17,9%
VENDEE	1,201	1,151	-5,0%	-4,1%	48	210	18,6%	81,4%
Vienne	1,266	1,236	-3,0%	-2,3%	192	74	72,2%	27,8%
HAUTE-VIENNE	1,194	1,233	3,9%	3,3%	165	30	84,6%	15,4%
VOSGES	1,122	1,329	20,7%	18,4%	469	38	92,5%	7,5%
YONNE	1,155	1,315	16,0%	13,9%	417	6	98,6%	1,4%
TERRITOIRE DE BELFORT	0,973	1,074	10,1%	10,4%	99	2	98,0%	2,0%
ESSONNE	1,060	1,119	5,9%	5,5%	176	18	90,7%	9,3%
HAUTS-DE-SEINE	0,740	0,698	-4,2%	-5,7%	9	27	25,0%	75,0%
SEINE-ST-DENIS	1,112	1,138	2,7%	2,4%	24	16	60,0%	40,0%
VAL-DE-MARNE	1,052	1,062	1,0%	1,0%	20	27	42,6%	57,4%
VAL-D'OISE	1,059	1,152	9,2%	8,7%	169	15	91,8%	8,2%
Total	1,116	1,141	2,4%	2,2%	29 873	4 966	85,7%	14,3%

Nb : les simulations réalisées doivent être appréciées prudemment compte tenu des difficultés à mesurer le poids des bases de FB relatives aux établissements industriels.



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de l'année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que l'effort fiscal de chaque commune est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à équilibrer les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels. Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir de la différence entre les produits pris en compte pour calculer l'effort fiscal 2021 au titre de la TH et du FB et les produits pris en compte pour la détermination de l'effort fiscal en 2022 au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition de l'effort fiscal

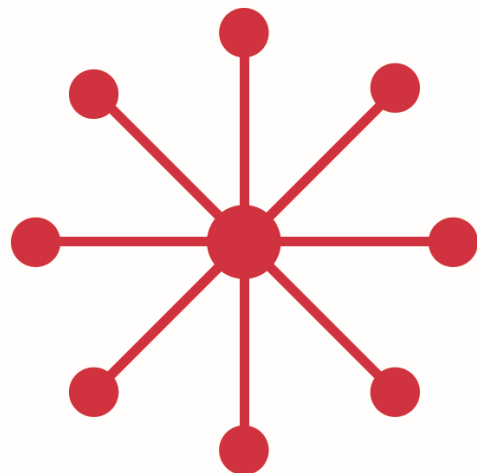
Au B du III du même article, il est par ailleurs précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90% dans le calcul de l'effort fiscal 2023, à hauteur de 80% dans le calcul de l'effort fiscal 2024, à hauteur de 60% dans le calcul de l'effort fiscal 2025, à hauteur de 40% dans le calcul de l'effort fiscal 2026 et à hauteur de 20% dans le calcul de l'effort fiscal 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation de l'effort fiscal seront donc prises en compte intégralement.

Suspension de l'écêtement de l'effort fiscal en 2022

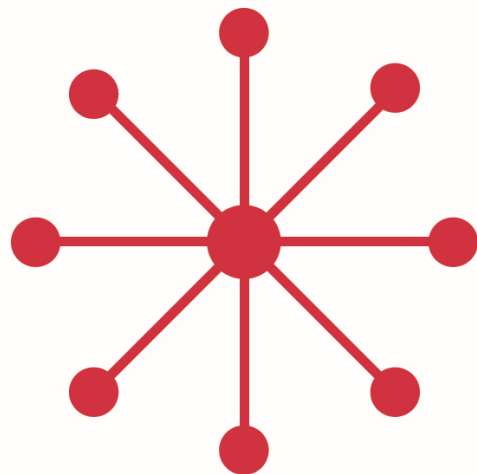
Les trois derniers alinéas de l'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales sont suspendus en 2022 :

- Le taux moyen pondéré d'une commune est égal au rapport entre la somme des produits des trois taxes directes locales [...] et la somme des bases nettes d'imposition communale de taxe foncière et de taxe d'habitation.
- Pour les communes dont l'augmentation du taux moyen pondéré est supérieure à l'augmentation du taux moyen pondéré taxes pour l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique, cette dernière augmentation est prise en compte pour le calcul du produit des impôts, taxes et redevances mentionné au deuxième alinéa.
- Pour les communes dont le taux moyen pondéré est inférieur à celui de l'année précédente, c'est ce dernier taux qui est pris en compte pour la détermination du produit des impôts, taxes et redevances mentionné au deuxième alinéa.



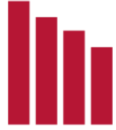
5.3

LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX



5.3.1

Le potentiel fiscal agrégé



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal agrégé

Jusqu'en 2021 inclus

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Bases $n-1$ de TFNB x Taux moyen national de TFNB

+ TAFNB (Com+EPCI) $n-1$

+ Produit $n-1$ CVAE (Com+EPCI)

+ Produit $n-1$ TASCOM (Com+EPCI)

+ Produit $n-1$ IFER (Com+EPCI)

+ Produit $n-1$ CVAE (Com+EPCI)

+ Redevance Mines et Surtaxes eaux $n-1$ (Com+EPCI)

+ Prélèvement Jeux $n-1$ (Com+EPCI)

+ DC RTP $n-1$ (Com+EPCI)

+ FNGIR $n-1$ (Com+EPCI)

+ Compensation SPS (Com+EPCI) $n-1$

Suppression TH RP, remplacée par produit net de TVA

Réforme des VL des établissements industriels

A

Proposition à partir de 2022

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV

+ Produit TVA $n-1$

+ \sum Bases $n-1$ de TFB x Taux local de TFB_{2020 commune + département} x CCR

+ \sum Bases $n-1$ de TFB x (TMN FB - Taux local de TFB_{2020 commune + département})

+ Bases $n-1$ de TFB (EPCI) x TMN FB (EPCI)

+ Compensation FB établissements industriels (EPCI) $n-1$

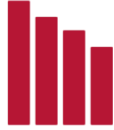
+ Compensation FB établissements industriels (Com) $n-1$ x CCR

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Compensation CFE établissements industriels (Com+EPCI) $n-1$

+

A



Le potentiel fiscal agrégé : équations comparées

Actuellement

$$\begin{aligned} & \sum \text{Bases brutes de TH}_{\text{communes}} \quad \times \quad 24,5564\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} \quad \times \quad 21,1660\% \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} & + \sum \text{Bases brutes de TFNB}_{\text{communes}} \quad \times \quad 49,6860\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de CFE}_{\text{communes}} \quad \times \quad 26,4468\% \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} & + \sum \text{TAFNB}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CVAE}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{IFER}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{TASCOM}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{Mines, Eaux}_{\text{communes}} \\ & + \sum \text{Prél Jeux}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{DCRTP +/- FNGIR}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CPS}_{\text{communes, EPCI}} \end{aligned}$$

Article 252 LF 2021

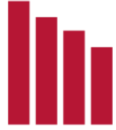
$$\begin{aligned} & \sum \text{Bases brutes de TH RS LV}_{\text{communes}} \quad \times \quad 24,5564\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} \quad \times \quad \text{Taux2020}^* \quad \times \quad \text{CCR}^{**} \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} \quad \times \quad (37,4265\%^{***} - \text{Taux2020}) \\ & + \text{Bases brutes de TFB}_{\text{EPCI}} \quad \times \quad 1,8000\%^{****} \\ & + \text{Produit TVA}_{\text{EPCI}} \\ & + \sum \text{Compensation FB industriel}_{\text{communes}} \quad \times \quad \text{CCR} \\ & + \text{Compensation FB industriel}_{\text{EPCI}} \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFNB}_{\text{communes}} \quad \times \quad 49,6860\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de CFE}_{\text{communes}} \quad \times \quad 26,4468\% \\ & + \sum \text{Compensation CFE industrielle}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{TAFNB}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CVAE}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{IFER}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{TASCOM}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{Mines, Eaux}_{\text{communes}} \\ & + \sum \text{Prél Jeux}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{DCRTP +/- FNGIR}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CPS}_{\text{communes, EPCI}} \end{aligned}$$

* Il s'agit de la somme des taux communaux et départementaux de FB pour l'année 2020.

** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

*** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour l'année 2022, correspondant à la somme du taux moyen communal (21,166%) et du taux moyen départemental (16,2605%).

**** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour les EPCI.



Le potentiel fiscal agrégé : ce qui change

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Potentiel fiscal TH_{EI} résidences principales
=
Bases_{n-1} TH RP_{communes} x Taux moyen national de TH

Produit TVA (compensation et rôles sup)_{n-1} ⇔ **compensation et rôles
supp. _{n-1} indexés TVA**

Produit TVA (RP)_{n-1} ⇔ **produit de TH RP_{n-1} indexé TVA**

Potentiel fiscal FB définition départementale actuelle sur commune
+/- Différence de produit communal FB (fonction du CCR)

Potentiel fiscal FB intercommunal (nouveau)

Potentiel FB_{communes} établissements industriels

Produit taux 2020 FB_{EPCI} établissements industriels

Produit taux 2020 FB_{communes} établissements industriels x **CCR**

Potentiel CFE_{communes} établissements industriels

Produit taux 2020 CFE_{communes + EPCI} établissements industriels



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de la seule année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que le potentiel financier agrégé de chaque ensemble intercommunal est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à égaliser les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels.

Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir :

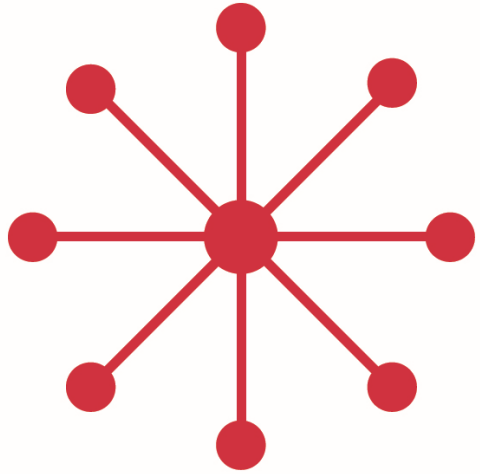
- De la différence entre les produits pris en compte pour calculer le PF 2021 au titre de la TH, de la TVA et du FB et les produits pris en compte pour la détermination du PF en 2022 au titre de ces mêmes taxes.
- De la différence entre le produit potentialisé des bases perdues au titre du FB et de la CFE suite à la révision des valeurs locatives industrielles et les compensations effectives au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel financier agrégé au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition du potentiel financier agrégé

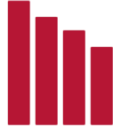
Au B du III du même article, il est précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90% dans le calcul du potentiel 2023, à hauteur de 80% dans le calcul du potentiel 2024, à hauteur de 60% dans le calcul du potentiel 2025, à hauteur de 40% dans le calcul du potentiel 2026 et à hauteur de 20% dans le calcul du potentiel 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation du potentiel financier agrégé seront donc prises en compte intégralement.



5.3.2

L'effort fiscal agrégé



L'effort fiscal agrégé : équations comparées

Actuellement

Numérateur

$$(\text{Produit TH} + \text{Produits FB} + \text{Produits FNB} + \text{TAFNB} + \text{TEOM/REOM})_{EI}$$

Effort

fiscal =

Dénominateur

POTENTIEL FISCAL 3 TAXES

$$\begin{aligned} & \sum \text{Bases brutes de TH}_{\text{communes}} \quad \times \quad 24,5564\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} \quad \times \quad 21,1660\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFNB}_{\text{communes}} \quad \times \quad 49,6860\% \\ & + \text{TAFNB}_{EI} \end{aligned}$$

Article 252 LF 2021

Numérateur

$$\text{Produit THRSLV}_{EI} + \text{Produits FB}_{EI} \text{ (y compris fraction départementale)} + \text{Produits FNB}_{EI} + \text{TAFNB}_{EI} + \text{TEOM/REOM}_{EI}$$

Dénominateur

POTENTIEL FISCAL 3 TAXES

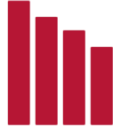
$$\begin{aligned} & \sum \text{Bases brutes de THRSLV}_{\text{communes}} \quad \times \quad 24,5564\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} \quad \times \quad \text{Taux2020}^* \quad \times \quad \text{CCR}^{**} \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} \quad \times \quad (37,4265\%^{***} - \text{Taux2020}) \\ & + \text{Bases brutes de TFB}_{EPCI} \quad \times \quad 1,8000\%^{****} \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFNB}_{\text{communes}} \quad \times \quad 49,6860\% \\ & + \text{TAFNB}_{EI} \end{aligned}$$

* Il s'agit de la somme des taux communaux et départementaux de FB pour l'année 2020.

** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

*** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour l'année 2022, correspondant à la somme du taux moyen communal (21,166%) et du taux moyen départemental (16,2605%).

**** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour les EPCI.



L'effort fiscal agrégé : ce qui change

Ce que l'on enlève

Produit TH communes + EPCI **résidences principales**
y compris compensation TH

Produit FB communes + EPCI **établissements industriels**

Ce que l'on ajoute

Ex produit départemental de TFB communes **majoré ou minoré (CCR)**

Potentiel fiscal TH communes **résidences principales**

Potentiel FB communes **établissements industriels**

Potentiel fiscal FB définition départementale actuelle sur communes
Produits communaux majorés ou minorés de FB fonction du CCR

Potentiel fiscal FB intercommunal (nouveau)

Numérateur

Dénominateur



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de l'année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que l'effort fiscal agrégé de chaque ensemble intercommunal est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à égaliser les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels.

Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir de la différence entre les produits pris en compte pour calculer l'effort fiscal 2021 au titre de la TH et du FB et les produits pris en compte pour la détermination de l'effort fiscal en 2022 au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition de l'effort fiscal

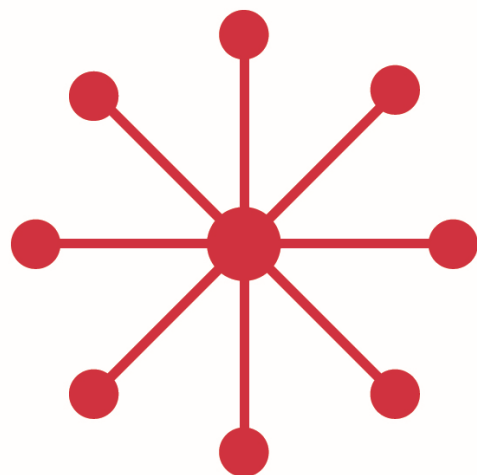
Au B du III du même article, il est par ailleurs précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2023, à hauteur de 80 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2024, à hauteur de 60 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2025, à hauteur de 40 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2026 et à hauteur de 20 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation de l'effort fiscal agrégé seront donc prises en compte intégralement.



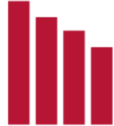
PARTIE 6

LES DIVERSES MESURES AYANT DES CONSÉQUENCES POUR LE BLOC COMMUNAL



6.1

L'ARTICLE 54 DE LA LF 2021 : LA « SIMPLIFICATION » DE LA TAXATION DE L'ÉLECTRICITÉ



La taxation de l'électricité actuelle et la taxation future après application de l'article 54

Taxation actuelle

La taxation actuelle repose sur 3 taxes différentes bénéficiant à l'Etat, aux départements et au bloc communal, dont la gestion est assurée par différentes structures, et dont les tarifs communaux et départementaux peuvent être modulés sur délibération.

Taxation future après application de l'article 54

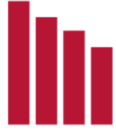
La mise en œuvre de l'article 54 conduit à :

1. Une taxe unique (la TICFE) avec trois quotes-parts bénéficiant à l'Etat, aux départements et au bloc communal,
2. Une taxe dont la gestion serait assurée par la seule DGFIP,
3. et à un tarif unifié (par catégorie de contribuables).

Trois taxes	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE)	Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE)	Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)
Bénéficiaire	Budget général de l'Etat	Départements	Communes, syndicats et EPCI
Gestionnaire	Direction général des douanes et droits indirects (DGDDI)	Départements, préfectures et DGFIP	Départements, préfectures et DGFIP
Assiette	Electricité fournie quelle que soit la puissance souscrite	Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA	Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA
Tarifs 2020* particuliers**	22,5 € / MWh	Tarif modulable de 1,54 € à 3,2725 €/MWh via un coefficient multiplicateur	Tarif modulable de 0 € à 6,545 €/MWh via un coefficient multiplicateur



Une taxe	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE)		
Bénéficiaire	Budget général de l'Etat	Départements	Communes, syndicats et EPCI
Gestionnaire	DGFIP		
Assiette	Electricité fournie quelle que soit la puissance souscrite	Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA	Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA
Tarifs particuliers à terme (hors actualisation)	Tarif national unique non modulable		



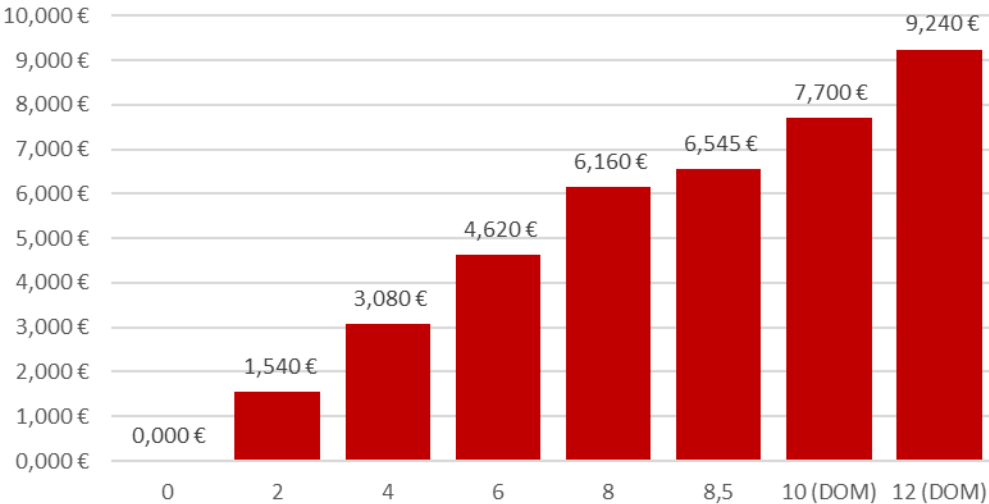
Les tarifs de la taxe communale actuelle fonction des coefficients multiplicateurs votés par les communes

Tarif de base communal 2020 (hors frais de gestion 1,5%)	Coefficient multiplicateur voté	Tarifs 2020 après coefficient multiplicateur	Nombre de communes concernées		Population
0,77 €	0	0,000 €	1 761	5,0%	3,7%
0,77 €	2	1,540 €	72	0,2%	0,4%
0,77 €	4	3,080 €	553	1,6%	1,8%
0,77 €	6	4,620 €	1 775	5,0%	3,0%
0,77 €	8	6,160 €	3 447	9,8%	13,1%
0,77 €	8,5	6,545 €	27 589	78,3%	77,6%
0,77 €	10*	7,700 €	0	0,0%	0,0%
0,77 €	12*	9,240 €	33	0,1%	0,3%
TOTAL			35 230	100%	100%
Sous-total hors coefficient à 8,5%			7 773	22,1%	24%

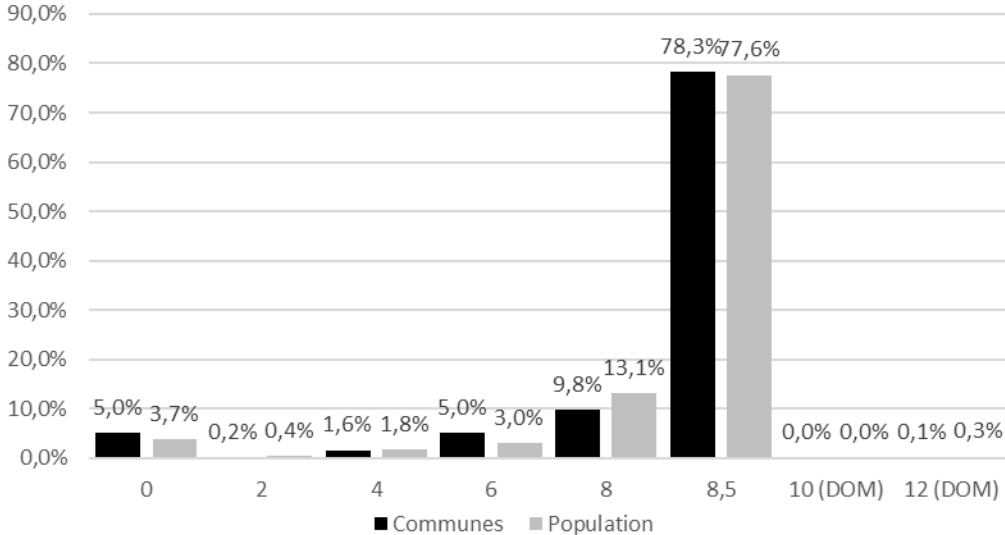
S'agissant de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité, les communes et les autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité (AODE) ont pu voter un coefficient multiplicateur s'appliquant au tarif de base de 0,77 €/MWh en 2020, ce coefficient allant de 0 (pas de taxe) à 8,5 en Métropole (et 12 dans les DOM). Dans les faits, le coefficient maximum à 8,5 a été adopté sur le territoire de 78,3 % des communes représentant 77,6 % de la population.

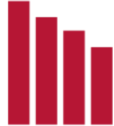
* Applicable uniquement dans les DOM

Tarifs applicables en 2020 selon le coefficient voté



Répartition des communes et de la population selon le coefficient voté





L'harmonisation des coefficients multiplicateurs envisagée par l'article 54

L'article 54 prévoit une « harmonisation » des tarifs à horizon de 2023, avec suppression progressive des coefficients multiplicateurs inférieurs à 8,5 (ainsi que des coefficients spéciaux de 10 et 12 applicables aux DOM) :

- En 2021, le coefficient appliqué ne pourra être inférieur à 4 (suppression des coefficients 0 et 2). Il sera toujours possible de délibérer pour fixer des coefficients de 4, 6, 8, 8,5 (10 et 12 pour les DOM) et en l'absence de délibération le coefficient 4 s'appliquera.
- En 2022, le coefficient appliqué ne pourra être inférieur à 6 (suppression du coefficient 4). Il sera toujours possible de délibérer pour fixer des coefficients de 6, 8, 8,5 (10 et 12 pour les DOM) et en l'absence de délibération le coefficient 6 s'appliquera.
- En 2023, les coefficients seront supprimés (pas de possibilité de modulation de la taxe) et **le tarif sera de facto calculé à partir du coefficient de 8,5 non modifiable.**

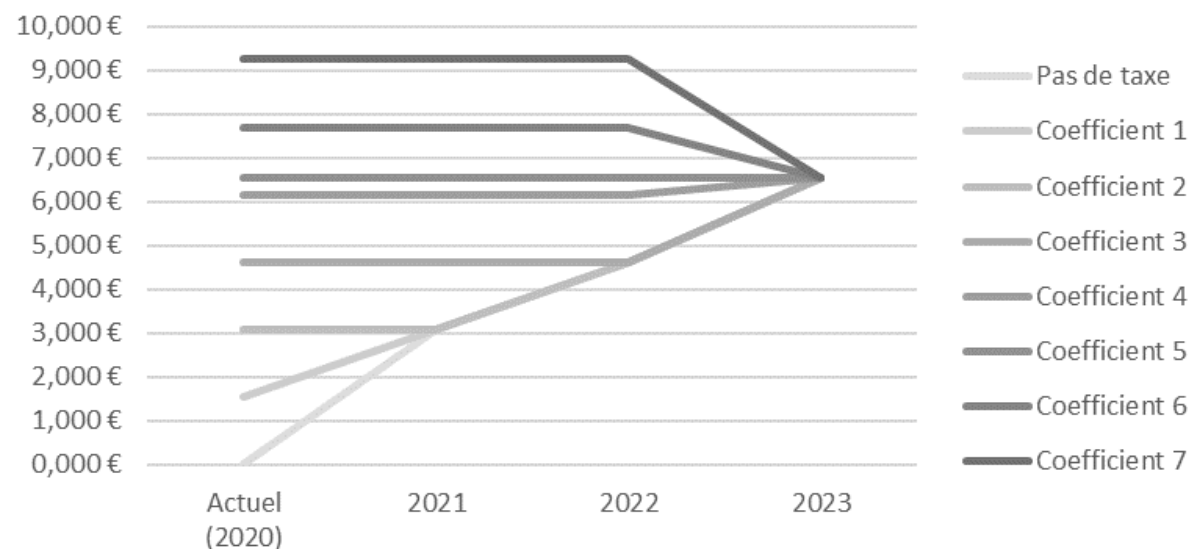
Coefficients applicables	Actuel (2020)	Coefficients possibles sur délibération (en blanc) ou applicables de droit (en gris)		
		2021	2022	2023
Pas de taxe	0	4	6	8,5
Coefficient 1	2	4	6	8,5
Coefficient 2	4	4	6	8,5
Coefficient 3	6	6	6	8,5
Coefficient 4	8	8	8	8,5
Coefficient 5	8,5	8,5	8,5	8,5
Coefficient 6*	10	10	10	8,5
Coefficient 7*	12	12	12	8,5

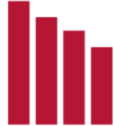
Tarifs applicables**	Actuel (2020)	Tarifs résultant des coefficients		
		2021	2022	2023
Pas de taxe	0,000 €	3,080 €	4,620 €	6,545 €
Coefficient 1	1,540 €	3,080 €	4,620 €	6,545 €
Coefficient 2	3,080 €	3,080 €	4,620 €	6,545 €
Coefficient 3	4,620 €	4,620 €	4,620 €	6,545 €
Coefficient 4	6,160 €	6,160 €	6,160 €	6,545 €
Coefficient 5	6,545 €	6,545 €	6,545 €	6,545 €
Coefficient 6*	7,700 €	7,700 €	7,700 €	6,545 €
Coefficient 7*	9,240 €	9,240 €	9,240 €	6,545 €

* Coefficient multiplicateur applicable uniquement dans les DOM

** Avec tarif de base de 2020 de 0,77 €/KWh non actualisé ensuite

Evolution des tarifs 2020 du fait de l'harmonisation des coefficients multiplicateurs (hors actualisation)





Le calcul du produit communal de la TICFE après réforme

Tient compte du fait que les frais de gestion sont de 1 % sur les syndicats

2ème année d'harmonisation

« II. – Au titre de l'année 2023, le montant de la part communale perçue par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ou les départements est égal au produit de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité mentionnée au présent article, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2021, perçue au titre de l'année 2022, augmenté de 1,5 % ou de 1 % pour les syndicats mentionnés à l'article L. 5212-24, ainsi que de l'évolution, entre 2020 et 2021, de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Pour les collectivités qui n'appliquaient pas le coefficient multiplicateur unique maximum, ce montant est multiplié par le rapport entre ce coefficient et le coefficient appliqué en 2022. »

Restitution aux communes de l'actualisation annuelle des tarifs de l'inflation n-1

Restitution aux communes de la hausse du tarif entre 2022 et 2023

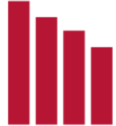
À compter de 2024, le montant de la part communale est égal au montant perçu au titre de l'année précédente majoré l'évolution, entre cette même année et l'antépénultième année, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et multiplié par le rapport entre les deux termes suivants :

1° La quantité d'électricité fournie sur le territoire, selon le cas, de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale, du département ou de la métropole de Lyon, au titre de la pénultième année ;

2° La quantité d'électricité fournie sur le territoire, selon le cas, de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale, du département ou de la métropole de Lyon, au titre de l'antépénultième année. »

En conclusion :

- Les communes et les AODE qui n'appliquent pas le coefficient multiplicateur maximum **bénéficieront de la totalité de l'augmentation des tarifs du fait de l'harmonisation sur la période 2022-2023.**
- A compter de 2023, le produit perçu par les communes et AODE est égal au produit de l'assiette 2022 (n-1) par le tarif maximum revalorisé de l'inflation. **Il n'y aura donc pas d'effet d'assiette cette année.**
- A compter de 2024, le produit perçu par les communes et AODE évoluera en fonction de l'évolution de l'assiette (n-1) et en fonction de l'inflation (n-1) applicable aux tarifs de la taxe.



L'impact financier de la mesure telle qu'approché dans le rapport d'évaluations préalables des articles du PLF 2021

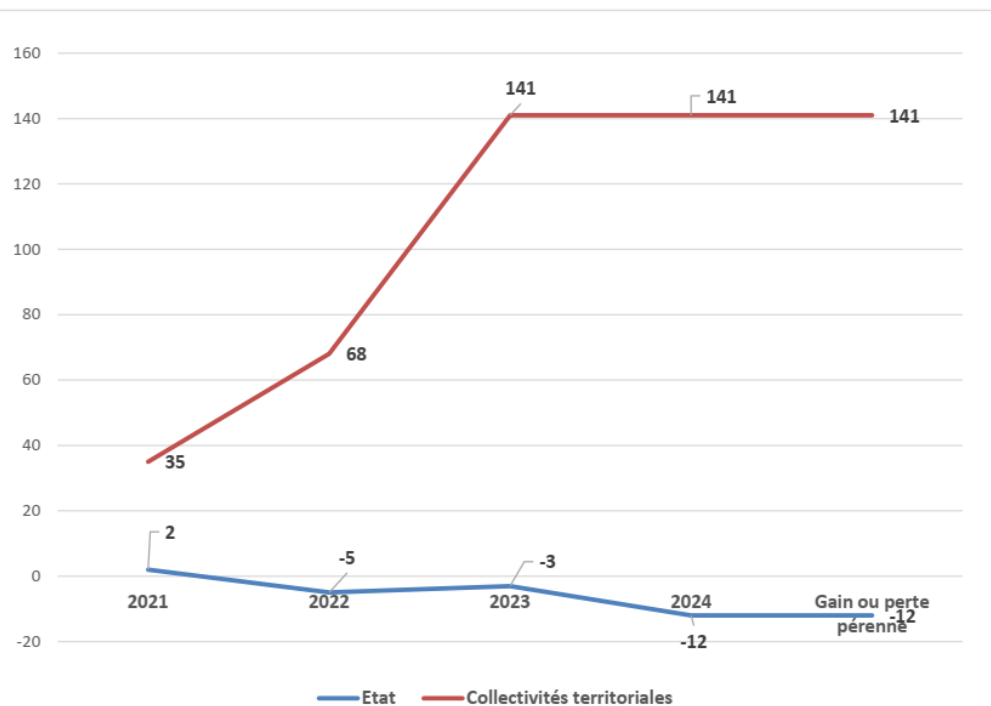
IMPACT DE LA RÉFORME SUR LES RECETTES FISCALES DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

(en millions d'euros)

	2021	2022	2023	2024
Perte de TICFE		- 5	- 5	- 5
Gain en TVA	2	5	10	10
Pertes en IR/IS		- 4	- 8	- 17
Coût total pour l'État	2	- 4 ⁽¹⁾	- 3	- 12

Source : évaluation préalable.

(en millions d'euros)



Source : données présentées dans l'évaluation préalable.

Un mécanisme similaire est mis en œuvre pour les départements, donc le coefficient multiplicateur maximum est de 4,25 et a été adopté par la grande majorité des départements, à l'exception des départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Alpes-Maritimes, de l'Aude, de l'Aveyron, de la Charente, de la Dordogne, du Gard, des Landes, de la Meurthe-et-Moselle, du Morbihan, des Pyrénées-Orientales, de la Guyane et de la Martinique qui ont adopté un coefficient de 4. **En conséquence, l'effet d'harmonisation des tarifs pour les départements est réduit.**

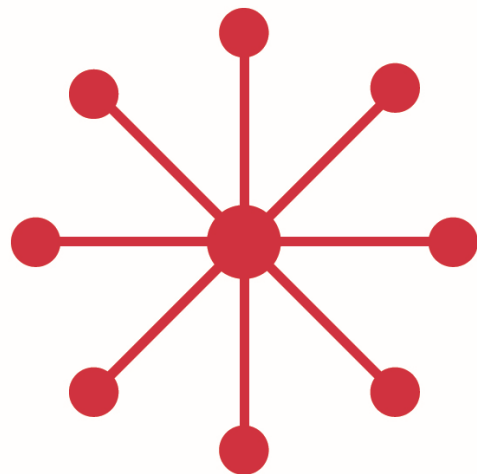
Le rapport d'évaluation préalable, repris dans le rapport de la commission des finances de l'Assemblée Nationale, chiffre les conséquences des dispositions à une perte annuelle de 12 M€ pour l'Etat à horizon de 2024 (du fait de l'application de tarifs réduits de TICFE, d'une augmentation de TVA perçue sur les taxes locales d'électricités, et d'une diminution de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés du fait de la hausse des tarifs), **et un gain de 141 M€ pour les collectivités à compter de 2023 du fait de la hausse des tarifs.** Pour les collectivités dont la TCCFE et la TDCFE représente 2,3 Md €, cela constitue une augmentation de produit globale de 6 %.

Etonnamment, ce chiffrage établi lors de la parution du rapport d'évaluations préalables le 08/10/2020 correspond non au texte du PLF initial (qui conduisait à ce qu'une partie importante du gain bénéficie à l'Etat) mais aux dispositions de l'amendement gouvernemental déposé le même jour et adopté le 16 octobre. Le rapport d'évaluations préalables a en conséquence « anticipé » l'évolution du texte adopté par l'Assemblée Nationale.

Enfin, on notera que la date de vote du coefficient multiplicateur est modifiée par l'article 54 :

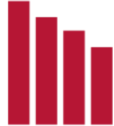
- Pour l'imposition de 2021, l'adoption d'un coefficient multiplicateur devait intervenir par délibération prise avant le **1^{er} octobre 2020** (article 216 de la loi de finances pour 2020 et l'article 7 de l'ordonnance N°2020-330 du 25 mars 2020) : les coefficients applicables en 2021 ne sont donc plus modifiables à ce jour.
- Pour l'imposition de 2022, l'adoption d'un coefficient multiplicateur doit intervenir par délibération prise avant le **1^{er} juillet 2021**.

Dans le Tarn, le coefficient multiplicateur « communal » est déjà au coefficient maximum (8,5) dans une grande majorité de communes. Seules 5 communes appliquent un coefficient de multiplicateur de 8,0 et une seule un coefficient multiplicateur de 4,0.



6.2

L'ARTICLE 79 DE LA LF POUR 2021 CONCERNANT LE FNGIR



Compensation « FNGIR » en cas de pertes importantes de produit CFE depuis 2012

A compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État au profit des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre contributeurs au FNGIR.

Pour être éligibles, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale doivent réunir les conditions suivantes :

1° Avoir constaté, entre 2012 et l'année précédant la contribution au fonds, une perte de bases de cotisation foncière des entreprises supérieure à 70 % ;

2° Acquitter un prélèvement au titre du FNGIR représentant plus de 2 % des recettes réelles de fonctionnement de leur budget principal, telles que constatées au 1er janvier de l'année de répartition dans les derniers comptes de gestion disponibles.

Le montant attribué aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre éligibles est égal, chaque année, à un tiers de leur prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources de 2020.

Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre bénéficie des mécanismes de compensation des pertes de bases de CET ou d'IFER prévus aux I, II et II bis du 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2009 et du fonds de compensation mentionné au III de l'article 79 de cette loi (redevance communale des mines), il ne peut être éligible au prélèvement sur recettes qu'à compter de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle elle a perçu pour la première fois l'un des mécanismes de compensation précités.

Lorsqu'une commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre bénéficiant des mécanismes de compensation des pertes de bases de CET ou d'IFER prévus aux I, II et II bis du 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2009 et du fonds de compensation mentionné au III de l'article 79 de cette loi (redevance communale des mines), elle ne peut être éligible au prélèvement sur recettes qu'à compter de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre a perçu pour la première fois l'un des mécanismes de compensation précités.

Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre bénéficie d'un des mécanismes de compensation des pertes de bases de CET ou d'IFER prévus aux I, II et II bis du 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2009, le montant du prélèvement sur recettes qui lui est attribué ne peut pas être supérieur à la différence entre, d'une part, la perte de recette calculée pour le bénéfice de ces compensations et, d'autre part, le montant perçu au titre de ces mécanismes de compensations.

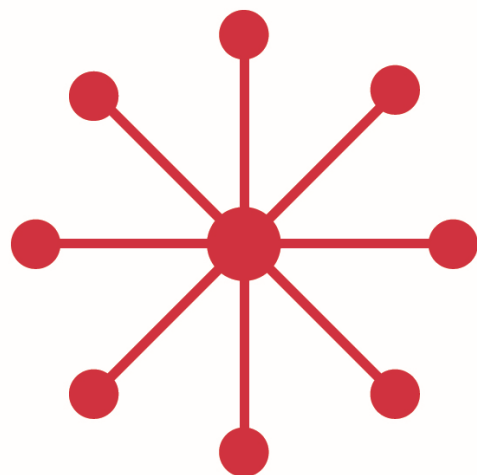
Les pertes de bases de cotisation foncière des entreprises liées au rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou au changement de périmètre ou de régime fiscal d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'éligibilité de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

70 % de perte de bases par rapport 2012

et

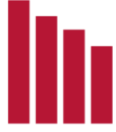
FNGIR > 2 % RRF n-2

Compensation = FNGIR 2020 / 3



6.3

AUTRES MESURES



Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols (article 141 de la LF 2021)

Les dispositions de l'article 141 de la LF 2021

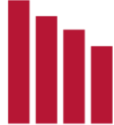
Dans l'objectif d'inciter à la densification et à la sobriété foncière, l'article 141 comprend quatre mesures :

1. Deux mesures concernent les dispositifs d'exonération :
 - L'exonération de plein droit est élargie aux places de stationnement construites en dessous ou au dessus des immeubles qu'ils soient destinés au logement collectif, individuel ou à l'activité.
 - A l'inverse, l'exonération facultative des places de stationnement intégrées au bâti annexes aux immeubles de logement collectif et aux maisons individuelles bénéficiant de prêts aidés est supprimée (à compter de 2022).
2. Les modalités de majoration (de 5% à 20%) du taux de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sont assouplies. Ce taux peut être augmenté dès lors que des travaux substantiels de restructuration ou de renouvellement urbain sont nécessaires pour renforcer l'attractivité des zones concernées et réduire les incidences liées à l'accroissement local de la population. Cette disposition supprime ainsi le critère de stricte proportionnalité entre le taux appliqué et le service rendu qui existait jusqu'alors et qui rendait difficile l'application de ce taux majoré.
3. L'emploi de la part départementale de la taxe d'aménagement (TAENS) est élargi au financement d'opérations de renaturation, c'est-à-dire de transformation en espaces naturels de terrains abornés ou laissés en friche. Celle-ci peut ainsi servir à financer l'acquisition de terrains nus, bâtis ou aménagés et d'y réaliser des travaux dans le but de les convertir en espaces naturels. Cet élargissement doit permettre de faciliter ces opérations de renaturation et permettre en outre d'améliorer le taux d'utilisation des recettes de la TAENS, notamment dans les départements les plus urbains (300 M€ de recettes n'étaient pas utilisées en 2016).

Ces trois premières mesures seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 (pour des délibérations prises avant le 30 novembre 2021) alors que l'extension de la TAENS entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2021.



TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS



ABREVIATIONS

AC : Attribution de compensation
ACF : Attribution de Compensation Financière
ACTP : Allocation Compensatrice pour Tierce Personne
AE : Autorisation d'Engagement
AFITF : Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France
AIS : Allocation Individuelle de Solidarité
AN : Assemblée Nationale
ANTS : Agence Nationale des Titres Sécurisés
APA : Aide Personnalisée d'Autonomie
APL : Aide Personnalisée au Logement
APU : Administrations Publiques
APUC : Administration Publique Centrale
APUL : Administration Publique Locale
ASI : Allocation Supplémentaire d'Invalidité
ASPA : Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées
ASSO : Administration de Sécurité Sociale
ASV : Adaptation de la Société au Vieillissement
BAD : Branche de l'Aide à Domicile
BF : Besoin de Financement
BFR : Besoin de Financement Résiduel
BN : Base Nette
BNC : Bénéfices Non Commerciaux
BOI-IF : Bulletin Officiel des Impôts – Impôt Foncier
BTF : Bons du Trésor à Taux Fixe et à intérêt précompté
C3S : Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés
CA : Communauté d'agglomération ou Chiffre d'Affaires (contexte)
CAE : Conseil d'analyse économique
CAF : Capacité d'AutoFinancement

CAS : Contingent Aide Sociale ou Comptes d'affectation Spéciale (contexte)
CASF : Code de l'Action Sociale des Familles
CC : Communautés de communes
CCR Coefficient Correcteur de la Réforme
CET : Contribution Économique Territoriale
CFE : Cotisation Foncière des Entreprises
CFL : Comité des Finances Locales
CGI : Code Général des Impôts
CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales
CICE : Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi
CIF : Coefficient d'Intégration Fiscale
CIR : Crédit Impôt Recherche
CITE : Crédit d'Impôt Transition Énergétique
CITS : Crédit d'Impôt sur la Taxe sur les Salaires
CL : Collectivité Locale
CLERCT : Commission Locale pour l'Évaluation des Ressources et des Charges Transférées
CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale
CNEN : Conseil National d'Évaluation des Normes
CNI : Carte Nationale d'Identité
CNSA : Caisse Nationale de Solidarité et d'Autonomie
CP : Crédit de Paiement ou Coefficient de Plafonnement (contexte)
CRC : Chambre Régionale des Comptes
CRFP : Contribution au Redressement des Finances Publiques
CSB : Contribution Sociale sur les Bénéfices des sociétés
CSG : Contribution Sociale Généralisée
CT : Collectivité Territoriale

CSS : Code de la Sécurité Sociale
CSPS Gpt : Compensation pour la Suppression de la Part Salaires de l'EPCI
CU : Communauté urbaine
CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises
CVP : Coefficient de Variation Proportionnelle
DA : Dotation d'Aménagement
DAJ : Dotation d'Ajustement
DB : Dotation de Base
DC : Dotation de Compensation
DCP : Dispositif de Compensation Péréquée
DCRTP : Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle
DCTCE-FDL : Dotation de Compensation des Transferts, des Compensations et des Exonérations – Fiscalité Directe Locale (= DTCE-FDL ou Dotation carrée)
DCTP : Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle
DDEC : Dotation Départementale d'Équipement des Collèges
DDR : Dotation Développement Rural
DDU : Dotation de Développement Urbain
DEL : Dotation Élu Local
DETR : Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux
DF : Dotation Forfaitaire ou Dépenses de Fonctionnement (contexte)
DFM : Dotation de Fonctionnement Minimale
DGCL : Direction Générale des Collectivités Locales
DGCE : Dotation Globale de Construction et d'Équipement Scolaire
DGD : Dotation Générale de Décentralisation
DGE : Dotation Globale d'Équipement

DGF : Dotation Globale de Fonctionnement
DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques
DGN : Dotation Globale de Neutralisation
DI : Dépenses d'Investissement ou Dotation d'Intercommunalité (contexte)
DMTO : Droits de Mutation à Titre Onéreux
DMTO-RTP : Droits de Mutation à Titre Onéreux - Réforme Taxe Professionnelle
DNP : Dotation Nationale de Péréquation
DOB : Débat d'OrientatIon Budgétaire
DOM : Départements d'Outre-Mer
DP : Dotation de Péréquation
DPM : Dotation de Péréquation Métropole
DPU : Dotation de Péréquation Urbaine
DPV : Dotation Politique de la Ville
DREES : Direction de la Recherche des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
DRES : Dotation Régionale d'Équipement Scolaire
DRF : Dépenses Réelles de Fonctionnement
DSC : Dotation de Solidarité Communautaire
DSI : Dotation Spéciale Instituteurs
DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements
DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local
DSR : Dotation de Solidarité Rurale
DSU : Dotation de Solidarité Urbaine (= DSUCS)
DSU OM : Dotation de Solidarité Urbaine d'Outre-Mer
DTS : Dotation pour les Titres Sécurisés
EBF : Excédent Brut de Fonctionnement
EF : Effort Fiscal

EFM : Effort Fiscal Moyen
 EFA : Effort Fiscal Agrégé
 EFAM : Effort Fiscal Agrégé Moyen
 EI : Ensemble intercommunal
 EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
 EPFL : Établissement Public Foncier Local
 EPT : Établissement Public Territorial
 ETP : Équivalent Temps Plein
 ETPT : Équivalent Temps Plein Travaillé
 FA : Fiscalité additionnelle
 FARU : Fonds d'Aide pour le Relogement d'Urgence
 FB : Foncier Bâti
 FBCF : Formation Brute de Capital Fixe
 FBIC : Foncier Bâti Industriel et Commercial
 FBR : Foncier Bâti Résidentiel
 FCTVA : Fonds de compensation de la TVA
 FDL : Fiscalité Directe Locale
 FDTP ou FDPTP : Fonds Départemental de Péréquation de la TP
 FMI : Fonds Monétaire International
 FMDI : Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion
 FNB : Foncier Non Bâti
 FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources
 FPIC : Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes
 FPU : Fiscalité Professionnelle Unique
 FSD : Fonds de Solidarité au profit des Départements
 FSRIF : Fonds de Solidarité de la Région Ile-de-France
 g : groupe
 GEMAPI : GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
 GIR : Garantie Individuelle de Ressources
 GPM : Garantie de Progression Minimale

IDL : Impôts Directs Locaux
 IPCH : Indice des Prix à la Consommation Harmonisé
 IFA : Imposition Forfaitaire Annuelle
 IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau
 IRPP : Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (= IR)
 IS : Impôt sur les Sociétés ou Indice Synthétique (contexte)
 ISF : Impôt de Solidarité sur la Fortune
 LF : Loi de Finances
 LFI : Loi de Finances Initiale
 LFR : Loi de Finances Rectificative
 LPF : Livre des Procédures Fiscales
 LPFP : Loi de Programmation des Finances Publiques
 LS : Logements Sociaux
 MAPTAM : Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles
 MGP : Métropole du Grand Paris
 MINEFI : Ministère de l'Économie et des Finances
 MNA : Mineurs Non Accompagnés
 NOTRe : Nouvelle Organisation Territoriale de la République
 OAT : Obligation Assimilable du Trésor
 OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
 ODAC : Organisme Divers d'Administration Centrale
 ODEDEL : Objectif D'Évolution De la Dépense Locale
 OM : Ordures Ménagères
 PCH : Prestation de Compensation du Handicap
 PF : Potentiel Fiscal
 PF4T : Potentiel Fiscal 4 Taxes
 PFA : Potentiel Fiscal Agrégé
 PF_i : Potentiel Financier

PFiA : Potentiel Financier Agrégé
 PFIAH : Potentiel Financier Agrégé/hab
 PFIH : Potentiel financier par habitant
 PFM : Potentiel Fiscal moyen
 PFH(M) : Potentiel Fiscal (Moyen) par Habitant
 PFiM : Potentiel Financier moyen
 PFS : Potentiel Financier Superficiaire
 PIC : prêt accession sociale
 PIB : Produit Intérieur Brut
 PLF : Projet de Loi de Finances
 PLPFP : Projet de Loi de Programmation des Finances Publiques
 PPE : Prime Pour l'Emploi
 PREL : Prélèvement (alimentant le fonds de garantie)
 PROD 4T : Produit 4 taxes (locales directes)
 PROD: Produit fiscal
 PSR : Prélèvements Sur Recettes de l'État
 PVA : Plafonnement de la Valeur Ajoutée
 Q : quartile
 QPC : Question Prioritaire de Constitutionnalité
 QPPV (ou QPV) : Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville
 R&D : Remboursements et Dégrèvements
 RAC : Reste à Charge
 RCE : Réduction pour Création d'Entreprise
 RCF : Ressources Consultants Finances
 RCT : Relations avec les Collectivités Territoriales
 REP+ : Réseau d'Éducation Prioritaire plus
 RESF : Rapport Économique Social et Financier
 RH ou RevH : Revenu par Habitant
 RMH ou RevMH : Revenu Moyen par Habitant
 RMI : Revenu Minimum d'Insertion
 RFNE : Recettes Fiscales Nettes de l'État

RFR : Revenu Fiscal de Référence
 RI : Revenu Imposable
 RIF : Région Ile de France
 RMA : Revenu Minimum d'Activité
 ROM ou REOM : Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères
 RRF : Recettes Réelles de Fonctionnement
 RRT : Recettes Réelles Totales
 RS : Résidences Secondaires
 RSA : Revenu de Solidarité Active
 SDCI : Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
 SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
 SPS (ou SPPS) : Suppression de la Part Salaires
 SQ ou St Q : Statu Quo
 STDR : Service de Traitement des Déclarations Rectificatives
 T : transfert ou tercile (dépend du contexte)
 TA FNB : Taxe Additionnelle sur le FNB
 TASCOT : Taxe sur les surfaces commerciales
 TEOM ou TOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
 TF : Taxe Foncière
 TFNB : Taxe sur le Foncier Non Bâti
 TFPB : Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (= TFB)
 TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes
 TH : Taxe d'Habitation
 THRP : Taxe d'Habitation des Résidences Principales
 THRS : Taxe d'Habitation des Résidences Secondaires
 THLV : Taxe d'Habitation sur les Logements vacants
 TICPE : Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques
 TM : Ticket Modérateur

TMN : Taux Moyen National
TMP : Taux Moyen Pondéré
TAENS : Taxe d'Aménagement des Espaces Naturels Sensibles
TP : Taxe Professionnelle
TSCA : Taxe sur les Conventions d'Assurances
TSE : Taxe Spéciale d'Équipement
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
TVS : Taxe sur les Véhicules de Société
UE : Union Européenne
VA : Valeur Ajoutée
VL : Valeur Locative
VLF : valeur locative des biens passibles de la taxe foncière
VLN : Valeur Locative Nette
VLB : Valeur Locative Brute
VLM : Valeur Locative Moyenne (de TH)
VP : Valeur de point
VRTS : Versement Représentatif de la Taxe sur les Salaires
VT : Versement Transport
VTM : Véhicule Terrestre à Moteur
ZFC : Zone Franche Corse
ZFU : Zone Franche Urbaine
ZRU : Zone de Redynamisation Urbaine
ZRR : Zone de Revitalisation Rurale
ZUS : Zone Urbaine Sensible